
Pour « une poignée de fils du désert » Vers une troisième guerre mondiale ?

par SALAH-EDDINE TLATLI (*)

par MARCEAU FELDEN (**)

DANS le brillant discours, si chargé d'humanisme et « si peu conforme aux usages », prononcé par Mme Louise Weiss en sa qualité de doyenne d'âge de la nouvelle Assemblée européenne (le Monde du 18 juillet), il est un passage qui ne manque pas d'étonner et même de choquer, surtout lorsqu'on le replace dans le contexte d'un vibrant plaidoyer en faveur des droits de l'homme. « Une poignée de fils du désert, déclare l'oratrice, peuvent, de l'extérieur, fuir une civilisation à laquelle ils doivent leur fortune... »

Mme Louise Weiss sait parfaitement que ceux qu'elle qualifie cavalièrement de « poignée de fils du désert » ne sont pas un ramassis de vagabonds nomades enrichis par les hasards d'une géologie fantaisiste, mais qu'ils appartiennent à une des plus brillantes civilisations humaines qui a illuminé, durant « les siècles obscurs » de l'Europe médiévale, un des plus vastes empires du monde, allant de l'Indus jusqu'au cœur de l'Europe, qu'elle a contribué à éveiller à la science moderne et aux progrès techniques.

Mais, si l'on se moque bien aujourd'hui de ce passé glorieux et de ses incidences bénéfiques dont témoignent pourtant l'histoire, on a tendance à tendre comme un crime la possession de grandes réserves d'hydrocarbures par ces mêmes « fils du désert ».

Tout d'abord un premier point à tirer au clair. Lorsque Mme Weiss nous assure que ces assassins en puissance de la civilisation de l'Europe doivent leur fortune à celle-ci, il s'agit de bien s'entendre là-dessus. Les techniciens du monde occidental se sont assurément pour rien dans la présence de gisements d'or noir là où ils se trouvent, en Arabie Saoudite, en Libye, en Algérie ou ailleurs. Tout le monde

est d'accord là-dessus. Ils ont pu seulement contribuer à leur mise en exploitation. Exactement au même titre qu'un pulsar qui vient forer un puits chez un agriculteur et qui a été rétribué pour effectuer son travail. L'artisan pulsarier peut-il prétendre que le propriétaire lui doit sa fortune et qu'il a des droits sur celle-ci ? Il faudrait dans ce cas reconsidérer tout le statut foncier du monde. Ou bien faut-il tailler un statut particulier du droit de propriété lorsqu'il s'agit de l'appliquer au monde arabe ?

On en arrive ainsi à la question fondamentale. Qui ou non, un pays indépendant et souverain est-il maître et seul maître de ses richesses nationales, même lorsque ces richesses sont représentées par du pétrole ?

Il est véritablement étrange et symptomatique de l'évolution actuelle de la morale internationale — si l'on peut encore employer cette expression périmée — qu'on en arrive à se poser une telle question plus de vingt ans après la fin quasi générale de l'ère coloniale dans le monde.

Il ne s'agit en fait plus d'une simple question théorique, mais d'une prise de position concrète qui s'est affichée dans sa cynisme, au cours de la plus grande puissance du monde à laisser entendre qu'elle ne s'embarrasserait pas d'occuper militairement les champs pétrolifères arabes si la sécurité de son ravitaillement était menacée. Et si la perspective d'une conflagration internationale n'était pas en vue, on aurait pu assister ces derniers jours — mais le danger est-il bien écarté ? — à une violation aussi scandaleuse du droit des peuples à disposer de leurs richesses nationales, c'est-à-dire à un retour en force à la loi de la jungle, comme aux plus beaux jours de l'ère coloniale et de la

politique de la canonnade. Du reste, il faut croire que le chantage a été payant, puisque l'Arabie Saoudite augmentait, peu après ces déclarations, sa production de 2 millions de barils par jour.

Comment, dès lors, oser parler encore de souveraineté et d'indépendance nationale si les relations internationales ne sont plus régies que par des rapports de force ? Le bled du Canada ou des U.S.A. n'est-il pas aussi vital pour les affamés du tiers-monde que le pétrole arabe pour l'Europe ? Et, pourtant, qui pourrait envisager de s'emparer militairement de la production céréalière de ces pays ? Qui oserait même contraindre ces puissances pétrolières à augmenter, pour leur propre consommation, leur production d'hydrocarbures ?

Pour eux, il s'agit de ménager l'avenir et de préserver leurs réserves. Tandis que, lorsque ce sont les fils du désert qui envisagent d'en faire autant, on cric au meurtre, à l'assassinat : « Ils veulent fuir une civilisation à laquelle ils doivent leur fortune... »

On oublie seulement que ces ingrats criminels assurent, depuis des décennies, la majeure partie du ravitaillement en pétrole de l'Europe et du monde occidental, qui, eux, leur doivent leur fortune et leur prospérité, et que ce sont bien eux dont on détruit l'avenir par une surexploitation insensée de leurs gisements qui ne tardera pas à leur faire perdre aux yeux d'or, même si cet or est noir.

On peut même préciser qu'en 1978, sur une production de l'ordre de 1 milliard de tonnes de pétrole extrait des puits du Proche-Orient, l'Europe recevait 375 millions de tonnes, le Japon 245 millions de tonnes et les

U.S.A. 185 millions de tonnes. Quant à la France, un tiers de son ravitaillement provient de l'Arabie Saoudite et un tiers de l'Irak. Voilà qui en dit long sur les intentions de ces tuteurs de la civilisation occidentale. On oublie aussi que c'est parmi eux que se sont recrutés les quelques dizaines de milliers de « Norads » qui, lors des heures tragiques des deux dernières guerres, sont venus mourir pour la défense de cette Europe qu'on les accuse de vouloir perdre et pour la défense des valeurs humaines qu'elle incarnait aux yeux du monde en commençant par celle de l'anti-racisme.

On oublie enfin trop vite le rôle considérable joué, depuis une vingtaine d'années surtout, par ces millions de travailleurs étrangers, frères des premiers, dans la reconstruction et l'épanouissement de la puissance européenne.

En définitive, et tous les esprits réalistes le savent parfaitement, l'intérêt bien compris de la Communauté européenne passe nécessairement par une coopération judicieuse avec cette « poignée de fils du désert ».

Le pacte triangulaire entre les détenteurs de la technologie, des produits clés et des grandes masses ouvrières, prôné depuis des années, sous diverses formes, par les grands responsables du monde, en commençant par le président Giscard d'Estaing, doit passer du domaine des discours électoraux à celui des réalités concrètes.

Il est naturel d'espérer que ceux qui, surmontant leurs querelles de clochers et leurs rancunes millénaires et séculaires, sont en train de bâtir l'édifice de l'Europe nouvelle soient capables de réaliser les modalités pratiques de cette œuvre majeure.

Quant aux « fils du désert », ils sont prêts à y contribuer dans le cadre du respect mutuel des souverainetés et des intérêts réciproques de tous les partenaires.

L'ÉNERGIE est, avec l'ensemble du commerce des armements (400 milliards de dollars par an), la plus importante des activités économiques : le monde actuel consomme annuellement 5,7 milliards de tonnes d'équivalent pétrole, ce qui représente, tout compris, 420 milliards de dollars.

D'ici au début du siècle prochain, la consommation devra être supérieure ou double de celle que l'on connaît actuellement. Comment faire face à cette demande en un laps de temps de l'ordre d'une vingtaine d'années ? Les choix sont extrêmement restreints. Selon une moyenne de tous les scénarios crédibles, force est de constater que l'on ne peut sortir du schéma suivant : le pétrole devra encore représenter de 30 à 35 % du total (contre 43 % actuellement), le charbon de 22 à 27 % (contre 30 %), la gaz naturel 12 à 15 % (contre 20 %), l'énergie hydroélectrique 6 à 7 % (contre 5 %), le nucléaire 18 à 24 % (environ 1 %) et les énergies nouvelles entre 3 et 8 %.

Quatre remarques s'imposent : 1) D'ici à l'an 2000, les énergies nouvelles ne pourront prendre le relais, et cela quelles que soient les décisions prises, car il faudra des gros moyens et du temps pour combler le retard pris par suite d'erreurs et de négligences dont le pouvoir politique est responsable ; 2) Toute idée d'une nouvelle croissance, qui est possible, n'amène pas à la solution des problèmes précédents, en particulier pour le tiers-monde. Il faudra, là encore, beaucoup de temps et d'argent ; 3) Le nucléaire ne pourra pas apporter la solution, même si un consensus écologique était obtenu, car il resterait des problèmes de faisabilité, d'approvisionnement et de traitement ou stockage des combustibles et, en particulier, celui de la fourniture d'uranium enrichi. Se pose également le problème de la pénétration de l'électricité dans le total des fournitures d'énergie (actuellement 27 %), et il est difficile, sans réformer les structures industrielles

et économiques, d'aller au-delà de 35 %. Il en est de même pour le charbon ; 4) Les économies d'énergie, pour indispensables qu'elles soient, surtout aux États-Unis, ne pourront guère aller au-delà de 20 %.

Se pose, pour terminer, une question tout aussi grave que les précédentes : celle des pétrodollars. Quatre pays : l'Arabie Saoudite, les Émirats, Koweït et Qatar, sont largement excédentaires en raison de leurs fortes réserves de pétrole (37 milliards de tonnes sur 80 milliards prouvés), de leur forte capacité de production (0,8 milliard de tonnes par an sur 2,9 milliards) et de leur faible population. Avant la crise, ces pays recevaient 22 milliards de dollars par an qu'ils utilisaient pour leurs importations. En 1978, ils ont enregistré un excédent de devises de 47 milliards de dollars, lesquels ne peuvent être recyclés par la voie économique normale car la population de ces États est insuffisante pour les absorber. Ceci implique soit qu'ils réduisent leur production, soit qu'ils utilisent cet excédent pour intervenir dans les circuits économiques mondiaux.

On constate, en tout cas, que, toutes opérations financières intégrées, leur excédent pourrait atteindre de 300 à 400 milliards de dollars d'ici à 1985, ce qui représente le tiers des réserves des grandes banques mondiales.

L'énergie est donc devenue un problème politique majeur. S'il continue à évoluer dans le sens actuel et sans réel contrôle ni volonté internationale, il peut conduire à une troisième guerre mondiale. Celle-ci serait forcément nucléaire. En effet, compte tenu de la nécessité des approvisionnements américains (les États-Unis importent 40 % de leur pétrole, européens 40 %, japonais 100 %), l'hypothèse n'a rien d'utopique ou de pessimiste. La situation deviendra réellement critique si rien n'est fait vers les années 1985-1990.

(*) Professeur à l'université de Nancy, Auteur de *Énergie : le défi nucléaire*, Ed. Leduc.

(**) Professeur à l'université de Nancy, Auteur de *Énergie : le défi nucléaire*, Ed. Leduc.



Un voyage vers l'Asie

Zekrit : le retour d'Abdo

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Zekrit (Liban). — Je voulais quitter Beyrouth et me voilà vivant des chargeurs de fusil M-16 dans la montagne du Liban. Mieux, au pied du monastère de Maabed, à portée de canon du Christ-Roi qui veille bras ouvert sur la Méditerranée comme celui de Rio Vieille sur l'Atlantique. Détour pacifique, certes — nous tirons sur le piton d'en face en surveillant les impacts, — mais qui doit tout au hasard. En l'occurrence, le hasard s'appelle Abdo, chrétien phalangiste de vingt-deux ans qui a les cheveux courts et de faux airs d'Elvis Presley adolescent.

Abdo, venant de Paris, regagnait son pays après six mois d'absence, son premier voyage à l'étranger. En vol, à mesure que nous approchions de Beyrouth, une douzaine de garçons de son âge manifestèrent une nervosité assez remuante pour attirer l'attention. Chapelet à la main, affectant de rire trop bruyamment, fumant des paquets entiers de Winston filtre, ils s'entretenaient d'un siège à l'autre, regardant leurs montres toutes les cinq minutes, se penchaient vers les hublots. Certains, au contraire, vassés sur leurs fauteuils, aussi pâles que silencieux, feuilletaient pour la quinzième fois — sans le voir — le tarif « bon taxi » d'Aïtalia. On eût dit un groupe d'appelés parachutistes approchant leur premier objectif et leur baptême du feu avec la trouille au ventre et le souci — obstiné — de faire bonne figure.

Abdo m'a raconté. Comme beaucoup de jeunes chrétiens de la montagne libanaise, après quatre années de guerre civile et de combats « contre les musulmans, ces sauvages », il a été envoyé par son père à Paris — autoritairement — quand la guerre, contre les Syriens cette fois, s'est rallumée en octobre 1978. On craignait pour sa vie de « combattant phalangiste », bien sûr, mais on saluait aussi dans

la famille du goût trop net qu'il manifestait pour la « bagarre » permanente. Bagarre mortelle, mais moins fastidieuse que des études à finir ou un métier à apprendre.

C'est un fait qu'avec ses tueries, ses deuils et ses tragédies, la guerre du Liban n'a jamais cessé d'être — aussi — ce « grand jeu » fou dans lequel des milliers d'adolescents se sont jetés avec entrain. Fedayin, militants révolutionnaires ou gardes du corps phalangistes brandissant tous leurs fusils ou leurs bazookas avec une dégoûte de cow-boys. Passé un certain seuil, on ne tirait plus pour un camp ou une idéologie, mais pour le plaisir. C'est la même chose dans toutes les guerres ? Peut-être. Mais, au Liban, tout le monde a bien vu que la dimension « ludique » que la démesure — occupait une place exagérée dans les combats.

Arraché à ses kalschnikov et à ses copains des Kataeb dévoués aux Gemayel, Abdo a donc passé la moitié d'une année à Paris, inscrit à un cours de commerce. « Mon père voulait que j'apprenne un métier. C'est fait. Bien sûr, j'ouvrais un magasin de cosmétiques... »

A Zekrit, où il est né et où vit sa famille, dans ce village chrétien de quatre cents habitants, à une demi-heure d'Achrafieh, dix garçons mobilisables ont été envoyés, pour les mêmes raisons, à l'étranger par des familles inquiètes. Maintenant, une partie d'entre eux rentrent au pays. Très nerveusement.

Pour qui vit au Liban, les bombardements sporadiques, les franc-tireurs qui « allument » les voitures du haut des immeubles, les enlèvements imprévisibles, l'insécurité absolue, les rafales de doukchka, fond sonore permanent, tout cela a créé au fil des années une incroyable habitude : celle de la plus totale précaution. La guerre devenue genre

de vie, chacun a fini par trouver des accommodements avec sa propre peur. Quitter Beyrouth pour quelques mois, en revanche, retrouver à Paris ou ailleurs des rues sans « snipers » ni sacs de sable, c'est désapprendre brusquement cette routine et récupérer, du même coup, les réflexes prudents de tout un chacun.

Les retours à Beyrouth dans ces conditions vous bloquent toujours un peu la respiration. Ce n'est pas tout. Deux mois avant de quitter Paris, comptant les jours, Abdo pensait aux étonnantes qui séparaient l'aéroport du carrefour du musée, marquant la frontière entre les secteurs chrétien et musulman de Beyrouth. Ces 6 kilomètres en « zone

musulmane » l'inquiétaient plus que tous les canons de l'armée basiste réunis.

Le « calme » ou la « tension » sont à Beyrouth des concepts bien difficiles à définir, fluctuant d'un jour à l'autre, d'une heure à l'autre même, en fonction d'obscurs paramètres. Or cette « tension » qui peut vous surprendre à tout moment s'exprime aussi bien par des fusillades subites que par des enlèvements au petit bonheur avec exécution de chrétiens par les musulmans ou inversement.

La guerre à un partage de Beyrouth — et le Liban lui-même — en deux univers de plus en plus étrangers l'un à l'autre, développant dans les deux camps une peur de l'autre — ancrée très profond.

Une expédition en « terre étrangère »

L'étranger qui sillonne Beyrouth et ses ruines a du mal à distinguer précisément cette ligne invisible circulant d'un carrefour à l'autre et qui coupe la ville par son milieu. Bien rares sont devenus les chrétiens qui s'aventurent à l'est. Quand il le faut malgré tout — pour prendre l'avion par exemple, — cette expédition en « terre étrangère » se prépare de longue date. Le cœur battant. D'innombrables chrétiens d'Achrafieh ne sont plus allés une seule fois à l'ouest — depuis trois ans. Ceux qui, par audace ou nécessité, prennent ce risque parlent ensuite de leur voyage comme d'une aventure propre à faire frissonner leur entourage. Toute une série d'informations circulent en permanence sur les trajets les moins dangereux entre les deux Beyrouth, itinéraires changeants, dont la connaissance exacte est le plus souvent une question de vie ou de mort.

Durant les dernières semaines passées en France, Abdo, en tout cas, ne pensait qu'à ces 6 kilomètres de bitume. Comment résister à l'envie de les parcourir avec lui ?

leur montagne et à leurs certitudes somnambules ; trouver bien étroit cet attachement à une relative — opulence à l'ombre des églises. La chaleur, l'hospitalité sincère de la famille d'Abdo, inclinent pourtant à des jugements plus nuancés.

Les minorités en état de siège — fussent-elles inconscientes de leurs privilèges — font rarement sourire. Qui n'a pas découvert, surtout, la sérénité parfumée, le charme hors du temps de la montagne libanaise, peut difficilement comprendre la fureur imputoyable de ces chrétiens dos au mur.

Involontairement, pressé de faire partager l'ordinaire de sa vie, Abdo pousse tout de même le taxi jusqu'à la caricature. Posant un escabeau au pied d'une armoire, il monte l'illco chercher son arsenal personnel en pestant de le retrouver — après six mois d'absence — si possesseurs, trois kalschnikov soviétiques et un M-16 américain, sans compter trois fusils de chasse à répétition. « Avant le déjeuner, on fera un peu de tir, tu veux ? » On réunit ensuite la famille — grands frères debout près des rideaux tirés, enfants assis par terre — dans la chambre d'Abdo.

Chambre singulière en vérité : les posters de Travolta, les photos de formule 1 et même deux poupées sous celophane sont ceux de l'Europe amateur de disco. Sur la bibliothèque, en revanche, une incroyable collection de munitions — des obus de D.C.A. aux bandes de mitrailleuses lourdes — soigneusement alignées rappelle que les garçons du Liban ne sont plus — mais plus du tout — les mêmes. Comme on convie ses amis à regarder les diapositives prises à Torremolinos, Abdo a préparé un projecteur pour montrer ses films amateurs. Ce sont, exclusivement, ceux qu'il a tournés en faisant la guerre dans la montagne. Rafales de mitrailleuse, cour-

ses de half-tracks, phalangistes, pilonnage au canon d'un village musulman avec coups de zoom maladroits vers l'explosion des « arrivées ». La famille commente abondamment et les enfants se poussent du coude.

Nous filons ensuite en Mercedes vadrouillant dans les orangers paternels. Fraîcheur de l'air, lumières transparentes, odeurs des jardins... « Je suis quand même mieux ici qu'à Paris », dit Abdo en flambant un peu dans les virages. Près du monastère de Maabed, sur la terrasse surplombant une rivière à truites, des familles préparent le pique-nique dominical. Ça sent bon la brochette grillée et les églises. Dans les jardins du monastère, un prêtre maronite, patelin, nous fait les honneurs du lieu. Plus bas, à l'intérieur de la sainte grotte locale où les femmes viennent prier pour leur fécondité de mère, des milliers d'ex-voto sont suspendus. Cailloux enveloppés sur des feuilles de papier glissées entre les pierres. « Si j'ai un garçon, je donnerai le poids de ce caillou en or. » A nos pieds, la montagne descend doucement vers la mer et le port de Jounieh, poumon improvisé et porte de secours du petit Liban déjà partagé. Beyrouth n'est qu'à deux pas, mais l'on ne parle du quartier « ouest » (musulman) d'où l'arrive comme d'une terre lointaine, terrifiante et, pour tout dire, un peu méprisable.

En remontant vers Zekrit, nous stoppons dans un village. Abdo attrape sur la lunette derrière le M-16, qu'il palpe et soupèse avec un contentement visible. Refuserait-on, en France, de participer à une partie de ping-pong avant de déjeuner ? Nous voilà donc tirailés sur la montagne d'en face. Parmi les familles occupées à leur pique-nique, personne n'a sursauté.

(A suivre.)
(Voir le Monde depuis le 3 août.)

des chiffres

Pas de chaleur en

1977-1988

1977-1988

Monot édité de libération

Le Monde

étranger

L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS DU SUD-EST ASIATIQUE

Des chiffres ambigus

Présenté en haut lieu — et à plusieurs reprises — comme tout à fait « exceptionnel », l'effort consenti par la France pour accueillir des réfugiés du Sud-Est asiatique ne sera-t-il finalement, en 1979, que très largement supérieur à ce qu'il fut ces quatre dernières années ? Nombre d'ambiguïtés et autant d'imprécisions demeurent à propos des chiffres qui, de fait, laissent planer des doutes et justifient que l'on s'interroge.

A première vue, tout paraît bien « exceptionnel ». Les opérations de rafle menées par les autorités thaïlandaises et malaisiennes ont créé une situation d'urgence et amené le gouvernement français à répondre, par des mesures plus spectaculaires que d'ordinaire, à la détresse des « boat people » et à l'émotion qu'ils suscitent dans l'opinion.

Le 26 juin, avant même de recevoir MM. Jean-Paul Sartre, Raymond Aron et André Glucksmann, venus lui demander d'ouvrir toutes grandes les portes du pays, le président de la République annonçait que la France accueillerait un « contingent » spé-

cial « de cinq mille réfugiés. Bien que ce ne soit pas alors clairement précisé, il semblait évident que ce contingent — « pileux » — viendrait s'ajouter au quota mensuel d'admission fixé à onze cents personnes. Quota, il est vrai, rarement atteint et que M. Giscard d'Estaing avait, début juin, décidé de réduire à cinq cents réfugiés. A l'époque, on précisait d'ailleurs volontiers qu'il s'agissait, bien évidemment, d'un « contingent », donc « hors quota ».

Trois semaines plus tard, le 20 juillet, à l'ouverture de la conférence de Genève « sur les personnes déplacées de l'Asie du Sud-Est », M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, annonçait à son tour un nouveau effort sous forme d'un « deuxième contingent » spécial « comme le précédent et fixé lui aussi à cinq mille personnes ».

Adjointes à un quota mensuel que la gravité de la situation semblait devoir « naturellement » maintenir à 1100 réfugiés, ces deux contingents amenaient l'offre d'accueil de la France pour 1979 à quelque vingt-trois mille personnes.

Mais tout ne semble pas si clair. Officiellement, on ne sait plus ce qu'il advient désormais du quota. Du moins, on n'en dit mot. Mais, dans les services concernés, il apparaît bel et bien qu'on ait reçu consigne de ne plus en tenir compte.

« Les quotas, on n'en parle plus », dit-on discrètement au « Comité d'entraide national franco-vietnamien, franco-cambodgien, franco-laotien » créé dès 1975 sur l'initiative du président de la République et qui a, depuis, largement fait la preuve de son efficacité. L'abandon du quota pour les six derniers mois de l'année en cours, s'il était confirmé, ramènerait l'effort consenti par la France à des proportions qui, loin d'être négligeables, ne justifieraient cependant plus le label « exceptionnel » aujourd'hui couramment revêtu. Seul le mois de juillet, avec trois mille onze arrivées — le serait sans conteste.

Mais, si l'on ajoute aux dix mille réfugiés des deux contingents « spéciaux » les cinq mille cinquante personnes accueillies entre le 1^{er} janvier et le 30 juin, le total pour l'année — quinze mille cinquante-

six — ne dépasserait guère que de mille huit cent cinquante-six personnes le taux ordinaire fixé, depuis janvier, au quota mensuel de mille cent réfugiés. Ce quota était auparavant de mille par mois depuis 1975.

La générosité proclamée était-elle trop ambitieuse ? Dans un rapport succinct présenté récemment au chef de l'Etat, le Comité d'entraide national note que « plusieurs milliers de personnes ont été sollicitées ». Mais il précise aussitôt que « leur caractère dispersé et le caractère insuffisant de beaucoup d'entre elles interdisent de tabler sur un nombre important de possibilités réelles d'accueil ».

Faut-il donc en conclure que l'on a déjà atteint des limites imposées par le simple réalisme ? Il paraîtrait alors que l'effort « exceptionnel » de 1979, même si, chiffres à l'appui, la France peut à bon droit se targuer d'avoir en la matière fait beaucoup plus que ses voisins...

DOMINIQUE POUCHIN.

Pas de chaleur excessive à Alençon

Alençon. — Le centre provisoire d'hébergement des Châtelets, ouvert sur l'initiative du Secours catholique, accueille depuis deux ans, à Alençon (Orne), des réfugiés du Sud-Est asiatique, qui lui sont dénichés par l'association France terre d'asile à partir des centres de transit de Créteil et d'Herblay. Depuis mai 1977,

l'établissement alençonnais, financé par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.A.S.S.), a abrité cent quatre-vingt personnes, réparties en une vingtaine de familles, pour un séjour maximum de six mois. Un quatrième contingent de soixante-dix personnes est attendu pour le 27 août.

Sur les cent trente-quatre réfugiés accueillis jusqu'ici, soixante-cinq se sont établis dans la région d'Alençon, quatorze chefs de famille ayant trouvé un emploi ; malgré les exceptionnelles facilités d'adaptation dont ils font preuve, leur réinsertion socio-professionnelle n'est pas exempte de difficultés.

De notre envoyé spécial

Aux périlleuses inhérences qui l'ont conduit jusqu'ici, lui, sa femme et ses quatre garçons âgés de quatre à seize ans ? Arrivé à Alençon avec le premier contingent de réfugiés, en mai 1977, M. Bouillon Kamkhout dit dans un français hésitant : « Bien sûr, je songe à mon pays. Mais je ne retournerai pas tant qu'il y aura la dictature ». Aujourd'hui, ce Laotien, âgé de trente-neuf ans, aspire surtout à suivre des études complémentaires pour changer de profession. Il juge son travail d'ouvrier fromager « trop pénible ».

M. Raoul François, directeur adjoint de cette entreprise, qui emploie deux cent quatre-vingt personnes à Condé-sur-Sarthe, commune qui jouxte Alençon, se félicite, lui, de l'embouche de sept réfugiés du Sud-Est asiatique (cinq Laotiens, un Cambodgien, un Vietnamien) : « C'est une très bonne main-d'œuvre, dit-il. Ils sont sérieux, amiables, travailleurs. Nous n'avons aucun problème avec eux ».

Les Fromagiers Lutin ont procuré la moitié des quatorze emplois que les réfugiés ont trouvés dans la région d'Alençon. « Nous nous sommes mis à leur disposition », dit M. François. Et

puis, il fallait bien faire un effort particulier pour ces gens-là. L'absence d'organisations syndicales — les deux sections C.G.T. et C.G.O. ont, en leur temps, disparu d'elles-mêmes », assure le directeur adjoint. A-t-elle, dans une certaine mesure, facilité le recrutement de réfugiés dans cette entreprise ? M. Bouillon n'a pas répondu. Mais le Cambodgien, comme mentionné, ne sera pas évidente. C'est aussi que l'usine Monlux d'Alençon a licencié par ailleurs

« Du sang sur les mains » En ces temps de crise et de chômage, les employeurs de l'Orne ne se sont pas précipités, malgré la campagne de sensibilisation, au-devant des réfugiés. Les solutions ont été surtout individuelles, au coup par coup. Le capitaine Jacques Bonchamps, chef de la section de nuit, Le colonel Hong (méo), laotien d'ethnie, Ly Pao, venu en France avec deux de ses quatre épouses et neuf enfants âgés de trois mois à douze ans, vient de perdre son travail d'employé de collectivité ; il n'avait qu'un contrat de huit mois. M. Do Cao Minh, chirurgien-dentiste vietnamien, a plus

L'OFFENSIVE DIPLOMATIQUE DU JAPON

Une aide importante est accordée à cinq États d'Afrique noire

De notre correspondant

Tokyo. — Le continent africain doit désormais compter avec un nouveau partenaire : le Japon. Après les anciennes nations coloniales, — la Grande-Bretagne et la France — les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et la Chine, le Japon est en train de devenir partie prenante dans le jeu des grandes puissances en Afrique noire. Telle est du moins le sens que l'on peut donner à la visite de onze jours que vient de faire M. Sonoda, ministre des affaires étrangères, dans cinq pays des côtes Est et Ouest du continent africain (Tanzanie, Kenya, Nigeria, Côte-d'Ivoire et Sénégal).

Deux faits caractérisent cette visite : n'était pas seulement protocolaire pour les Japonais qui, par le passé, ont quelque peu négligé cette partie du monde. D'abord le montant de l'aide dispensée par le Japon à ces cinq pays au cours de la visite de M. Sonoda : 200 millions de dollars. Ensuite la réaction que cette visite a immédiatement provoquée de la part des Soviétiques, apparemment peu satisfaits de voir surgir un nouveau pôle sur l'échiquier africain. Les *Izvestia* écrivaient vendredi 3 août, jour du retour à Tokyo de M. Sonoda que « le Japon a commencé son safari africain » pour « encadrer plus profondément » un continent riche en matières premières.

Un commerce prospère avec l'Afrique

Le Japon a commencé à s'intéresser aux pays qui se trouvent au sud du Sahara au lendemain de l'embargo pétrolier de 1973, comme en témoigne la visite, en 1974, de M. Kimura, alors ministre des affaires étrangères. Mais les relations ne s'en sont pas pour autant développées rapidement et le montant de l'aide japonaise est resté largement inférieur à celui accordé à d'autres régions du monde (6,9 % du total de l'aide gouvernementale japonaise en 1978). Les Japonais ont jusqu'à présent privilégié les pays qui leur fournissent des matières premières : le Zambie et le Zaïre pour le chrome, le Ghana pour le manganèse (300 000 tonnes achetées chaque année), le Nigeria pour le pétrole. En ce qui concerne l'uranium, le Japon participe avec les Français à l'exploitation de ce minéral dans la région d'Akrouh au Niger.

Nouveaux venus en Afrique, les Japonais ont d'abord compté sur

des « alliances » avec les anciens colonisateurs français et britanniques pour promouvoir leurs intérêts. Ils sont surtout gérés en Afrique anglophone que les relations privilégiées qu'ils entretiennent avec l'Afrique blanche (Rhodésie et République Sudafricaine, où ils sont considérés comme « Blancs d'honneur »). Avec ce dernier pays, qui lui fournit 30 % de son amiante et le tiers de son manganèse, le Japon a un commerce qui s'élève à 2 milliards de dollars. Etant données les restrictions qui frappent le commerce avec la Rhodésie, le Japon n'a officiellement aucun échange avec ce pays, mais, en fait, c'est l'un de ses fournisseurs de chrome ; le minéral transite par l'Afrique du Sud.

C'est pour essayer de remédier à deux insuffisances de sa politique que le Japon a décidé de dépasser les limites des affaires étrangères en Afrique noire. D'abord, il s'agit d'améliorer l'image du Japon en tant que fournisseur de chrome ; le minéral transite par l'Afrique du Sud.

En ne voulant pas apparaître comme un « pileur » de matières premières, mais arrivant, comme écrit l'*Asahi*, « au service des besoins de l'Afrique », M. Sonoda a surtout cherché à réhabiliter l'image du Japon en Afrique noire. Politiquement, les pays africains sont importants pour Tokyo qui voudrait obtenir un siège au Conseil de sécurité des Nations unies. L'année dernière, celui-ci a été donné au Bangladesh, et les Japonais estiment que leur défaite tient beaucoup à leurs erreurs de calcul en Afrique.

PHILIPPE PONS.

Le souci de l'approvisionnement en pétrole provoque une prise de position favorable à l'O.L.P.

Tokyo. — Jusqu'à présent d'une prudence réservée sur le chapitre de la paix au Proche-Orient, le Japon a adopté, lundi 6 août, une position plus explicite. Au cours d'un dîner offert en l'honneur des ambassadeurs de treize pays du Proche-Orient — était absent le représentant égyptien, — M. Sonoda, ministre des affaires étrangères, a notamment déclaré : « La participation de l'O.L.P. aux négociations de paix et la reconnaissance par Israël et l'Organisation palestinienne de leur position respective, sont un préalable à toute paix au Proche-Orient ». C'est la première fois, souligne le quotidien *Asahi*, que le Japon adopte avec autant de fermeté une position pro-arabe.

Depuis la guerre d'octobre 1973 et l'embargo pétrolier qui l'a suivie, les Japonais, avec un grand opportunisme commercial, ont toujours penché du côté arabe. Ces derniers mois, compte tenu du rapprochement israélo-égyptien, les Japonais ont essayé, tout en restant dans la mouvance arabe, de marquer quelques réserves — notamment en ce qui concerne leur aide à l'Egypte. Ils se sont cependant efforcés de ne pas faire apparaître cette évolution comme le résultat de pressions de Washington. Ils auraient d'autre part souhaité que le sommet de Tokyo donne lieu à une déclaration sur la situation au Proche-Orient qui contrebalancerait les attaques lancées contre l'OPEP dans le communiqué commun. « La France s'y est opposée », dit-on à Tokyo.

L'inquiétude de Washington, et donc de Tokyo, à la suite de la reprise des raids de l'aviation israélienne au sud du Liban, n'est sans doute pas étrangère à la déclaration de M. Sonoda. En fait, les Japonais ont surtout pris conscience que les nuances et les atermoiements ne suffiraient peut-être pas pour se concilier le « Front du refus » arabe, qui rejette la politique américaine au Proche-Orient.

Ils ont été particulièrement échaudés par l'accueil qui a été réservé fin juillet à leur ministre du com-

merce international et de l'industrie, M. Ezaki, au cours de sa tournée dans certains pays arabes (Arabie Saoudite, Irak, Émirats et Koweït). Ces pays fournissent au Japon les deux tiers de son pétrole. Or M. Ezaki s'est aperçu qu'il n'est ni oient et ni disposé d'une monnaie forte ne peut-être pas des atouts suffisants.

L'un des buts de la visite du ministre était la négociation avec la mission de M. Ezaki à la position ambiguë, sinon parfois négative, adoptée par leur pays en ce qui concerne l'O.L.P. Dans les quatre pays visités, les mêmes reproches (suivants à l'égard des Etats-Unis, aide accrue à l'Egypte) furent adressés à M. Ezaki. Pour se concilier ses interlocuteurs, celui-ci promit beaucoup ; notamment l'extension du projet de construction, en Arabie Saoudite, d'un complexe pétrochimique qui pourrait être le plus grand entrepris par les Japonais à l'étranger, mais qui contraindrait aussi ces derniers à acheter une partie de sa production provoquant peut-être la fermeture d'une ou deux raffineries sur l'archipel. Prête apparemment à beaucoup de concessions sur le plan économique pour assurer leurs approvisionnements en pétrole, les Japonais sont également disposés, sur le plan politique, à confirmer sans détour leur position pro-arabe.

Ph. P.

Vers une troisième guerre mondiale

Le monde est en train de se préparer à une troisième guerre mondiale. Les tensions sont telles que l'on se demande si nous ne sommes pas en train de répéter les erreurs du passé. Les armées se renforcent, les alliances se font et se défont, et l'on se sent en danger. Les médias nous montrent des images de destruction et de mort, et nous nous sentons impuissants. Nous devons agir maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

Les tensions sont telles que l'on se demande si nous ne sommes pas en train de répéter les erreurs du passé. Les armées se renforcent, les alliances se font et se défont, et l'on se sent en danger. Les médias nous montrent des images de destruction et de mort, et nous nous sentons impuissants. Nous devons agir maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

Les tensions sont telles que l'on se demande si nous ne sommes pas en train de répéter les erreurs du passé. Les armées se renforcent, les alliances se font et se défont, et l'on se sent en danger. Les médias nous montrent des images de destruction et de mort, et nous nous sentons impuissants. Nous devons agir maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

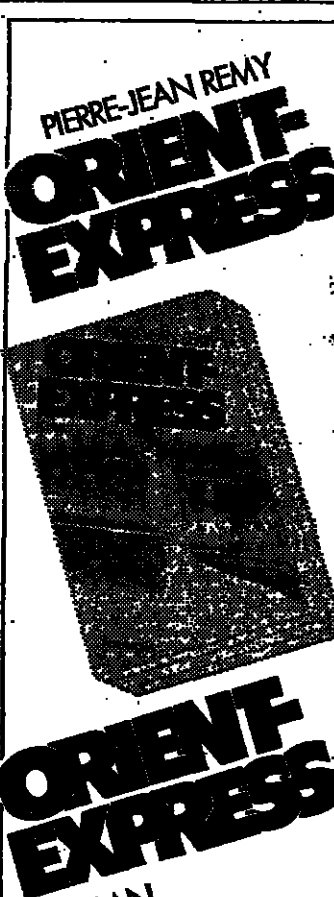
rs l'Asie

par JEAN-PIERRE LÉVY

Les tensions sont telles que l'on se demande si nous ne sommes pas en train de répéter les erreurs du passé. Les armées se renforcent, les alliances se font et se défont, et l'on se sent en danger. Les médias nous montrent des images de destruction et de mort, et nous nous sentons impuissants. Nous devons agir maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

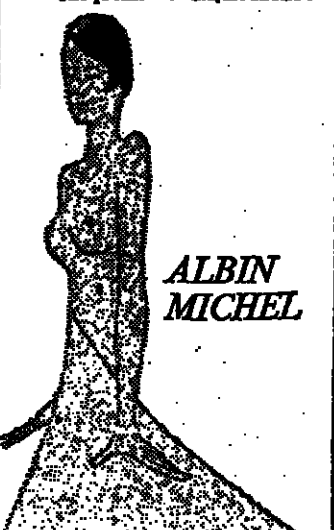
Les tensions sont telles que l'on se demande si nous ne sommes pas en train de répéter les erreurs du passé. Les armées se renforcent, les alliances se font et se défont, et l'on se sent en danger. Les médias nous montrent des images de destruction et de mort, et nous nous sentons impuissants. Nous devons agir maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

Les tensions sont telles que l'on se demande si nous ne sommes pas en train de répéter les erreurs du passé. Les armées se renforcent, les alliances se font et se défont, et l'on se sent en danger. Les médias nous montrent des images de destruction et de mort, et nous nous sentons impuissants. Nous devons agir maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.



«Une excellente lecture pour les vacances et l'un des livres les plus séduisants de Pierre-Jean Remy... Les fresques de Tiepolo, les architectures palladiennes, les grands airs d'opéra et les traits déchirés font autant pour la magie exercée par ce livre que les filatures, les meurtres en douce, les coups de théâtre...»

Jacqueline Fintier/Le Monde



VIETNAM

Hanoï adopte des mesures de libéralisation économique

Le Vietnam est revenu sur sa décision, annoncée lundi 3 août, d'annuler la visite d'une délégation parlementaire américaine (le *Monde* du 8 août) dont un des membres avait critiqué la politique de Hanoï à l'égard des réfugiés. Selon le correspondant de l'A.F.P. à Hanoï, citant des sources bien informées, c'est à la suite d'une intervention personnelle de M. Vance que le Vietnam a finalement décidé d'autoriser cette visite.

D'autre part, une nouvelle personnalité américaine, qui avait condamné l'intervention américaine au Vietnam, l'actrice Jane Fonda, a critiqué, mardi au cours d'une émission de télévision la politique de Hanoï envers les réfugiés.

A Hanoï, le quotidien du P.C.V. *Nhan Dan*, a annoncé, ce mercredi, qu'un projet de Constitution sera « soumis au peuple dans un proche avenir ». Ce texte a été présenté mardi au Front de la patrie. Il est en préparation depuis juillet 1976, date à laquelle s'est réunie, à Hanoï, la première Assemblée nationale du Vietnam réuni, qui avait proclamé la « République socialiste du Vietnam ».

Mardi, le *Nhan Dan* avait publié les mesures prises lors d'un récent plénum du comité central du P.C.V. en vue de relancer l'économie du pays, qui connaît actuellement de graves difficultés. Il s'agit de développer la production de biens de consommation courante par une libéralisation du marché. Selon le journal, « l'esprit fondamental de ces nouvelles dispositions consiste à éliminer résolument les contraintes contraires aux principes de la gestion socialiste, encourager l'initiative des différents secteurs d'activités et stimuler l'ardeur des travailleurs afin de faire progres-

ser puissamment la production. Elles visent à concilier judicieusement trois intérêts indissociables, celui de la société, celui des entreprises et celui des travailleurs ».

Les mesures qui produiront plus que les prévisions du plan pourront bénéficier directement des gains ainsi obtenus et commercialiser directement les produits des industries et des secteurs productifs. (A.F.P., Reuters.)

[Ces mesures visent à lutter à la fois contre la pénurie de biens de consommation, contre le gaspillage et le sous-emploi, tant du matériel que de la main-d'œuvre. Elles visent à améliorer les conditions de vie des citoyens, à améliorer la production, à améliorer la distribution, à améliorer la consommation, à améliorer la vie sociale, à améliorer la vie culturelle, à améliorer la vie spirituelle, à améliorer la vie physique, à améliorer la vie intellectuelle, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer la vie scientifique, à améliorer la vie technique, à améliorer la vie économique, à améliorer la vie politique, à améliorer la vie juridique, à améliorer la vie morale, à améliorer la vie religieuse, à améliorer la vie philosophique, à améliorer la vie littéraire, à améliorer la vie artistique, à améliorer

ASIE

Afghanistan

Les tribus contre Marx

II. — L'«internationalisme prolétarien» sans prolétaires

De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Au pouvoir depuis avril 1978, le régime soviétique de Kaboul est confronté à une rébellion dont l'action s'est beaucoup développée depuis un mois. Après avoir fait le point sur la situation militaire («le Monde» du 8 août), notre envoyé spécial expose dans quel milieu social et culturel le gouvernement a voulu promouvoir la révolution, il évoque les luttes pour le pouvoir politique et décrit la répression.

Kaboul. — «Vive l'internationalisme prolétarien», lit-on sur de grands panneaux rouges, en russe et en anglais, accrochés à la tour de l'aéroport. Ce n'est pas seulement un égard pour les passagers soviétiques. M. Taraki, chef de l'Etat, a pris la chose à la lettre en déclarant fin juillet : «Les travailleurs du Pachtoun et du Sind (provinces du Pakistan) ont eu aussi le devoir de défendre notre révolution, parce que celle-ci appartient à tous les prolétaires du monde».

Le problème est qu'il faut trouver des prolétaires dans une population à 98 % agricole. Tout n'était pas mauvais dans le programme des révolutionnaires, mais ils ont voulu l'imposer trop vite et trop brutalement à une société qui n'était pas préparée pour cela.

Une des premières mesures fut la réforme agraire, consistant à distribuer, en pleine propriété, un lopin de terre à ceux qui en ont eu jusqu'alors mille familles. Il a fallu «suspendre» l'opération en raison de ses résultats désastreux. Bientôt, venir les choses, les anciens propriétaires n'avaient pas fait faire d'investissement l'année dernière. L'usage était, dans un milieu où les rapports sociaux sont fortement personnalisés, qu'ils fournissent à leurs métayers engrais, semences et instruments aratoires. Privés de ces moyens, ce qui pouvait leur fournir un gouvernement auquel manquaient les ressources acquiescées par l'impôt sur les gros propriétaires, les paysans n'ont pas obtenu de bonnes récoltes. L'Inde et l'U.R.S.S. vont combler le déficit en céréales. A cela s'ajoute le fait que certains propriétaires ont fait comprendre aux métayers que le régime de Kaboul était fragile et qu'il pourrait y avoir un retour de bâton. Une fois vite fait, le régime a voulu modifier la condition des femmes. Le «prix de la Honneur» que devait verser à la

famille de celle-ci le candidat au mariage a été considérablement diminué. Non seulement l'enseignement primaire est devenu obligatoire pour les filles, mais les femmes mariées ont été invitées à suivre des cours spéciaux. Cela a suscité la colère des chieftes de l'isthmus, dans le Centre, appelés à la révolte par un clergé aussi réactionnaire que celui d'Iran. Bamian a été le théâtre de véritables expéditions punitives de la part de maris venus «repréhender leur femme» à l'école. Militants habituels du Kaji dans les campagnes, des instituteurs ont été sauvagement assassinés.

L'émancipation des femmes a été présentée comme une atteinte aux principes de l'islam, tant chez les chieftes minoritaires mais actifs — que chez les sunnites. Personne n'a cru à la sincérité des dirigeants de Kaboul quand ils se sont rendus à la mosquée au début du Ramadan. Marxistes déclarés, ils ont pris une mesure révélatrice, et fort mal accueillie, en remplaçant l'ancien drapeau afghan, sur lequel il y avait le vert de l'islam, par un drapeau rouge. Malgré les demandes des chefs coutumiers,

l'émancipation des femmes a été présentée comme une atteinte aux principes de l'islam, tant chez les chieftes minoritaires mais actifs — que chez les sunnites. Personne n'a cru à la sincérité des dirigeants de Kaboul quand ils se sont rendus à la mosquée au début du Ramadan. Marxistes déclarés, ils ont pris une mesure révélatrice, et fort mal accueillie, en remplaçant l'ancien drapeau afghan, sur lequel il y avait le vert de l'islam, par un drapeau rouge. Malgré les demandes des chefs coutumiers,

l'émancipation des femmes a été présentée comme une atteinte aux principes de l'islam, tant chez les chieftes minoritaires mais actifs — que chez les sunnites. Personne n'a cru à la sincérité des dirigeants de Kaboul quand ils se sont rendus à la mosquée au début du Ramadan. Marxistes déclarés, ils ont pris une mesure révélatrice, et fort mal accueillie, en remplaçant l'ancien drapeau afghan, sur lequel il y avait le vert de l'islam, par un drapeau rouge. Malgré les demandes des chefs coutumiers,

l'émancipation des femmes a été présentée comme une atteinte aux principes de l'islam, tant chez les chieftes minoritaires mais actifs — que chez les sunnites. Personne n'a cru à la sincérité des dirigeants de Kaboul quand ils se sont rendus à la mosquée au début du Ramadan. Marxistes déclarés, ils ont pris une mesure révélatrice, et fort mal accueillie, en remplaçant l'ancien drapeau afghan, sur lequel il y avait le vert de l'islam, par un drapeau rouge. Malgré les demandes des chefs coutumiers,

l'émancipation des femmes a été présentée comme une atteinte aux principes de l'islam, tant chez les chieftes minoritaires mais actifs — que chez les sunnites. Personne n'a cru à la sincérité des dirigeants de Kaboul quand ils se sont rendus à la mosquée au début du Ramadan. Marxistes déclarés, ils ont pris une mesure révélatrice, et fort mal accueillie, en remplaçant l'ancien drapeau afghan, sur lequel il y avait le vert de l'islam, par un drapeau rouge. Malgré les demandes des chefs coutumiers,

ils ont refusé de transformer la «République démocratique d'Afghanistan» en République islamique. Sunnites, les Pachtouns, qui constituent 40 % de la population, dans les régions situées au sud de l'Hindou-Kouch, se sont soulevés pour des raisons religieuses et politiques. «Le tribu pachtoun est divisé en clans, lesquels se composent de plusieurs familles», écrit-il en 1976 un spécialiste de l'Afghanistan (1). A la tête de chaque clan un malek est choisi par les familles. Un chef de tribu ou khan est élu par les maleks. Aujourd'hui, dans les campagnes contrôlées par l'administration centrale, le chef de village pachtoun a droit au titre de malek ou de khan. Ce conseil, à caractère féodal, est un prolongement de la vieille institution tribale du virvak. Les pachtouns celui qui vit en respectant l'institution de la djirgah et les grands principes du code tribal, le pachtouwanah. C'est cette société tribale que les révolutionnaires ont voulu modifier en intervenant à tous les niveaux de la vie sociale.

Face au danger, le Khatq réagit non pas par la recherche de compromis mais par une répression féroce visant autant à éliminer ses adversaires actifs qu'à intimider par la terreur une population hostile.

Un étranger qui nous reçoit chez lui, dans un quartier résidentiel de Kaboul, nous dit : «Il y a dans cette ville plusieurs maisons d'apparence banale où l'on torture. L'une d'elles se trouve à côté d'ici. Il m'arrive d'entendre les hurlements des gens soumis à la question. J'en vois aussi sortir éplorés. Ceux-ci ont eu une chance relative. Ils ont convaincu leurs tortionnaires qu'ils ne savaient rien. Très souvent il s'agit simplement de gens qui ont été arrêtés par erreur. Ils ne sont pas maltraités, ils peuvent aller chez eux, ils peuvent travailler. Le pouvoir ne paraît nullement gêné de remettre ainsi en liberté des gens portant la marque de supplices. Il se dit sans doute que cela sert de punition pour les autres».

Plusieurs «centres de tri» existent à Kaboul et dans la région pour les personnes arrêtées. Les plus malchanceuses sont dirigées par le ministre de l'Intérieur, M. Charik, une dizaine de kilomètres de Kaboul, sur la route du Pakistan. Conque pour six mille personnes, cette prison en contient actuellement plus du double. Selon le département d'Etat américain, trois mille prisonniers ont été exécutés depuis avril 1978 et, depuis le printemps, il arrive que les pelotons d'exécution soient composés de personnes par nuit. C'est que maintenant, il faut sans doute faire de la place dans la prison, note

le régime a le soutien de toutes les provinces, représentées en principe par leurs chefs coutumiers. Les membres du Parcham étaient tout aussi marxistes que ceux du Khatq (la plupart des ministres parchamistes qui ont été écartés du pouvoir se sont réfugiés en Europe de l'Est), mais ils estimaient nécessaire de procéder par étapes, ayant conscience de la complexité du corps social qu'ils voulaient transformer. Ils avaient le soutien d'un grand nombre de fonctionnaires. Leur élimination laisse le Khatq de plus en plus isolé devant la montée des périls.

avec quelque cynisme un diplomate occidental.

Il y a en fait plusieurs sections dans l'univers concentrationnaire de P. O. Charik. La première est réservée aux membres du Parcham, souvent très jeunes. «Il semble qu'il s'agisse plutôt d'un camp de rééducation», a confié à un étranger le père d'un détenu. Les prisonniers ne sont pas maltraités, ils peuvent faire du sport. On s'emploie simplement à les persuader que le Khatq peut mener à bien la révolution. En général ces «rééduqués» peuvent communiquer avec leur famille et plusieurs centaines d'entre eux ont été libérés après quelques mois de «cours» en milieu carcéral.

Une seconde section est destinée aux «capitalistes» — propriétaires fonciers, commerçants — arrêtés pour la plupart dans les semaines qui suivirent le coup d'Etat d'avril 1978. Il n'est guère d'étrangers louant une maison à Kaboul, dont le propriétaire ne soit pas en prison ou n'y ait pas un membre de sa famille. Arrêtés généralement la nuit, pendant le couvre-feu, ces détenus ne peuvent communiquer avec leurs parents. Certains parviennent cependant à glisser un petit billet dans le linge sale que les familles sont autorisées à venir échanger contre des vêtements propres le vendredi. Ce jour-là, plusieurs centaines de personnes se pressent devant la prison, mais sans jamais être autorisées à voir leurs fils ou leurs parents. Les gardiens indiquent qu'il n'y a plus de linge sale à rendre, en faisant comprendre que le détenu

est mort. Néanmoins, il semble que les exécutions, parmi cette catégorie de prisonniers, ne soient pas les plus nombreuses. Certains détenus ont été relâchés après être passés devant une commission qui les a interrogés sur leurs activités sous l'ancien régime.

En revanche, selon les témoignages de prisonniers libérés et de quelques gardiens, l'enfer réside dans les sections où sont enchaînés les religieux et les militaires suspects. Plusieurs centaines de militaires — fanatiques et eux-mêmes responsables de l'assassinat d'innocents fonctionnaires en mission dans les provinces — ont été passés par les armes après avoir longuement croulé dans des cellules sans aération.

Vivant, non sans raison, dans la hantise d'un putsch, M. Taraki et Amin éprouvent constamment l'armée. Des milliers de soldats, sous-officiers ou officiers sont incorporés sur le simple soupçon de trahison à l'égard du régime. D'autres ont participé à des mutineries dans les garnisons de province. D'autres enfin, s'étaient enrôlés, ont été repris avant d'avoir pu rejoindre le Pakistan où se trouvent plusieurs dizaines de milliers de déserteurs.

Pour ceux-là, la mort sans jugement est de règle. Conduits au polygone voisin de la prison, ils sont fusillés entièrement nus, debout devant la fosse commune. Mais, même dans la prison, l'armée n'est pas sûre. Il y a deux mois, quelques dizaines de militaires conduits devant le peloton d'exécution ont persuadé leurs gardes qu'ils se rendaient complices d'un crime contre les valeurs traditionnelles afghanes. Munis des armes des hommes qu'ils avaient retournés, ils attaquent certains quartiers de la prison. L'affrontement fit plusieurs dizaines de morts et certains prisonniers militaires se virent à prendre la fuite. Ces complications — souvent nouées de longue date dans le secret, parfois spontanées — entre militaires restés profondément religieux expliquent que tout peut arriver, même à Kaboul.

(1) M. Jean-Charles Blais, *Afghanistan et ses populations*, édition «Compass» diffusée par les Presses universitaires de France.

Prochain article : LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

EUROPE

Un projet de statut d'autonomie de la Catalogne est approuvé par le gouvernement et les formations politiques catalanes

Le gouvernement espagnol et les représentants des principaux mouvements politiques catalans sont arrivés à un «accord total» sur le statut d'autonomie de la Catalogne, a-t-on appris le mardi 7 août, de source officielle, à Madrid. Après une dernière réunion de dix-neuf heures, un accord a été dégagé sur les derniers points en litige.

Madrid (A.F.P.). — A deux mois du référendum sur le projet de statut d'autonomie du Pays basque, la position des divers groupes politiques basques et des deux branches de l'E.T.A. est désormais clairement définie. Confinée jusqu'à présent, la situation s'est définitivement clarifiée le jour même où plusieurs partis ont entamé mardi 7 août une importante campagne pour le «oui» au référendum. La coalition Henri Batasuna, considérée comme la branche politique de l'E.T.A. militaire, a, en effet, confirmé officiellement qu'elle ne reconnaissait pas le projet de statut d'autonomie, considérant notamment qu'il éloignait encore plus la Nouvelle du Pays basque et qu'il favorisait la «nucéarisation» de l'Etat. Aux dernières élections législatives, cette position a remporté trois sièges de députés et un de sénateur. Sa prise de position démentait ainsi les déclarations de son chef, M. Iñaki Urkiz, qui avait déclaré, dans un communiqué diffusé à Bilbao, s'être élevé également contre ce qu'il qualifie de «statut de la Moncloa» (statut prévoyant l'autonomie du Pays basque) et revendiquant plusieurs actions armées. Tout d'abord, le dépôt d'une bombe devant le domicile du consul de France à Bilbao en

Espagne

Une fois approuvé par la commission constitutionnelle, ce projet de statut sera soumis à un référendum dans chacune des provinces catalanes. M. Jordi Pujol, secrétaire général de Convergence démocratique, mouvement rassemblant plusieurs formations catalanes, estime que le projet est meilleur que le statut d'autonomie de 1932.

Disensions au sein de l'E.T.A. militaire

précisant que cette action entrerait dans le cadre «de la campagne armée contre les intérêts économiques et administratifs français sur le territoire espagnol». Ensuite, l'assassinat d'un garde civil, le 6 août dernier. Le statut, selon l'E.T.A. militaire, essaie de limiter «la continuité de l'appareil policier et d'un système répressif qui, durant quarante-trois ans, de dictature fasciste, a porté de graves préjudices au peuple travaillleur».

L'E.T.A. militaire confirme ainsi qu'elle poursuivra la lutte armée alors que sa rivalité, l'E.T.A. politico-militaire, vient de mettre un terme à ses actes armés et rejouera les forces politiques

favorables au statut. Cette décision de l'E.T.A. politico-militaire aurait entraîné un profond malaise au sein de l'organisation et de nombreux militants de l'E.T.A. politico-militaire, dont un directeur, ont rejoint les rangs de l'E.T.A. militaire.

De leur côté, les principaux partis politiques favorables au statut d'autonomie (parti socialiste, parti nationaliste basque, parti communiste) ont entamé une importante campagne en faveur du «oui». Cette campagne prévoit de nombreux meetings et de manifestations dans les rues des principales villes basques dont les cours sont déjà recouverts d'affiches.

Deux voitures françaises ont été détruites, dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 août, à Zarautz, au Pays basque espagnol, par des cocktails Molotov.

Le collectif des avocats chargés de la défense des réfugiés politiques basques espagnols en France a indiqué que «les réfugiés politiques basques, contrairement à ce qui est souvent affirmé, ne sont pas en situation irrégulière dans les Pyrénées-Atlantiques». Ces avocats rappellent que d'une manière générale, des recours ont été formés contre le retrait de leur qualité de réfugiés politiques et plus particulièrement les mesures administratives d'interdiction de séjour dans certains départements. Ces recours ont été formés devant la commission des réfugiés du Conseil d'Etat et la loi française du 25 juillet 1952 dispose qu'ils sont «suspensifs» ou soustraient les juristes.

LE NOMBRE DE TOURISTES A DIMINUÉ DE 16,5 % EN JUILLET

Le tourisme basque et la hausse des prix ont «fait perdre» à l'Espagne, au mois de juillet, 1,3 million de touristes. Ce chiffre serait passé, pour la période correspondante de cette année, à 5,5 millions, soit une baisse de 16,5 %.

ETHIOPIE

L'OFFENSIVE LANCÉE EN JUILLET sur le front du Sabel par l'armée éthiopienne s'est soldée par un échec, a annoncé mardi 7 août un communiqué du Front populaire pour la libération de l'Erythrée (F.P.L.E.) publié à Paris. Se-

Bolivie

LA CENTRALE OUVRIERE (COB) A ACCUSE LE NOUVEAU PRÉSIDENT, M. Walter Guevara, d'avoir de «certaines tendances droitières». Cependant, a ajouté son secrétaire général, M. Oscar Sanjines, la COB attend les décisions du chef de l'Etat en matière de salaires avant de prendre officiellement position. M. Guevara s'est engagé à former un gouvernement de conciliation nationale, élargi à toutes les couches de la population et n'excluant pas les militaires. Ce cabinet serait «de centre gauche, plus à gauche qu'un centre», a assuré le président, qui devait prêter serment ce mercredi 8 août. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

Brésil

L'AMNISTIE NE S'APPLIQUERA PAS A 343 PERSONNES DÉTENUES pour attaques politiques, enlèvements, tentatives et autres actes de terrorisme, a déclaré, le mardi 7 août, un porte-parole du tribunal suprême militaire brésilien.

En signe de protestation contre le caractère restreint de l'amnistie, quatorze prisonniers politiques de la prison de Milton Dias Moreira, Rio-de-Janeiro ont entamé le 22 juillet, une grève de la faim. Des manifestations de solidarité envers les détenus se multiplient dans l'ensemble du pays. — (A.F.P.)

Éthiopie

L'OFFENSIVE LANCÉE EN JUILLET sur le front du Sabel par l'armée éthiopienne s'est soldée par un échec, a annoncé mardi 7 août un communiqué du Front populaire pour la libération de l'Erythrée (F.P.L.E.) publié à Paris. Se-

lon le F.P.L.E., l'armée gouvernementale a perdu quinze mille hommes, morts et blessés, tandis que les guérilleros érythréens auraient fait plus de sept cents prisonniers. «Les forces d'agression», a ajouté le communiqué du F.P.L.E., étaient fortes d'environ cinquante mille hommes.

Portugal

VINGT-SIX NOUVEAUX SECRÉTAIRES ET SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT ont prêté serment, le mardi 7 août à Lisbonne, devant le président Balsem. Ayant ainsi complété son gouvernement, qui compte seize ministres et vingt-six secrétaires et sous-secrétaires d'Etat, Mme Maria de Lurdes Pintassilgo devait présenter son programme devant l'Assemblée de la République, qui en débatera à partir du 13 août. — (A.F.P., Reuters.)

République Sud-Africaine

M. COLIN EGLEN, chef du parti fédéral progressiste, principal mouvement blanc d'opposition en Afrique du Sud, a annoncé lundi 6 août qu'il abandonnerait ses fonctions lors du congrès de son parti en septembre. M. Eglen, âgé de cinquante-quatre ans, était depuis des semaines vivement critiqué par ses collègues de l'opposition qui lui reprochaient ses médiocres performances au Parlement. Il sera remplacé par M. Frederich Van Zyl Slabbert, trentenaire ans. Le P.F.V. détient 17 des 165 sièges de l'Assemblée, contre 124 au parti national. — (Reuters.)

Tchécoslovaquie

LES TROIS CITOYENS AMÉRICAINS DÉTENUÉS EN TCHÉCOSLOVAQUIE ont été libérés et expulsés vers l'Amérique, mardi 7 juillet. M. Albin Buckingham, Leonard Hunt et Michael Berkus avaient été arrêtés, le 3 juillet, pour avoir fait entrer clandestinement des livres et de la littérature religieuse. Ils avaient été accusés de violation de la réglementation sur les devises. — (U.P.I.)

Les incidents de Bayonne :

LES DIX PERSONNES GARDÉES A VUE ONT ÉTÉ RELÂCHÉES

Les dix personnes gardées à vue après les incidents qui se sont produits à Bayonne, dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 août, ont toutes été relâchées (le Monde du 8 août). Une vingtaine de manifestants ont été blessés au cours des échauffourées. Cinq d'entre eux ont été hospitalisés. Les mouvements autonomistes basques Abertzale — qui avait organisé le «rassemblement d'information» (éme) déclaré, dans un communiqué, que «le ministre de l'Intérieur a interdit le match Nantes-Saint-Sébastien pour mieux étrangler les basstolas (écoles maternelles en langue basque)», au bénéfice desquelles la rencontre était organisée. Ces deux mouvements

demandent aux élus basques de faire pression sur le gouvernement français afin qu'il «prenne des mesures coloniales justifiant davantage de violence et, dans l'immédiat, sous peine de cautionner la politique de Paris, de boycotter le préfet et le sous-préfet d'ici la fin septembre». De son côté, la fédération communiste des Pyrénées-Atlantiques dénonce dans un communiqué l'«évidente responsabilité du pouvoir» dans ces incidents et s'élève contre la «provocation permanente de la part du pouvoir qui trouve un relais bien rodé en face de lui, car on ne vient pas bannir la loi française du 25 juillet 1952, disposition qui soustraient les juristes.

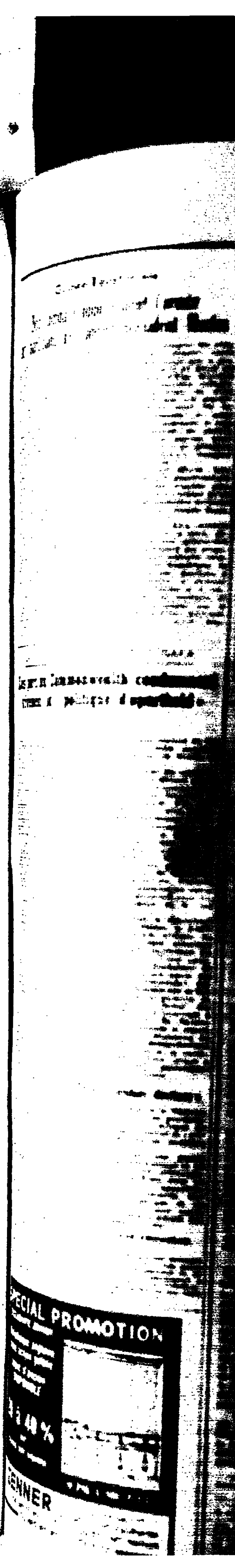
STAGE DE PRE-RENTREE EN MEDECINE

4 semaines : du lundi 3 septembre au vendredi 28 septembre inclus

CEPES

2 centres : quartier latin ou Neuilly

Groupeur Bureau de professeurs 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94, 745.08.19



AMÉRIQUES

Equateur

LE RETOUR DES CIVILS AU POUVOIR

« Mon gouvernement ne plaira pas à l'oligarchie » nous déclare le président Roldos

Correspondance

Quito. — « La fuerza del cambio » (la force du changement) : un slogan très ordinaire, mais qui a rencontré, après neuf années de régime militaire, un immense écho dans le peuple équatorien. Mais sur ce mot d'ordre présidentiel et vice-président de la République le 21 avril, MM. Jaime Roldos et Cevaldo Hurtado doivent entrer en fonction le 10 août.

Mais un slogan ne suffit pas : le triomphe de cette alliance électorale surprise entre les forces populistes et le courant démocrate-chrétien s'explique d'abord par la jeunesse (ils ont moins de quarante ans) et les qualités complémentaires de MM. Roldos et Hurtado, qui ont parfaitement su incarner la volonté de rupture avec le passé.

Ces deux charismatiques jeunes gens n'ont aucune expérience du pouvoir, déclarait amèrement M. Sixto Duran, candidat malheureux de la droite, au soir de sa défaite. C'était là justement leur force. Hostiles au maintien de la domination économique de l'oligarchie, après le retour des militaires dans leurs casernes, les Equatoriens ont misé sur M. Roldos.

Au 47 de la rue Ballen, une artère semblable à toutes celles du centre de Guayaquil, grand port et capitale économique de l'Equateur, un policier somme sous un salicot la gloire du président élu : seuls signes rappelant que l'on se trouve au domicile de M. Roldos, entre une boutique de nouveautés et un réparateur de fer à repasser, il faut encore grimper deux étages d'un escalier encombré de caisses de bouteilles pour se retrouver chez les Roldos : un portrait de la Vierge, des murs couleur vert d'eau, un canapé en simili-cuir, la TV constamment allumée, cet appartement, que rien ne distingue de tous ceux des classes moyennes, est l'image de l'homme simple qu'est M. Roldos.

Commencée à l'université, où il apprit que « la reconnaissance des droits ne s'obtient que par des luttes », sa carrière politique s'est poursuivie dans le village de l'Onole de sa femme, M. Assad Bucaram, le bouillant dirigeant populiste, dont les positions contre l'oligarchie terrifiante ont fait reculer le régime. Affable, tranquille, patient, on comprend mal comment M. Roldos ait pu s'accommoder des violentes diatribes de M. Assad Bucaram, ses courtes desquelles le « directeur suprême » de la Concentration

ne croit communiste, je suis l'élément qui pactise avec le diable », affirme M. Hurtado. Les tenants de M. Bucaram, eux, ne supportent pas d'être dirigés par l'oligarchie de la D.C. européenne. Mais il a l'appui résolu de M. Roldos, conscient de la nécessité de couler les lacunes idéologiques du populisme.

D'une origine sociale semblable, la classe moyenne, les deux hommes ont pris leurs distances avec le monde financier. En leur intégrité est reconnue de tous. Un leader de la droite, à court d'arguments, a été jusqu'à se moquer des « yeux de gazelle » de M. Roldos : la preuve, selon lui, que le peuple équatorien ne s'était pas choisi un macho pour président. Plus sérieusement, un diplomate s'interroge : « Un président populiste, pour lui se couper du courant qui l'a porté au pouvoir ? » La redistribution de la richesse se réalisera, nous a déclaré le président, par une série de lois, la première desquelles est le désir de changement, l'équilibre entre développement économique et justice sociale, la construction d'une démocratie incorporent les secteurs marginalisés et le respect du pluralisme idéologique » lui permet d'affronter brillamment le second tour et de l'emporter.

La personnalité du président élu s'est affirmée. Très dur avec l'oligarchie traditionnelle (« Mon gouvernement ne lui plaira pas, et peu m'importe qu'il lui plaise ou non »), sûr de lui face aux militaires, qui espèrent toujours imposer la nomination du ministre de la défense (« Ce sera moi qui le désignerai », répète-t-il), le nouveau président va même jusqu'à remettre à sa place (à mots couverts) un Assad Bucaram devenu difficile depuis qu'il n'est plus la « vedette » du spectacle : « Assad Bucaram a été élu au Parlement. Chacun ses fonctions. L'homme simple qu'est M. Roldos, que l'on pense davantage en termes de partis qu'en fonction des hommes ».

Si Assad Bucaram parvient à se faire élire à la présidence de la Chambre, les relations entre les deux hommes risquent de se détériorer. Déjà des sortes de fers ont été échangés entre factions rivales de la C.F.P. et les partisans de M. Bucaram ne méprisent pas le vice-président élu, M. Cevaldo Hurtado, professeur à l'université de Quito, fondateur, à vingt-cinq ans, de la démocratie chrétienne équatorienne.

« Pour la droite, qui joint de

Mexique

LES OCCUPANTS DE L'AMBASSADE SUISSE RÉCLAMENT L'APPLICATION INCONDITIONNELLE DE L'AMNISTIE POLITIQUE (De notre correspondant.)

Mexico. — L'occupation de l'ambassade de Suisse à Mexico par trente membres du comité national indépendant pour les prisonniers, persécutés et disparus, commencée le 3 août, se poursuit-elle le mercredi 8 août. Les protestataires réclament une application « inconditionnelle » de l'amnistie décrétée l'année dernière par le gouvernement du président Lopez Portillo, mesure dont ont été exclus quelque cent cinquante prisonniers politiques, coupables, selon les autorités, de « crimes de sang ».

Les occupants de l'ambassade réclament, en outre qu'il soit mis fin aux entraves bureaucratiques mises au retour de quarante-cinq exilés. Enfin, ils exigent des informations claires sur le sort de cinq cent trente-trois personnes, dont beaucoup sont des sources officielles, sont mortes.

Le gouvernement a fait connaître qu'il ne négocierait pas tant que les protestataires poursuivraient leur occupation, considérée comme une intolérable pression.

Le modus vivendi, plutôt cordial, qui s'était établi au début, entre les diplomates helvétiques et les occupants s'est dégradé. Les membres du comité ne s'en sont pas tenus, en effet, à leurs premières déclarations, selon lesquelles ils quitteraient l'ambassade dans la soirée du 6 août. Ils ont expliqué que leur changement d'attitude était justifié par l'échec de leur rencontre avec le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Rodolfo Gonzalez Guevara.

JOSÉ CARREÑO.

Brésil

TREIZE REFUGIÉS LATINO-AMÉRICAINS qui occupent depuis le 6 août le consulat de Suède à Rio-de-Janeiro ont repoussé ce mercredi une proposition de l'archevêque de Rio qui s'engageait personnellement à obtenir pour eux des visas de sortie s'ils quittaient les locaux diplomatiques. Les occupants, membres d'un Front pour les réfugiés latino-américains, demandent que les Nations unies garantissent à trois mille réfugiés le droit de quitter l'Argentine pour émigrer vers l'Europe.

VINCENT BEAUFILS.

Nicaragua

La lenteur de l'aide internationale accroît les difficultés du nouveau gouvernement

Managua (A.F.P.). — Une impression d'inefficacité du pouvoir en place à Managua, de manque de coordination et d'action prévaut au Nicaragua. La confusion normale des premiers jours après la victoire sandinista a donné suite à un début d'organisation mais qui, faute d'aide alimentaire et financière rapide de l'étranger, n'a pas pu se poursuivre.

La jungle se plaint quotidiennement que l'aide apportée soit inférieure aux promesses, alors qu'un million de personnes dépendent pour leur survie de l'aide extérieure et que, sur le plan médical, la situation frise la catastrophe. A Estelí par exemple, le seul hôpital de la ville, qui compte trente mille habitants, a été complètement détruit, seul un dispensaire fonctionne, et sa réserve de médicaments tient dans un petit placard.

Les besoins financiers du gouvernement pour remettre le pays en marche sont immenses et urgents. La Banque centrale ne possède que 3 millions de dollars pour reconstruire et mettre sur les rails le pays, et l'aide extérieure promise n'arrive que très lentement.

Certains pays latino-américains, après avoir soutenu la cause sandinista pendant la guerre, se montrent plus réservés et posent des conditions politiques à leur aide. De plus, la dispersion du pouvoir entre des organes collectifs (junte des cinq membres, direction sandinista de neuf membres et commandement suprême de trois membres) ne facilite pas l'action à un moment où justement le pays a besoin que des décisions rapides soient prises.

Cet éparpillement du pouvoir, joint à la faiblesse de l'aide extérieure, ralentit toute action. « Si une aide concrète et massive n'arrive pas très vite, le peuple, qui a beaucoup souffert, ne résistera pas longtemps sans nourriture et sans argent. L'idée qui le porte vers le candidat se brisera et alors tout sera possible », commente un diplomate.

L'aide américaine est l'objet de rapports à celle qui avait été fournie lors du tremblement de terre de 1972, où, en quelques heures, avaient été transportés des dizaines de tonnes de nourriture et des hôpitaux de campagne. « En tous cas, si l'aide à ce qui nous a été promis », a déclaré M. Robelo, l'un des membres du gouvernement provisoire. De son côté, le ministre nicarag

Le général Somoza au Guatemala ?

L'ancien président Anastasio Somoza se trouve actuellement au Guatemala, a affirmé, mardi 7 août, à Managua le sénateur américain Edward Zorinsky (démocrate du Nebraska), président du sous-comité des affaires étrangères pour l'hémisphère occidental. M. Zorinsky a d'autre part déclaré que le communisme ne s'installerait au Nicaragua que si les Etats-Unis abandonnaient ce pays et ne lui fournissaient pas l'aide dont il a besoin. « Je ferai des recommandations au gouvernement américain pour qu'il accroisse l'aide alimentaire, financière et technique à Managua ».

Cette révélation a ajouté le sénateur, a des aspects semblables à la révolution cubaine, d'autres à la révolution mexicaine et d'autres enfin à la révolution américaine. Il faudra du temps pour juger où va cette révolution, mais seul le peuple ici va déterminer son avenir.

« Nous avons souvent été du côté des gagnants », a ajouté le sénateur. « Nous demandons, s'il est encore indiqué, que toutes les libertés soient respectées et nous avons pu constater que fondamentalement elles le sont ».

PROCHE-ORIENT

Le président Carter veut dédramatiser ses relations avec Israël

L'administration Carter s'efforce de ramener à de plus justes proportions la crise que traversent les relations américano-israéliennes. Après s'être entretenu samedi, par téléphone, avec le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, qui venait de sortir de l'hôpital, le président Carter devait recevoir ce mercredi 8 août, à déjeuner, l'ambassadeur israélien à Washington, M. Ephraïm Eiron.

Parallèlement, au cours d'un entretien, mardi, avec le président de la sous-commission sénatoriale pour le Proche-Orient, le démocrate Richard Stone, le secrétaire d'Etat Cyrus Vance a affirmé que les Etats-Unis opposeraient leur veto à toute résolution du conseil de sécurité de l'ONU qui reconnaît aux Palestiniens le droit à une complète autodétermination et à l'indépendance.

Le département d'Etat a nié d'autre part

fermement mardi que sa politique à l'égard d'Israël et de l'O.L.P. soit dictée par ses besoins pétroliers. Comme l'avait affirmé la veille M. Moshe Dayan, il n'y a pas de changements dans la politique américaine de départ sur un terrain sûr et une amitié traditionnelle envers Israël, a déclaré son porte-parole, M. Tom Reston. Il a réaffirmé que les Etats-Unis n'étaient engagés dans aucun effort pour « trafiquer » la résolution 242 de l'ONU, mais il n'a pas voulu exclure qu'ils puissent accepter un texte sur les droits des Palestiniens, si celui-ci était suffisamment « modéré ».

En revanche, M. Vance a admis mardi qu'Israël « a pu violer » ses accords de 1962 avec les Etats-Unis — qui limitent l'utilisation des armements d'origine américaine aux seules fins d'auto-défense — lors du récent raid de son aviation dans la banlieue de Beyrouth.

L'écueil palestinien a été évité à Haïfa

De notre correspondant

Jérusalem. — Comme prévu le cinquième round des négociations sur l'autonomie en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza, qui s'est achevé mardi 7 août à Haïfa, n'a débouché sur aucun résultat spectaculaire. A l'instar de leurs rencontres précédentes, les négociations israéliennes, égyptiennes et américaines ont poursuivi une bataille de procédure sans résoudre la moindre question à l'ordre du jour.

Au cours de la conférence de presse conjointe qu'ils ont donnée à l'issue des travaux, les chefs des trois délégations, le premier ministre égyptien, M. Mustapha Khalil, le ministre israélien, M. Yossef Burg et l'ambassadeur américain, M. James Leonard, se sont déclarés néanmoins satisfaits des « progrès » réalisés à Haïfa. Les négociateurs ont en effet réussi à se mettre d'accord sur la formulation des sept têtes de chapitre à l'ordre du jour des commissions de travail qui devront mettre au point la loi électorale régissant la consultation populaire au cours de laquelle les Arabes de Cisjordanie et de la bande de Gaza seront appelés à désigner leurs représentants.

Israël affirme avoir enregistré un succès, tactique tout au moins, en parvenant à assouplir la position égyptienne de départ sur trois points : il n'est plus question d'élections à Jérusalem-Est, ni de droit de vote pour les personnes apatrides de Cisjordanie ou de Gaza ou sous contrôle international du scrutin. Mais des leur retour au Caire des membres de la délégation égyptienne ont clairement laissé entendre qu'ils n'avaient nullement renoncé à leurs revendications initiales et qu'ils en présenteraient une version plus détaillée lors de la prochaine réunion des commissions de travail, qui aura lieu dans deux semaines à Alexandrie.

Le résultat principal des trois jours de Haïfa, c'est un nouveau répit avant les prochaines épreuves que les négociateurs israéliens, le ministre Burg prévoit « beaucoup plus durs ». L'éventualité évoquée par le premier ministre égyptien M. Khalil d'une remise en question de la résolution 242 du Conseil de sécurité, que M. Burg a curieusement appelée « un nuage acoustique » a plané

(Interim.)

M. NAHUM GOLDMANN : la paix viendra, malgré Begin et sans Begin.

Bonn (A.F.P.). — La politique actuelle du premier ministre israélien Menahem Begin ne mènera pas à la paix, estime l'ancien président du congrès juif mondial, M. Nahum Goldmann.

« Elle ne débouchera pas même sur une paix adéquate avec l'Egypte, mais mettra en danger à la longue l'existence même d'Israël », a-t-il déclaré au cours d'une interview avec la deuxième chaîne de télévision allemande.

« Le temps travaille largement pour les Arabes avec leurs ressources financières considérables et la dépendance du monde entier à l'égard du pétrole arabe », a-t-il dit.

M. Goldmann a déclaré que les puissances mondiales devaient intervenir dans le conflit israélo-arabe et s'est dit « plus optimiste que jamais que la paix viendra malgré Begin et sans Begin ».

« Je crois, a-t-il ajouté, que M. Goldmann, que Begin ne sera pas au gouvernement à ce moment-là parce que le monde veut mettre fin à ce conflit de trente ans qui menace la monde et la paix mondiale. Sous la pression du monde, Arabes et Juifs devront s'entendre ».

L'ancien président du congrès juif mondial a souligné qu'il se « désolait » de l'absence d'abandonner le conflit israélo-arabe aux Américains car « l'Europe a au moins autant d'intérêts au Proche-Orient que les Américains » (...).

A propos des critiques formulées en Israël au sujet de la politique du gouvernement de Bonn, M. Goldmann a estimé que le droit des Allemands d'agir comme ils le sentent, car il est complètement absurde de dire que personne n'a le droit de donner des conseils à l'Etat d'Israël. Celui-ci est donc sacro-saint et personne n'a-t-il le droit de le critiquer », a-t-il conclu.

Irak

ACCUSÉES DE COMLOT CONTRE LE RÉGIME

Vingt-deux personnes sont condamnées à mort

Bagdad (A.F.P.). — Vingt-deux personnes accusées d'avoir tenté de renverser le régime irakien (le Monde du 31 juillet) ont été condamnées à mort par un tribunal spécial, a annoncé mardi 7 août l'agence irakienne d'information. Parmi les condamnés figurent MM. Mohamed Ayeed Hammad, Mohieddine Abdel Hussein Machhad, Adnan Hussein Hammad, Mohammad Mahjoub Mahdi et Ghannem Abdel Jalil, tous membres du Conseil de commandement de la révolution. En outre, M. Adnan Hussein était vice-premier ministre et directeur du cabinet du président de la République, et M. Mohamed Mahjoub Mahdi, ministre de l'Education.

M. Mohieddine Abdel Hussein Machhad avait été démis de ses fonctions de secrétaire général et de membre du Conseil de commandement de la révolution le 15 juillet dernier. Quant à MM. Mohamed Ayeed et Ghannem Abdel Jalil, ils ne faisaient pas partie du nouveau gouvernement formé le 16 juillet.

Parallèlement les condamnés à mort ont été également : M. Abdel Khalek Al Samaraï, un des auteurs présumés du coup d'Etat avorté de Nazem-Id-Kassar, en juin 1978, qui vivait depuis en résidence surveillée ; Khalid Abdel Osmann, ministre pour la région autonome du Kurdistan ; Taher Mohamed Amin et le général Walid Mahdoud Sir, commandant en chef des garnisons de la capitale.

De plus, selon l'agence irakienne, treize autres personnes ont été condamnées à des peines de prison allant de un à quinze ans. Trente personnes ont été relâchées. « Les condamnés à mort seront passés par les armes », a encore indiqué l'agence.

Le tribunal spécial, présidé par M. Naim Haddad, membre du Conseil de commandement de la révolution et vice-premier ministre, avait été formé le 28 juillet

Le Monde

Service des Abonnements
2 rue des Nations
75121 PARIS CEDEX 19
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
155 F 270 F 385 F 500 F
TOUT PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
200 F 360 F 500 F 620 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
185 F 325 F 465 F 610 F
2. — SUISSE - TURQUIE
220 F 400 F 515 F 660 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (chèque virement) ou par mandat postal doivent bien joindre un chèque à leur demande.

Chaque demande d'adresse doit être accompagnée d'un mandat postal (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande 100 jours avant au moins avant leur départ.

Seul, la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez adresser les lettres et documents à nos bureaux en capitale d'impression.

Le Monde

équipement

TOURISME

L'AFFAIRE DU PLAZA-ATHÉNÉE

« Nous disposons actuellement de 80 millions de livres pour acquérir d'autres hôtels en France »

nous déclare Sir Charles Forte

Le conseil d'administration de la société Grands Hôtels associés (G.H.A.), présidé par Sir Charles Forte et réuni le mardi 7 août à Paris, a mis fin aux fonctions de M. Paul Bougenaux, directeur général du Plaza-Athénée et de la Trémolice. Celui-ci devait conserver son poste jusqu'au 31 octobre 1979 (« Le Monde » du 31 juillet, du 2 et du 4 août). Le conflit qui oppose M. Bougenaux à Sir Charles Forte, président du groupe hôtelier britannique Trusthouse Forte, rebondit donc. Nous avons demandé à Sir Charles Forte de nous donner son point de vue sur ce sujet.

31 juillet, du 2 et du 4 août). Le conflit qui oppose M. Bougenaux à Sir Charles Forte, président du groupe hôtelier britannique Trusthouse Forte, rebondit donc. Nous avons demandé à Sir Charles Forte de nous donner son point de vue sur ce sujet.

« Pourquoi avez-vous demandé à M. Paul Bougenaux, qui, de Paris, a pu résister à la tête du Plaza, de quitter ses fonctions ? »

« M. Bougenaux a préféré travailler pour un groupe hôtelier concurrent qui gère notamment le Dorchester à Londres. Si l'hôtel Plaza a connu la réussite dont vous parlez, si sa gestion a été redressée, notre société y est également pour quelque chose, ne serait-ce qu'à cause des 45 millions de francs qu'elle y a investis. L'hôtel George-V, qui fait partie de notre groupe, tout comme le Plaza, a été encore mieux rénové que celui-ci, sans M. Bougenaux. Je suis très fier de ce que nous avons réalisé dans l'hôtelierie. »

« Certains redoutent que vous cherchiez à mettre fin à la participation du personnel aux bénéfices à la faveur du départ de M. Bougenaux. »

« C'est un mensonge. La version selon laquelle un syndicat pur et dur — M. Bougenaux — serait aux prises avec une affreuse multinationale — nous ne correspond en rien à la réalité. En 1968, c'est moi qui ai accepté le système de participation sociale, à l'époque, par le général de Gaulle. J'en suis enchanté. Notez que ce système fonctionne au George-V sans M. Bougenaux. J'emploie dans mon groupe soixante-douze mille personnes. Il existe, certes, des frictions, mais nous n'avons jamais connu un jour de grève. »

« On nous prête l'intention de racheter les murs du Plaza dont vous possédez seulement le fonds »

de commerce pour revendre l'ensemble avec une forte plus-value ?

« Encore des mensonges destinés à démolir. Je souhaite acheter les murs du Plaza parce que je préfère jouer la sécurité. Nous n'avons jamais rien vendu, si ce n'est pour racheter. Nous avons cédé des établissements qui étaient démolis, mais dans notre groupe. Par exemple, tel petit hôtel britannique de trente chambres. Nous avons toujours acheté, ainsi l'ancien Holiday Inn de Monte-Carlo, aujourd'hui baptisé Beach Plaza, et bénéficiaire. Nous étions sur les rangs pour l'acquisition de la société du Grand-Hôtel et pour l'achat du Ritz. Sur un chiffre d'affaires de 670 millions de livres en 1977-1978, nous avons réalisé un bénéfice brut de 100 millions de livres et nous disposons actuellement de 80 millions de livres (780 millions de francs) pour acheter d'autres hôtels. C'est évidemment une question de prix. »

« Je ne dis pas que nous n'avons aucun besoin de vendre nos hôtels parisiens. Notre patrimoine de trois mille réservations ou bars et de plus de huit cent soixante-dix hôtels a été agrandi parce que nous devons résister à la concurrence des géants américains. »

« Pourquoi avoir fait connaître votre point de vue sur le Plaza au moyen d'entrevues publiques et non par une conférence de presse ? »

« Nous l'avons fait parce qu'il (1) Selon certaines sources, ces indemnités atteindraient 2,4 millions de francs.

fallait dissiper au plus vite les rumeurs pour la réputation de l'établissement et la tranquillité du personnel. Une page de publicité dans certains quotidiens répondait mieux à ces objectifs. »

« Qui dirige le Plaza ? »

« Notre conseil d'administration a mis fin, le 7 août, aux fonctions de M. Bougenaux parce que celui-ci n'a pas tenu sa parole. En échange d'un dédommagement très important (1), il devait éviter les remous, jusqu'au 31 octobre, date prévue pour son départ. J'ai eu la surprise de constater qu'il orchestrait une campagne de presse. »

« M. Bougenaux a touché les deux tiers de ses indemnités. S'il veut obtenir le reste, il devra aller en justice. Nous lui réclamerons alors des dommages et intérêts et la restitution des sommes qu'il a perçues. »

« M. Franco Cozzo, directeur adjoint du Plaza, dans la maison depuis seize ans, assure l'intérim de M. Bougenaux. S'il fait l'affaire, il sera nommé officiellement directeur général. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

le Cévenol un nouveau train pour faire du tourisme dans les Cévennes et en Auvergne



SNCF redécouvre la France, le Cévenol part en vacances.

TRANSPORTS

CALCULÉS EN FRANCS CONSTANTS Les tarifs aériens n'ont cessé de diminuer depuis trente ans

Les compagnies régulières doivent augmenter leurs tarifs de 9 à 15 % selon les destinations, à partir du 1^{er} septembre prochain. La dernière hausse — de 5 à 7 % — remonte au 1^{er} mai dernier. Il n'est pas exclu qu'une troisième augmentation s'impose avant la fin de cette année si les pays exportateurs de pétrole décident de relever, une nouvelle fois, le prix du « brut ».

Cela dit, si l'on raisonne en francs constants (valeur janvier 1960) et non plus en francs courants, on constate, comme le montre le tableau ci-dessous, que les tarifs aériens ont nettement baissé depuis trente ans. Cette diminution est plus faible sur les vols à l'intérieur de l'Europe que sur les vols long-courriers à destination de New-York ou de Port-de-France par exemple.

Les tarifs européens restent relativement chers : ils ont même augmenté de 6 % en francs constants entre 1960 et 1980.

Le prix d'un aller-retour au départ de Paris (1)

	1960	1960	1970	1980	ÉVOLUTION
	F	F	F	F	
Bangkok	19 240	17 970	13 060	9 940 (2)	-48 %
Copenhague	2 360	2 020	2 000	2 500	+6 %
Port-de-France	19 590	12 470	9 660	5 720	-71 %
Madrid	2 170	1 680	1 680	1 320	-39 %
Milan	2 080	1 140	1 130	1 330	-36 %
New-York	14 610	9 660	6 110	4 800	-67 %
Rio-de-Janeiro	22 630	16 710	10 800	9 540	-58 %

(1) Tarif économique de base au 1^{er} janvier de l'année.
(2) Cette estimation prend en compte la hausse des tarifs qui doit entrer en vigueur le 1^{er} septembre prochain. L'hypothèse d'une conversion des tarifs en francs constants est celle d'un taux d'inflation de 11 % en 1979.

Les ratés de la S.N.C.F.

Les usagers continuent de se plaindre des insuffisances du service offert par la S.N.C.F. en certains endroits sur le réseau des lignes secondaires et à certaines périodes de l'été en banlieue parisienne. Témoignons de deux lecteurs, MM. J.-P. Massias, d'Objat, et J.-L. de Brunoy, dont nous publions ci-dessous les lettres.

A 35 km.-heure de moyenne

Permettez-moi de verser une pièce supplémentaire au dossier de plus en plus conséquent pour la S.N.C.F. concernant les lignes secondaires. Je suis abonné sur la ligne Béziers-Limoges, plus précisément de Vignols à Limoges. Je suis donc un des nombreux Français voyageant sur une des lignes les moins rentables de la S.N.C.F.

Cependant, la « non-rentabilité » de cette ligne ne paraît pas empêcher la S.N.C.F. d'y consacrer de plus en plus de moyens. Les trains de Vignols à Limoges, l'antenne met 1 h 30 pour parcourir les

75 kilomètres, ce qui est tout à fait honorable. Seulement, au retour, le soir, comme au matin, il faut attendre 2 heures, soit 38 km-h de moyenne. Pourquoi un tel écart : on a tout simplement « supprimé » un agent à la gare de Coussac-Bonneval, ce qui entraîne trente minutes de plus de trajet (cet agent étant chargé de manœuvrer les aiguillages).

Plus récemment, une nouvelle technique est apparue : on a accroché des wagons de marchandises à Pompadour. Résultat : 20 minutes de retard en moyenne. Ce qui met le trajet retour à 2 h 30 pour 75 kilomètres. Rares sont encore les irréductibles à supporter un tel gâchis (une quinzaine en moyenne).

Cette ligne très jolies au départ, ne bénéficie pas de la sollicitude accordée au « Cévenol ». Pourquoi ? Ramenons donc le « Cévenol » à 35 kilomètres-heure de moyenne. Combien resterait-il de voyageurs ? (M. J.-P. MASSIAS, OBJAT.)

URBANISME

DES HABITANTS DU 8^e ARRONDISSEMENT PROTESTENT CONTRE LE TRANSFERT AU PALAIS DE GLACE DE LA COMPAGNIE BARRAULT-RENAUD.

Le comité d'aménagement et d'animation du huitième arrondissement de Paris (1) proteste, dans un communiqué, contre la décision prise lors du dernier conseil des ministres de transférer la compagnie Madeleine Renaud-Jean-Louis Barrault du palais d'Orsay au Palais de glace du rond-point des Champs-Élysées.

Le comité déplore « que le centre de Paris soit désormais privé de sa dernière piste de patinage ; que la Ville ait consenti à accorder à l'État l'usage du seul établissement public à caractère sportif existant dans l'arrondissement de l'Elysée — arrondissement certes prestigieux, mais, hélas, cruellement dépourvu en matière d'équipements socio-culturels (une bibliothèque municipale de 118 mètres carrés, une maison des jeunes et de la culture de 200 mètres carrés) et sportifs (maintenant totalement inexistants) ».

« Alors qu'il n'a fallu que quelques semaines de tractations, ajoute le comité, pour conclure, à propos du Palais de glace, cet accord entre l'État et la Ville, n'est-il pas surprenant, sinon inadmissible, que, malgré des dizaines d'années de pourparlers — et en dépit des interventions multiples de notre comité, — ces deux interlocuteurs n'aient encore abouti à aucune solution en ce qui concerne la rétrocession d'une partie des terrains de l'ex-hôpital Beaujon de l'État à la Ville, laquelle en a été dépossédée par simple décret, en 1967. Les terrains de Beaujon constituent en effet le seul emplacement dans le huitième où puissent être aménagés les équipements indispensables à l'arrondissement. »

(1) 88, rue de Rome, 75008 Paris.

Petits trains

Les habitants de la banlieue Sud-Est ne sont pas tous partis en bord de la mer. Il y en a encore qui, chaque jour, voyagent entre Melun et la gare de Paris-Lyon. Comme chaque été, certains trains sont supprimés, il n'y a rien de bien nouveau.

Mais, aujourd'hui, la S.N.C.F. semble avoir poussé à l'extrême l'économie de moyens en cette période de vacances, dite « période creuse ». Ainsi, tous les usagers ne peuvent même plus prendre le train. Ceux qui peuvent accéder dans les voitures s'y retrouvent tassés comme aux plus glorieux jours de grève — toutes classes confondues. Aucun risque de chute : on se soutient mutuellement sans difficulté ! S.O.S. messieurs les responsables de la S.N.C.F. ! Ajoutez quelques voitures à nos trains. Vous nous rendrez peut-être le sourire. En tout cas, vous éviterez quelques malaises. Vous éviterez de donner trop d'imagination à ceux qui paient encore leur place et trouvent pour le moins paradoxal de subir l'augmentation des tarifs et de voyager dans des bêtilleries, voire de ne même plus pouvoir y monter ! (M. J.-L. BRUNOY.)

● Boeing-747 : des défauts de fabrication ? — Des défauts de fabrication ont été découverts dans les plaques d'aluminium qui rattachent les ailerons de la queue à la carlingue des Boeing-747, a annoncé le mardi 7 août un porte-parole de l'Administration fédérale de l'aviation (F.A.A.). Sur les quatre cents Boeing actuellement en service, on ignore le nombre d'appareils affectés par cette défectuosité. Une enquête a été ouverte afin de savoir si d'autres genres d'appareils, y compris les DC-10, sont concernés par ce défaut. Aucun ordre d'immobilisation au sol des Boeing-747 n'a été donné pour le moment. — (Reuter.)

UN GROUPE LIBANAIS ACHÈTE LA STATION ISOLA 2 000

(Suite de la première page.)

Elle dispose d'un vaste domaine stable de 2 000 hectares et de 100 kilomètres de pistes desservies par une vingtaine de remontées mécaniques.

Son lancement a été difficile en raison essentiellement des problèmes créés par la vulnérabilité aux avalanches de la route d'accès longue de 18 kilomètres, le système de protection a nécessité, en huit ans, environ 40 millions de francs d'investissement (dont la moitié environ supportée par le département des Alpes-Maritimes). Inaugurée officiellement le 17 janvier 1972, cette route d'accès avait été coupée un mois plus tard pendant cinq semaines à la suite d'abondantes chutes de neige.

La circulation y a été fréquemment interrompue au cours des premières saisons et ces périodes d'isolement ont porté un grave préjudice psychologique à la station, ajoutée à un manque à gagner important. Les promoteurs libanais ont investi au total 350 millions de francs dans la création et le développement d'Isola 2 000, mais ils ont enregistré une perte d'exploitation cumulée de 100 millions de francs.

L'opération se soûle donc pour eux par un échec. Souhaitant se dégarer de toutes les affaires qu'elle possède hors de Grande-Bretagne, la B.S.I.T., qui est un des plus puissants groupes britanniques de promotion et d'investissement immobilier (bureaux, logements collectifs, maisons individuelles, centres commerciaux, etc.), dont les actifs nets s'élevaient à 80 millions de livres, a mis en vente la station, il y a deux ans. Les acquéreurs acceptant de reprendre l'ensemble des installations n'ont cependant pas été nombreux, et le groupe anglais a finalement traité avec la société libanaise à un niveau relativement bas par rapport à la valeur réelle des actifs de la B.S.I.T.

Selon le directeur général de la S.A.P.E.I., M. David Colin Neil, la S.I.A.D.F. qu'anime principalement M. Toufik Abou Khater, va investir dans la réalisation de la deuxième tranche du programme immobilier initialement prévu. Cinq mille lits supplémentaires vont être créés ainsi que de nouvelles remontées mécaniques permettant une extension du domaine skiable sur le versant italien de la station. Montant des investissements : 200 à 250 millions de francs.

Isola 2 000, qui accueillait en moyenne trente-cinq mille touristes par an, pourrait donc prendre un nouveau départ. C'est ce qui a sans doute incité les investisseurs libanais à s'engager dans l'opération. Les nouveaux responsables de la station espèrent « internationaliser » davantage la clientèle résidente les Français, représentés jusqu'à 70 % des acquéreurs (les deux tiers sont originaires du Sud-Est).

GUY PORTE.

Faits et projets

CIRCULATION

● Moins de bouchons sur la route des départs. La direction des routes estime que les automobilistes ont, dans l'ensemble, bien mis à profit les conseils de « Biscornu » lors des derniers départs en vacances. La circulation enregistrée les vendredi 3 et samedi 4 août, dans le sens des départs, a dépassé de 18 % celle qui a été observée pour les départs des vendredi 27 et samedi 28 juillet, mais le volume des encombrements a été nettement inférieur. « Une statistique globale des sept journées les plus chargées de fin juillet et du début août a mis en évidence un bilan satisfaisant, estime la direction des routes, puisque l'on a noté une diminution de 30 % des bouchons par rapport à la période comparable de 1978. »

ENVIRONNEMENT

● Aulne : eau potable préservée. La pollution par du minerai de zinc qui a accidentellement contaminé l'Aulne, une rivière du Finistère (Le Monde du 8 août), n'affecte pas la distribution d'eau potable dans ce département, déclare la direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

TOURISME

● Le Danemark à l'heure d'été en 1981. Le Danemark adoptera en 1981 l'heure d'été, a annoncé le premier ministre danois. Le gouvernement répond ainsi aux souhaits exprimés par la population, a-t-il indiqué. — (Reuter.)

Nicaragua

La lenteur de l'aide internationale accroît les difficultés du nouveau gouvernement

Managua, 8 août. — Le nouveau gouvernement du Nicaragua, élu le 24 avril, se trouve confronté à de graves difficultés économiques et sociales. La lenteur de l'aide internationale, en particulier celle des États-Unis, aggrave la situation. Le pays manque de fonds pour payer les salaires des fonctionnaires et des enseignants, ce qui entraîne des grèves et une dégradation des services publics. De plus, l'inflation galopante et la pénurie de denrées alimentaires créent un climat de mécontentement croissant parmi la population. Malgré les efforts du gouvernement pour réformer l'administration et promouvoir le développement, le manque de ressources financières reste le principal obstacle à sa mise en œuvre.

Le général Somoza au Guatemala

Guatemala, 8 août. — Le général Somoza, ancien dirigeant du Nicaragua, a été reçu au Guatemala par le président Arana. Cette rencontre a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation politique et économique de l'Amérique centrale. Le général Somoza a souligné les difficultés rencontrées par son pays et a demandé un soutien accru de la communauté internationale. Le président guatémaltèque a répondu que le Guatemala était prêt à coopérer avec le Nicaragua pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région.

Irak

ACCUSÉS DE COMPLICITÉ CONTRE LE RÔLE DE CERTAINES PERSONNES SONT CONDAMNÉS

Bagdad, 8 août. — Le tribunal révolutionnaire irakien a prononcé des condamnations à la mort contre plusieurs personnes accusées de complicité dans des attentats contre le régime. Les accusés étaient des membres de groupes armés opposés au gouvernement. Le tribunal a déclaré que ces personnes avaient fourni des armes, des renseignements et des abris aux terroristes. Les condamnations ont été prononcées après une longue procédure judiciaire.

Le tribunal a également condamné à de longues peines d'emprisonnement d'autres personnes accusées de participation à des actes de violence. Ces décisions sont considérées comme une démonstration de la détermination du régime à lutter contre le terrorisme et à maintenir l'ordre public. Les condamnations ont été exécutées dans les jours qui ont suivi le verdict.

CATASTROPHES

La marée noire mexicaine près des plages américaines

(Suite de la première page.)

Un service de presse où siège en permanence un représentant de chacun des trois organismes, est disponible à toute heure du jour pour le public et les journalistes. Tous les matins a lieu une conférence de presse au cours de laquelle sont communiquées les toutes dernières informations concernant la nappe. Enfin, une bande magnétique enregistre jour et nuit les dernières nouvelles.

Si le pétrole a atteint les rivages mexicains, à une vingtaine de kilomètres au sud de la frontière, les plages texanes du golfe du Mexique, qu'on aime ici appeler la troisième côte de l'Amérique, n'ont pas encore été touchées, mais, mardi 7 août, les autorités américaines ont détecté,

jaillissant ; 10 % sont pompées ou traitées avec des dispersants, une autre fraction s'évapore. Le reste subit au cours de sa dérive des transformations d'ordre chimique (comme la photo-oxydation, sous l'effet du soleil), ou se fragmente et prend alors plusieurs formes. Les techniciens ont baptisé les substances solides « crâpes de pétrole » (oil pancakes) et surnommé « mousse au chocolat » les émulsions composées d'un mélange de pétrole et d'eau salée.

Quatre barrages flottants

En dépit de la technologie de pointe dont ils disposent, les Texans avaient leur embarras s'ils devaient lutter contre une nappe à demi

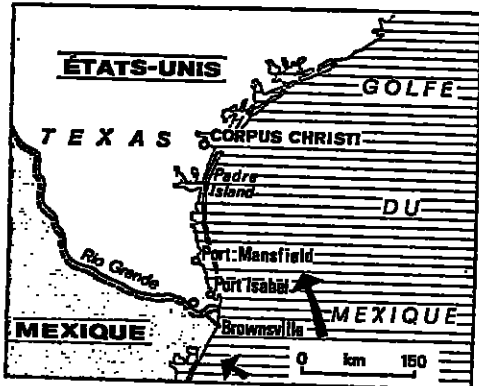
ragées flottantes, temps, météo, nettoyage). Ce sont les quatre armes sur lesquelles on compte. Les gardes-côtes ont tendu quatre barrages flottants entre les eaux mexicaines et américaines. Les deux plus importants, long de 300 mètres, ont été installés devant l'embouchure du Rio Grande, afin d'empêcher le pétrole de pénétrer dans les étangs littoraux, où les cravattes abondent. Le temps permet évidemment la nappe de se fragmenter et de s'évaporer, mais, à force de se dépolluer d'éléments légers et de se charger d'eau salée, le pétrole s'enfonce. De plus, 80 % de la faune marine, et particulièrement le plancton, vit dans les eaux superficielles. Or, fait-on remarquer ici, l'industrie de la crevette rapporte chaque année aux Texans 150 millions de dollars.

« Une bonne nouvelle consisterait à voir les courants tourner vers le Sud », remarque M. Carl Foster, porte-parole de l'Agence américaine pour les océans et l'atmosphère. Actuellement, le vent souffle vers le nord, mais, en septembre, il devrait virer vers le Mexique. La mi-septembre, c'est aussi l'époque prévue pour l'achèvement des deux puits qui devraient soulager la pression exercée sur l'écoulement, et donc mettre un terme à la catastrophe.

Enfin, les gardes-côtes du pétrole sont armés de nettoyeurs de plages. « Nous empêcherons que le pétrole de se répandre, dit un représentant local des gardes-côtes, mais ensuite nous le nettoierons sans répit. » Aussi les hôteliers de la pointe sud du Texas font-ils grise mine. Et leurs clients s'en vont.

En attendant, dix mille bêtes tortues de Ridley, en voie de disparition, ont échappé de justesse à la peste noire. Ils ont été enlevés par hélicoptère et déposés dans un coin déserté du golfe. On craint davantage pour les pelicans des réserves de la côte sud du Texas, qui risquent bientôt d'avoir les ailes noires et égarées.

SYLVIE CROSSMAN.



à une dizaine de kilomètres au large de leur littoral, les premières taches brunes. Des plongeurs auraient localisé, à une profondeur d'environ 12 mètres, des boules de goudron d'une épaisseur d'environ 5 centimètres. Les autorités américaines se refusent encore à conclure qu'il s'agit là de résidus venant d'Exxon-One.

La-bas, autour du puits en éruption, la moitié du pétrole brûle en

submergée. M. Craig Hooper, chercheur à l'Agence américaine pour les océans et l'atmosphère, remarque que la science des marées noires est « une science très incertaine ». Ainsi, on ne sait même pas déterminer la taille et la direction de la nappe.

Quatre mots reviennent constamment dans la bouche des membres du Regional Response Effort : « Boom, time, weather, clean » (bar-

SUR LA COSTA BRAVA

Vingt-deux personnes périssent dans un incendie de forêt

De notre correspondant

Madrid. — Un incendie de forêt, qui semble d'origine criminelle, a provoqué la mort de vingt-deux personnes, mardi 7 août, à Lloret-de-Mar, sur la Costa Brava, au nord-est de Barcelone. Les victimes, toutes de nationalité espagnole, d'après les autorités, ont été encerclées par les flammes en fuyant leurs bungalows menacés. Le feu a détruit l'une des nombreuses zones résidentielles de la côte catalane, où les Barcelonnais passent leurs week-ends ou leurs vacances.

Le feu, qui s'est déclaré vers 7 heures, alors que soufflait un vent violent, a rapidement progressé sur un front de plusieurs centaines de mètres. On a retrouvé dans un valon douze corps calcinés, dont ceux de quatre enfants. Les victimes ont pu être identifiées. Sur les lieux, les témoins ont déploré l'intervention tardive des pompiers qui ne sont arrivés qu'à 15 heures.

Selon M. Vidal, président de la députation (gouvernement provincial) de Gérone, le feu a pris simultanément en trois endroits distants de cinq kilomètres environ. « On peut affirmer, par conséquent, que l'incendie a été provoqué », commente M. Vidal.

Le maire de Lloret-de-Mar et des experts de l'Institut pour la conservation de la nature (ICONA), pensent également qu'il s'agit d'un acte criminel. De son côté, M. Josep Tarradellas, président de la Généralité de Catalogne, rejoint sur les lieux du sinistre par les ministres de la Santé et de l'Agriculture, MM. Juan Rovira Tarazona et Jaime Lamo de Espinosa, a déclaré : « On ne peut tolérer qu'une série de crimes soient perpétrés par les moyens de détruire la démocratie ».

Sur les 2 005 incendies qui ont ravagé au cours des sept premiers mois de l'année, près de 100 000 hectares en Espagne, 790 sont considérés comme étant d'origine criminelle. La semaine dernière, M. Jaime Lamo de Espinosa avait alerté l'opinion : « Si les incendies continuent au même rythme, l'Espagne sera calcinée dans vingt ans ».

Le drame de Lloret-de-Mar survient treize mois après l'explosion d'un camion de gaz propylène liquide, le 11 juillet 1978, dans le camping Los Alfaques, sur la Costa Dorada. Deux cent vingt touristes, étrangers et espagnols, avaient péri (le Monde du 13 juillet 1978). Le 12 juillet 1978, le feu avait provoqué la mort de soixante-douze personnes dans un palace de Saragossa (le Monde du 13 juillet). — (Interim.)

L'éruption de l'Etna a repris après deux jours d'accalmie

Catane (AFP, UPI). — L'éruption de l'Etna, qui semblait se calmer, a fortement repris mardi 7 août. De la lave sort de nouveau d'une bouche éruptive qui s'était ouverte samedi à 1 500 mètres d'altitude, mais dont l'émulsion s'était arrêtée dimanche soir. La nouvelle coulée était, mardi soir, à 5 kilomètres du village de Fornazzo déjà menacé samedi, évacué alors par ses trois cents habitants, mais réoccupé lundi après l'accalmie du volcan. D'autre part, un cratère s'est ouvert mardi après-midi à 2 800 mètres d'altitude ; il était éteint depuis l'éruption de 1928. Il en sort une lave abondante et fluide qui se dirige vers le village de Santalino, situé à 15 kilomètres. Ce fleuve de lave est le plus important de tous ceux que le volcan a émis ces derniers jours. Son apparition est une surprise pour les volcanologues qui soulignent que, depuis cinquante ans que l'Etna est étudié, on n'avait jamais vu un cratère éteint se raviver. Spécialiste de l'Etna, M. Haroun Tazieff a inspecté le volcan

mardi soir. Il a déclaré que l'éruption actuelle le surpris et qu'en trente ans il n'avait jamais assisté à une activité de ce genre : des cratères s'ouvrent et se referment de façon très étrange.

L'évolution de l'éruption lui paraît imprévisible. Si les laves ne sont pas, actuellement, trop menaçantes, elles peuvent le devenir dans deux jours comme dans un mois. Le volcanologue a proposé la construction d'un barrage qui détournerait certaines coulées de lave vers une vallée inhabitable, mais cette proposition a été rejetée, car la lave détruirait alors de nombreuses cultures.

Faute de canaliser les laves, les autorités provinciales doivent, au moins, canaliser les touristes accourus par milliers pour voir l'éruption. La gendarmerie italienne interdit tous les accès aux zones dangereuses, et les touristes doivent se contenter, sous la pluie de cendres, d'observer depuis Catane les rayures rouges qui zèbrent les flancs de la montagne.

FAITS DIVERS

● Michel Darcq, un repris de justice âgé de quarante-deux ans, a été retrouvé, tué d'une balle dans la tête, au bord d'une voiture qui avait été prise en chasse par des policiers, dans la soirée du lundi 6 août, dans le vingtième arrondissement de Paris. La Clémence, long de 300 mètres, après avoir franchi quelques-uns des ponts de la Seine, a été prise en collision avec un autre véhicule, a tenté de renverser deux policiers. Ceux-ci ont alors ouvert le feu dans des circonstances que l'inspection générale des services veut élucider. Le véhicule, retrouvé à Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine), appartenait à Charles Falk, autre repris de justice bien connu des services de la brigade de répression du banditisme a été chargée de l'enquête.

● L'accident de montagne de la Tour Ronde. Un jeune Irlandais, âgé de dix-sept ans, seul survivant de la cordée brabançonne dont la chute a provoqué la mort de huit personnes, le 15 juillet, à la Tour Ronde (le Monde du 31 juillet et du 4 août), a été inculpé, mardi 7 août, d'homicide et de blessures involontaires par M. François Oger, juge d'instruction au tribunal d'Annecy (Haute-Savoie).

LA DEMANDE D'EXTRADITION DE M. RHODIE : DÉCISION LE 8 AOÛT

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a examiné, mardi 7 août, la demande d'extradition présentée par la République Sud-Africaine, de M. Ezechiel Rhodie, ancien secrétaire de l'information du gouvernement de Pretoria compromis dans le scandale de l'information « le Monde du 23 mars ». L'avocat général, M. Yves Chauvin, a demandé que l'extradition soit acceptée, l'infraction reprochée à M. Rhodie — le détournement de 27 millions de dollars de fonds publics — relevant du droit commun. M. Henri Vincent, avocat de M. Rhodie, a fait valoir qu'en cas d'extradition son client aurait de fortes chances de tomber sous le coup de lois d'exception, les charges initialement retenues contre lui pouvant se transformer en trahison. L'arrêt doit être rendu le 8 août, dans l'après-midi.

Pour un gigot de trop

Il y a deux ans déjà, Mme Suzanne Trousselle, au moment où zanne Trousselle avait volé une langue de bœuf surgelée en la dissimulant dans sa culotte. Depuis, au centre Leclerc de Cauffry (Oise), elle était surveillée. Aussi Mme Gilbert, une vendeuse du magasin, qui habite près de chez elle, à Villiers-Saint-Paul, n'a-t-elle pas hésité lorsque, samedi matin 4 juillet, Mme Trousselle « farfouillait dans les bonbons » : « Elle se retournait sans cesse. J'ai tout de suite compris son manège. » Au moment où Mme Trousselle, petite, grasse, souflette, quarante-cinq ans, sautait par-dessus le portillon, Mme Gilbert a alerté M. Raymond Baudouin — le sous-directeur du magasin. A l'extérieur, Jean-François Trousselle, vingt-sept ans, attendait sa mère dans une Fiat 1100 déjà surchargée de victuailles et d'objets volés.

Les hommes de Leclerc rattrapèrent alors Mme Trousselle qui se défend comme une lionne à coups de sac à main — « plombé » avec une bouteille de pastis, elle aussi chargée. « Ce fait mal », se souvient un manutentionnaire. « Ce n'était même pas un sac à elle », souligne le directeur (trois employés du magasin ont obtenu, après cette échauffourée, un arrêt de maladie de trois jours).

« Nous ne parvenions pas à la calmer, elle nous griffait. Son fils arrive, il nous injurie, on s'en empare et on laisse échapper la mère qui s'enfuit à travers champ en faisant des moulinets. » M. Baudouin, encore tout excité n'en est pas à sa première prise. « J'en ai obtenu un autre jour. Il courrait comme un dératé. Ce n'est pas un métier ; ça n'a plus rien à voir avec le commerce. »

Mme Trousselle et son fils Jean-François sont écroués depuis lundi 6 août à la maison d'arrêt de Beauvais. Les gendarmes de la brigade de Liancourt ont découvert dans le véhicule des morceaux de

viande, des disques et des épingles à linge. « Mme Trousselle est récidiviste mais elle s'est organisée. Elle faisait autrefois sa tournée des supermarchés à bicyclette. Maintenant que son fils a acheté une voiture, elle a pu agrandir son itinéraire », dit-on à la gendarmerie. M. Trousselle est agent de maîtrise ; il gagne honnêtement sa vie. Jean-François travaille. Mme Trousselle, qui a six enfants, n'est pas dans le besoin. Une voisine chez qui elle fait des ménages s'étonne : « Ici, dit Mme Endeimatt, elle n'a jamais rien touché. Au contraire, elle m'a rendu de grands services. Elle a souvent gardé les enfants. Je ne m'occupe guère de la vie des autres, mais je sais que, étant jeune, Suzanne a eu pas mal d'ennuis. Elle était plus ou moins à l'Assistance... » Comme un « manque » à combler. « Il y en avait partout, racontent les gendarmes, du linge plein les armoires et dans le congélateur des quantités de marchandises dont certaines étaient périmées, plus de mille cinq cents disques... »

Des années et des années de larcins. Un gigot dans le sac à main (il est interdit aux caissières de demander de les ouvrir), un camembert dans une poche. Avec une patience de fourmi, Mme Trousselle faisait ses provisions pour des jours plus sombres. Le matin où elle a été arrêtée, elle était d'abord passée à la boucherie Bernard, à Clermont-sur-Oise (une épaule d'agneau), chez Securit Auto à Liancourt (un tournevis), avant son coup chez Leclerc (un litre d'apéritif et une tête de veau...), à la boucherie Brémard, à Villiers-Saint-Paul. Les voisins n'en reviennent pas. Une bonne mère, et, aux fenêtres de sa maison, il y a plus de géraniums que partout alentour. Sur une armoire de piteux, une cinquantaine de pochettes variées, toutes semblables et bien alignées : le luxe de Mme Trousselle. CHRISTIAN COLOMBANI.

SCIENCES

BIBLIOGRAPHIE

« CHERCHER »

de René Dubois et Jean-Paul Escande

L'homme ne peut pas être réduit à un amas de tissus, d'os et de liquide ; il existe dans un milieu qui l'influence et oblige son organisme à s'adapter.

« Penser globalement, agir localement » : telle est la démarche de René Dubois, chercheur français vivant aux États-Unis, tour à tour agronome, microbiologiste, spécialiste de la tuberculose, et écologiste. Ce livre prend la forme d'un dialogue entre R. Dubois et le professeur Jean-Paul Escande, dont les efforts pour approfondir, s'enthousiasmer devant les idées manifestes.

Selon R. Dubois, c'est en considérant d'abord le milieu de vie et l'interaction entre toutes les influences physiques, chimiques, ou même psychiques, que l'on doit étudier un sujet, si précis soit-il. De plus, les auteurs expliquent que les organismes vivants disposent de certains mécanismes de correction automatique contre les maladies. Il faut alors se poser la question : « Qu'est-ce que la médecine peut apporter au malade ? » La réponse vient du docteur Trudeau, fondateur du premier sanatorium des États-Unis : « Guérir, quelquefois, soulager, souvent, consoler toujours. » Et R. Dubois ajoute : « Prévenir autant de fois que c'est possible. »

Au total des idées originales sur la médecine et la recherche qui constituent — avec la description du dynamisme des instituts de recherche américains — l'intérêt de ce livre.

Malheureusement, R. Dubois s'engage, au cours des derniers chapitres, dans de vastes considérations à propos du sens de l'histoire, du féminisme, de l'écologie, de la liberté... Mais ce livre garde beaucoup d'intérêt pour qui s'intéresse à une nouvelle définition de la santé.

« Chercher, des médecins, des chercheurs des hommes, de René Dubois et Jean-Paul Escande, Stock edit., 206 p. »

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez

National Airlines

La compagnie aérienne du soleil

Allez-retour Paris-Miami, à partir de 2.685 \$

Avec National Airlines vous allez tout droit à Miami et là, ce sont toutes les Amériques qui s'offrent à vous.

Miami est l'aéroport des États-Unis le mieux placé pour les vols vers les Caraïbes, l'Amérique Centrale, l'Amérique du Sud et bien entendu le Sud des États-Unis.

Si votre destination est : la Nouvelle-Orléans, Houston, Las Vegas, Los Angeles, San Francisco ou encore Seattle sur la Côte Nord-Ouest du Pacifique, Miami est vraiment la bonne porte et National Airlines votre compagnie aérienne.

Pour tous renseignements, consultez votre agent de voyages ou appelez National Airlines au 563.17.66. Notez également le numéro de téléphone de notre Service Cargo : 687.34.01.

* Tarif "Loists" - 13 jours minimum - 60 jours maximum.

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

AU CENTRE ACANTHES D'AIX-EN-PROVENCE

Ligeti en fin d'après-midi

Le chemin le plus court pour se rendre à Saint-Rémy-de-Provence, où le Centre Acanthes organise un concert consacré à György Ligeti, ne passe pas par Maillane, mais en Provence. Les routes sont longues et invitées au détour, les concerts ne commençant guère avant le coucher du soleil. Maillane, bien sûr, c'est le village de Mistral ; il y a heureusement une place et un musée pour le rappeler, car les Magnanailles ne chantent plus en cueillant les feuilles de mûrier. De Maillane on peut pousser jusqu'aux Baux-de-Provence pour voir le Val-d'Enfer à la tombée du jour, et puis, le souvenir de Mistral s'est imposé tout à coup, en se promenant dans Saint-Rémy pour trouver le lieu du concert. Il faut au moins chercher l'hôtel de la ville verte où Gounod est venu composer son opéra en 1863.

On ne sait pas trop s'il faut s'attendre à découvrir une ruine, un palais ou, plus encore, une simple bâtisse méchamment rénovée. Mais non, sur la place de la République, face à l'église, le voilà tel qu'il devait être il y a un siècle ou à peu près : les volets — verts, naturellement — n'ont pas dû être souvent repeints, la salle de restaurant a un petit air vieillot et la porte cochère qui ouvre sur la cour pourrait encore accueillir les voitures à chevaux ; sur le mur, une plaque apposée en 1913 rappelle simplement le passage du musicien.

On allait oublier Ligeti, et d'ailleurs un problème de circulation automobile qui ne voulait pas être interrompu a failli empêcher le concert. Au dernier moment, le flot des voitures avait détourné les organisateurs, avaient seulement omis de prévenir les habitants de l'hôtel de Lubères de fermer les fenêtres donnant sur la cour, ou avait bien le concert, car les bruits de valise et de conversation, les rires et les éternements venaient se

mêler étrangement aux murmures du Kammerkonzert et aux onomatopées des Aventures et nouvelles aventures.

Même ces deux œuvres aussi différentes que possible au premier abord, Elisabeth Chojnacka interprétait trois pièces pour clavier : *Passacaille hongroise*, *Hungarian rock* (1978) et le célèbre *Continuum* (1968). Là encore, d'un morose à l'autre, les points communs n'apparaissent pas immédiatement, pourtant à la fin du concert il est difficile de ne pas se rappeler une déclaration de Ligeti, qui n'était pas simple façon de parler : « Bien que j'aie toujours tenu à faire quelque chose de nouveau dans chacune de mes œuvres, je crois que j'ai toujours été le même compositeur et je pense que cela s'entend dans ma musique ».

Sans doute faisait-il allusion aux œuvres composées en Hongrie avant la révolution (à l'époque où il connaissait seulement par ouï-dire l'existence de la musique électronique et les expériences de John Cage aux États-Unis), à celles de sa « période de Cologne » de Darmstadt après son immigration en Autriche en 1956 marquée par le dogmatisme sériel, et à ce qu'on pourrait appeler sa troisième ma-

nière, inaugurée en 1961 avec *Atmosphères*. Mais à présent que cette nouvelle manière peut être considérée comme la seule vraiment représentative de son style propre, on serait tenté d'établir de nouvelles distinctions, peut-être surtout parce que les rythmes synopiques de *Hungarian rock* et l'impressionnisme tonal balisé par la Passacaille forment à chercher des explications.

Au microscope

Ce qu'il y avait de décalé d'un double point de vue technique et esthétique dans une partition comme *Atmosphères*, et qui explique la répercussion qu'elle a eue dans les milieux d'avant-garde au début des années 60, peut déjà se deviner dans le titre. C'était d'une certaine façon la réponse au pointillisme de *Punktspiel* de Stockhausen ou de *Polyphonie X* de Boulez, qui avaient marqué dix ans plus tôt les nouvelles tendances de la musique. Avec *Atmosphères* non seulement la discontinuité en tant qu'esthétique officielle se trouvait sérieusement contestée, mais Ligeti réalisait une synthèse de divers

courants déjà perceptibles chez d'autres compositeurs, quoi qu'il en soit si radical.

Ce n'était pas à proprement parler une musique d'ambiance, pourtant l'atmosphère, considérée comme un état mouvant et continu, semblait avoir plus d'importance dans l'esprit du compositeur que la spéculation purement intellectuelle. Mais l'une ne chassait pas nécessairement l'autre, d'ailleurs chez tous les créateurs à partir d'un certain moment, lorsque le style est trouvé, chaque œuvre nouvelle se présente plus ou moins comme une variation du même schéma, donc comme une expérience où la spéculation n'est pas une chimère mais le moteur véritable de la création artistique.

Par bien des aspects, *Aventures et nouvelles aventures* (1962-1966), cette musique-dramatique pour trois chanteurs et sept instruments sur un texte abstrait, participe encore de la période pointilliste mais le parti de réaliser de véritables tableaux dramatiques sans intrigue précise, de traiter le théâtre comme de la musique, est tenu avec tant d'inspiration et de rigueur que l'œuvre forme un tout homogène. Gertraud Charpentier, Marie-Thérèse Cahn et William Pearson, ceux-

là mêmes qui ont participé à la création, mêlés aux solistes du Nouvel Orchestre philharmonique, en ont donné une excellente interprétation à Saint-Rémy-de-Provence sous la direction de Peter Eötvös. Le *Kammerkonzert* pour treize instruments (1970) donne au contraire du concert apparaît au contraire comme une véritable gagare puisque la continuité n'est qu'à peine entamée par la division en plusieurs mouvements, le terme de « mouvement » étant d'ailleurs impropre car l'auditeur ne perçoit de l'un à l'autre que des différences de tempo assez légères, ce qui risque même d'entraîner une confusion entre l'homogénéité et l'uniformité.

Le *Continuum* pour clavier reprend un peu le vieux principe de la toccata : une succession très rapide de notes brèves et égales destinées à chanter les doigts de l'exécutant. Au-delà de la variation sur le principe de la continuité, on ne peut pas s'empêcher, d'autant que le clavier est amplifié, de considérer ce *Continuum* comme s'il s'agissait d'une œuvre électronique, où les battements aigus de certains sons graves deviendraient des rythmes et des harmonies : c'est comme un examen au microscope de ce qu'on entend que fugitivement d'ordinaire.

Cet aspect, qui l'emporte sur ce que le titre du morceau évoque directement, peut se retrouver, différemment traité, dans le *Concerto pour violoncelle* (1968) entendu quelques jours plus tard à Aix-en-Provence dans une interprétation remarquable, elle aussi (Nouvel Orchestre philharmonique, direction Gilbert Amy, soliste Wolfgang Boettcher) : parti d'un mi aigu du violoncelle qui se divise bientôt à travers l'orchestre en un *mi* démultiplié, c'est comme si l'on assistait à l'élargissement progressif d'un vibrato oscillant d'abord autour d'un demi-ton jusqu'à ce que le soliste, jouant dans le suraigu (par opposition au trombone et à la contrebasse, qui font entendre une vibration grave), on atteigne à une sorte de point limite, comme une bulle de savon qui grossit alors que son enveloppe devient plus transparente avant de se dissoudre tout à coup, pour reprendre l'image du compositeur dans sa présentation.

Perpétuelle mouvance

Les deux pièces récentes pour clavier sont plus difficiles à situer dans l'évolution de Ligeti, à moins de se demander ce qui a pu séduire son imagination. Dans le *Hungarian rock*, c'est très évidemment la persistance d'un rythme presque mécanique sur lequel viennent se greffer des traits synopiques toujours imprévisibles. L'obsession rythmique devient une sorte de résistance à vaincre ; la seconde partie de la pièce, dont on disparaît les pulsions du rock'n'roll, est comme un souvenir de la première, curieusement plus « hongroise » alors que c'est peut-être une seule et même chose. La *Passacaille hongroise*, sur le modèle de la passacaille classique, fait entendre non plus un rythme obstiné mais un motif calme et régulier qui se déroule imperturbablement par transposition en descentes successives, comme un centre de gravité toujours mouvant.

Cette fois encore on sent bien ce qui a pu intéresser Ligeti : non plus la continuité elle-même, puisque celle-ci double automatiquement du principe choisi, mais la répétition continue comme moyen de mettre en valeur les variations infinies, comme le même objet sous divers éclairages abstrait ou rejeté plus ou moins, selon leur couleur, les rayons lumineux.

Ce sont certaines choses comme cela, et bien d'autres encore, que le compositeur tentait d'expliquer d'une façon tantôt imagée tantôt austère aux stagiaires du Centre Acanthes, venus pour écouter analyser ses propres œuvres ou parler de son expérience personnelle tous les jours en fin d'après-midi du 19 juillet au 6 août.

GÉRARD CONDÉ.

★ Discographie : Continuum : Philips 65 26889 ; Lontano et Requiem : Wergo 68645 ; Kammerkonzert : Wergo 68650.

Études sur les « fonctions de l'art »

La dernière livraison de la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*, que dirige Pierre Bourdieu, est consacrée aux « fonctions de l'art ». De ces fonctions, la principale, on le sait, est d'ordre social : les travaux de Pierre Bourdieu, de l'Amour de l'art, en 1966, à la Distinction, à paraître prochainement, expliquent par quels mécanismes la pratique culturelle sert à différencier les classes et fractions de classes, à justifier la domination des uns sur les autres.

Est-il possible à ceux qui en sont les victimes de résister aux effets de cette « violence symbolique » ? En étudiant avec minutie « le parti communiste français et ses peintres », entre 1947 et 1954, époque où le réalisme socialiste, dont le chef de file était André Fougeron, fut le moi d'ordre officiel, Jeanine Verdès-Leroux indique comment la méconnaissance des règles de fonctionnement propres au champ artistique a conduit à des « naïvetés » et à des erreurs. Au nombre de celles-ci, « l'idée que l'art puisse être un simple appoint dans la lutte politique, qu'il soit dirigé par la classe dominante ou qu'on doive lui opposer un art de classe, ou, plus simplement, qu'une instance extérieure puisse imposer sans médiation des valeurs artistiques ». Il est vrai que, entre « l'éclectisme sans rivages » et l'art militant, « la marge est étroite », note l'auteur. C'est bien toute l'ambiguïté de la politique culturelle prônée par le P.C. en 1978.

« Cette page d'un passé qu'il nous faut assumer avec une pleine lucidité critique n'est pas des plus glorieuses et certains ne pourront la relire sans à des erreurs. Au sein de l'humanité du 27 juillet, à propos de cet article, Claude Prévoost, qui sait gré à Jeanine Verdès-Leroux de ne pas « exploiter ses découvertes dans des buts politiques, contre les communistes d'aujourd'hui ».

Les autres études réunies dans ce numéro constituent également un précieux apport à une sociologie de l'art — encore balbutiante.

Analysant l'accueil fait par ses contemporains à la célèbre peinture de Delacroix, la *Liberté guidant le peuple*, Nicos Hadjinicolaou souligne que la presse gouvernementale s'est montrée, aux exceptions, défavorable au tableau alors que l'opposition de gauche l'a défendu, en général, avec enthousiasme. Pourquoi ? C'est que l'œuvre de Delacroix, qui représente le « peuple » sous les espèces de la classe ouvrière, à l'exclusion de la bourgeoisie, propose une interprétation de la Révolution de 1830, conforme à l'idéologie républicaine, mais nettement opposée à celle du « juste milieu ».

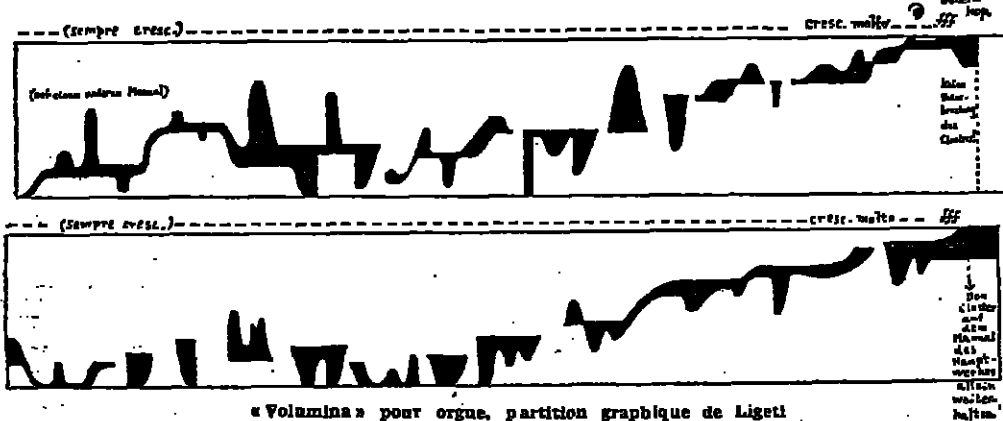
Autres exemples de mise en relation de l'art et des classes sociales : Nathalie Heinich suggère que la fameuse phrase de Pascal sur la peinture (« Quelle vanité que la peinture qui attire l'admiration par la ressemblance des choses dont on admire point les originaux »), peut être considérée comme une dévalorisation des genres « mineurs » (peinture de genre dans le style des frères de Nain ou natures mortes dans la tradition hollandaise) par opposition à la « grande manière » italienne, opposition qui recouvre un conflit entre deux fractions de la bourgeoisie ; et Rémi Lenoir montre, à partir d'un livre de Cyril Ehrlich sur l'histoire du piano, comment l'ascension de cet instrument, avant qu'il ne devienne lui-même l'enjeu d'une lutte entre deux générations de facteurs, correspond au déclin de l'aristocratie de cour et des pratiques musicales qui lui étaient associées.

Enfin, Albert Boime propose une étude sur « les hommes d'affaires et les arts en France au dix-neuvième siècle », qui éclaire l'évolution des goûts des classes dirigeantes.

Il n'est pas inutile de savoir que tous les goûts ne sont pas dans la nature, mais bel et bien dans les rapports sociaux. Telle est l'une des leçons de cet ensemble de recherches.

THOMAS FERENCZI.

(*) 51, boulevard Raspail, 75006 Paris. Prix : 20 F. Diffusé par les éditions de Minuit.



« Volammina » pour orgue, partition graphique de Ligeti

« Antigone » dans le Bocage

Les habitants de Bressuire ont pris le masque de la tragédie

Il faudra se souvenir de l'Antigone montrée sept fois à Bressuire dans les Deux-Sèvres à la fin de juillet. Pour diverses raisons. D'abord, au moins, à cause d'un tableau superbe au commentaire du spectacle : ce moment où sortent de l'enceinte, vestige du château, montées silencieusement des caves, ou soudain surgies de derrière les murs, les quelques habitants du village du chœur ont été là. Là. Et sur la droite, devant les pierres sombres, il y avait un grand vieil arbre et sur la gauche, l'échappée vers le chemin, le désert. Hors de Thèbes ? Et une lente et puissante procession a glissé, occupant cet espace entier, ni très large ni très long, comme errant.

Les habitants du royaume — eux, — les anonymes imaginés par Sophocle, comme pressés les uns contre les autres, sont ainsi passés doucement, le temps d'atteindre l'autre côté de la scène. Ils ont vu venir la dévotion d'Électre, celui des fils d'Édipe à qui seraient faites « d'imposantes et justes funérailles ». Ils apprendraient quel sort ignominieux leur roi Créon réservait à l'autre de ces enfants, damnés de la race de Laïos : le corps mort de Polyneice serait livré à la voracité des oiseaux et des chiens, à la honte d'un trépas sans sépulture. Survint Antigone...

À l'arrivée de la femme, à l'instant où Antigone s'est mise à dire à sa sœur Ismène son dessein de révolte, la tragédie au magnifiquement annoncée est redevenue, à Bressuire, du théâtre normal. Un spectacle comparable à d'autres avec des choses mieux faites que d'autres vues ailleurs, avec aussi des défauts, bien répertoriés, toutes qu'une lumière précisaient trop « spectaculaire » soulignait.

Et, après avoir ressenti, comme une belle promesse trahie, ce qui émanait des images précé-

dentes, on en a un peu voulu à cet « Antigone », c'est-à-dire à la nature même du spectacle. Après la nature même, cet excès de clarté calculé était aux costumes leurs couleurs extraordinaires et on avait aux masques un peu de leur mystère. Or ces costumes n'étaient pas habituels et ces masques, tous différents, justifiaient, à eux seuls, qu'on aille à 60 kilomètres à l'ouest de Poitiers voir ce que proposaient le Théâtre du Bocage et la population de Bressuire.

La réussite de la Geste paysanne II y a à quelques années, près de Parthenay, le succès enregistré par les habitants d'Alvroux lorsque, l'été passé, ils ont joué les Masarabes de Victor Hugo ont incité Jean-Paul Billecoq à impliquer à son tour sa troupe permanente le Théâtre du Bocage assure la programmation du Théâtre municipal de

Bressuire) dans un « grand spectacle » populaire, c'est-à-dire avec les gens. Des gens qui ne demandent pas mieux, ou qui l'ayant — déjà fait — n'ont — qu'une envie : recommencer (certains, cette fois, n'ont pas hésité à venir d'Alvroux situé à 30 kilomètres tout le temps qu'on dure les répétitions).

Comme les conditions idéales les années précédentes par l'U.P.C.P. (Union pour la culture en Poitou), Antigone était également l'aboutissement d'un stage financé par le ministère de la Jeunesse, des sports et des loisirs, stage qui, favorisé aussi par le délégué général et même l'office municipal de la culture de Niort, a permis d'accueillir un groupe important de jeunes venus apprendre ou découvrir les métiers du théâtre, assurant, de fait, une « animation culturelle ».

Comme une affaire de famille

Toutes ces précisions de caractère presque administratif paraissent fastidieuses, mais aident à définir l'esprit de ces réalisations collectives qui ont finalement pu voir avec le théâtre amateur courant et qui n'ont rien d'assez ambigu, que cette tentative « animation » dont on cherche encore, toujours, quelles en sont les règles et les frontières. Or il n'y a pas de « recettes », peut-être seulement des hasards. Hasards de personnes au bout du compte. Peut-être le « procédé » qui, dans le Poitou, révèle de bons souvenirs — l'enthousiasme, — et continue donc d'essaimer, est-il le bon ? Rien n'est moins certain. Le choix des « ingrédients », et les subtilités délicates des « dosages » sont plus déterminants.

À Bressuire, par exemple, le lieu du château — romantique à souhait — convenait-il à la tragédie grecque, à sa toile ? Pourtant, on se décide à mettre en scène Antigone dans une

sous-préfecture de quinze mille habitants, Jean-Claude Billecoq a eu raison. Il a prouvé, ce qu'il voulait, la possibilité de faire voir « cela ». Sophocle, à tout le monde : huit cents spectateurs chaque soir, sept fois de suite, faisant silence dans les gradins : l'attention captivée. Dès lors, il ne faut plus jouer avec les mêmes critères ni arguer trop sur l'adéquation du lieu au sujet. Alors le trop visible jeu des lumières, leur durée par instants, n'ont plus trop d'importance : ne fallait-il pas aussi que les stagiaires apprennent le maniement des éclairages ? Allait-on leur dire en fin de répétitions que tout serait mieux avec à peine un ou deux modestes projecteurs ?

En revanche, parmi les comédiens, il y avait peut-être une trop forte proportion de gens du métier, surtout parmi les personnages principaux. Jean-Claude Billecoq tenait lui-même, et bien, le rôle de Créon. Il faudrait citer le jeune Jean-

Pierre Polsson — Hémon, — s'agira bien prêt de savoir être davantage qu'un « occasionnel », et encore Dominik Nauveau, en message, non professionnel, de la région. On ne devrait pas oser de noms — il y en aurait au moins cent, cent cinquante peut-être et plus si l'on compte les bénévoles assurés avant et après le spectacle toutes sortes de tâches de façon telle que l'on a le sentiment d'une affaire de famille, d'une communauté retrouvée. Il fallait écouter leurs conversations. Voir leurs sourires.

En gros, le choix était composé de trois chœurs, mais surtout d'une chorale locale de quarante personnes, dirigée par Charles Bity et qui intervenait à point donné sur une musique écrite pour le spectacle, au fil des répétitions, par Dominique Dupont. Les instrumentistes étaient en scène, ce qui est souvent mieux qu'une bande-son.

Où, tout était préparé avec soin, le travail était propre, réfléchi. Et les gens du Bocage pouvaient être contents. Tous ceux qui avaient ou joué ou chanté voulaient, après la dernière représentation, emporter avec eux leur masque : « On s'y est habitué », disait l'un. « Je ne vais pas laisser ma tête dans les papiers du théâtre, surtout l'autre, de l'achetier s'il faut. » On leur répondait que non, que ça pouvait « rassurer ». Quatre-vingt visages de papier mâché, modélisés à l'antique, avec pour les yeux ces trous vides des statues qui ont un regard, avec leurs sourires ou leurs moues. Signé Chantal Dauchez. C'est Lisa Bertrand et Françoise l'Homédet qui ont dirigé l'atelier des costumes, les gens de Bressuire ont cousu, taillé dans des étoffes teintes dans tous les tons du rose, de l'ocre, du marron clair. Les habitants présents ne savent pas tous l'art du dégradé et les règles de l'harmonie des couleurs.

MATHILDE LA BARDONNIE.

SCIENCES

BIBLIOGRAPHIE

« Chercher » de René Dubin et Jean-Paul Ercin

LE MONDE
Journal pour la culture
et la science
LES BUREAUX
sur votre ordinateur

0751 271 1629

Antiquaires et galeries

Les horizons élargis

Pour la troisième fois, la Biennale de Monte-Carlo apporte la preuve, s'il en est encore besoin, tout comme celles de Paris, de Florence ou d'ailleurs, que les combinaisons les plus élaborées n'ont pas cours ici et qu'elles s'abolissent d'elles-mêmes dès qu'un objet de qualité se présente, la loi de l'offre et de la demande imbriquée dans celle du bon et du mauvais goût étant toujours de règle.

Cela sans le stratagème des ventes publiques avec leurs prix de réserve, leurs estimations généralement faussées, la bravade des commissaires-priseurs ou d'« auctioneers » exotiques et excitant la taureau, la mise en jeu des passions humaines, à savoir l'orgueil ou la vanité de l'acheteur, pris au piège, prêt à battre un rival connu ou inconnu, la redoutable fièvre de faire montre du volume de son portefeuille, enfin l'idolâtrie aberrante du peu de réalité qu'est la « cote », tout cet embarras de détestables circulations d'« objets perdus » qui n'en peuvent mais, tout cela paraît nettement redressé par le sort que les exposants intelligents administrent à l'objet perdu, au sourire que celui-ci sait alors rendre au visiteur et finalement à la complétude du désir de ce dernier, un plus par la raison ou des raisons difficilement analysables que par les passions soulevées par le moteur de l'argent.

Nous sommes loin ici de la vente d'objets ayant tenu ses offices en même lieu, avec ses prix « records » et ses « combinaisons arabes ». Non pas que l'objet détestable ou désiré n'y fût pas présent, mais c'est sa valeur

vulgairement boursière qui était avant tout en cause. Ne parlons donc pas de prix, cela paraît déplacé, que l'amateur ou le chaland finissent par s'entendre avec le négociant d'art, c'est de bonne guerre. Certes, les objets proposés ne peuvent s'adresser, vu leurs prix présumés, qu'à une clientèle de personnes fortunées. Mais n'est-ce pas là le privilège et le devoir des riches d'assurer la protection de notre patrimoine ? Ce sont parfois ceux qui n'en ont pas les moyens qui le comprennent. Quand les autres s'y engagent, alors que l'attente se fasse entre vendeur et acheteur pour le plaisir de l'un comme pour la nouvelle invention de l'autre.

Le constat de la difficulté de parer au remplacement de l'objet vendu est un fait indéniable aujourd'hui. Cependant, à force d'observation et de connaissances, les choses sont dans les stands, prouvant qu'il existe un marché d'art sans la combinaison de crises.

Il s'agit d'environ une trentaine de participants à l'offrande ; mais de franco-italienne qu'elle était essentiellement à ses débuts, la Biennale de Monte-Carlo vise à élargir ses horizons par des apports plus lointains, non seulement européens, mais également d'outre-Atlantique. Toujours sous le gouvernail tenu avec souplesse et alternance par Mario Bellini, Jacques Perrin et Maurice Segoura, on a pour résultat l'excellente musique de la Grande Chambre du roi. Le fait est que, sauf exception, le siècle de Rameau domine. Sa musique se transpasse à travers ce génie de l'ébénisterie française.

Les O.S. volontaires

Il y a les stands cantonnés strictement dans une spécialité et puis il y a ceux où se mêlent les « genres », formule plus vivante qui a notre préférence, en raison du fait qu'une Biennale ne gagne pas à être une juxtaposition de « Boutiques » spécialisées ; il faut plutôt donner à l'amateur la vision en éventail d'un intérieur où toutes choses s'assemblent, non pour se confondre mais se répondre.

Voyons ce qui en est des O.S. volontaires : les galeries de tableaux sont de ce nombre et apportent une dot sinon époustouflante, du moins honorable. La galerie François Heim, transportée partiellement comme Maison de Lorette au bord de flots bleus, a ses scènes galantes avec un Lancret ou un Quillard qui n'ont pas la prestesse générale de Watteau. En contraste, s'élevaient par touches, dans la profondeur de l'ombre mystérieuse, des joueurs attablés dans une auberge que réunit le pinocle de Rameau. Toutefois, la fraîcheur du regard d'une jeune fille en buste coiffée d'un bonnet rubané satisfait notre gourmandise picturale grâce à Frago.

Robert Finck, nouveau venu en la principauté, poursuit la fête flamande avec une connaissance approfondie des petits et des grands maîtres. Ici comment ne pas s'étonner devant un chef-d'œuvre de Willem Claess Heda, réussite de grand format sur panneau de chêne (75 x 1,09 m) où le jeu des blancs de la nappe fait valoir la tendresse rose du jambon, comme la transparence du vitreux et du verre flûte. Son presque homologue passa naguère en vente au Palais d'Osney avec une tire-lire d'environ 1 575 000 francs. Est-on plus raisonnable à Monaco ? Allez-y voir, le coup d'œil paye. Michel Segoura s'active dans le même domaine, mais où dominent des petits tableaux d'intérieur ou de fleurs dont la valeur de tâche décorative alimenterait le plus norme de nos appartements : fraîcheur, habileté, savoir-faire sont les atouts d'un Boschert ou d'un Verel. Il y a cependant à pointer la découverte inattendue d'un tableau plus documentaire, curieux que l'intérêt de la main du sculpteur soulant le

intelligent et non aboyeur qu'est le teckel.

Izy Brachot, venue de Bruxelles via Paris, apporte son toutou symbole de fidélité, le plus à la mode dans l'infinité variée des laines de la peinture moderne, à savoir le surréalisme ; la galerie s'y limite. Pourvu que cela dure ! Et les prix s'envolent comme les phantasmes nourris d'artifices littéraires de Magritte (*Peint sur une nuit d'été 1926*, faisait mieux augurer de la carrière pompier de l'artiste). Dali qui, lui, est au moins un dessinateur, Delvaux qui n'en est pas un, Bacon (1957) qui fait dans le procédé et le morbide et leurs néo-descendants.

Un tout autre lien d'exploration : l'Extrême-Orient. Et même nous emmenons de la Principauté vers l'Empire du Soleil Levant. Sans parler des objets coutumiers, inro, netsuke, gardes de sabre, on s'arrête volontiers devant quatre portes intérieures d'un temple (fin seizième siècle) où sur un fond de feuilles d'or mille représentations religieuses et éternelles s'entassent. Seules des herbes vertes au premier plan sont animées par un vent de dunes qui les ploie de gauche à droite. Silence et murmures froissés se confondent et il y a là une forte sensation d'éternité qui passe sans mot dire. Moins impressionnant, mais plus historique, le curieux paravent à huit feuilles en cuir de Cordoue ayant été commandé par Fouquet, ce protecteur des arts, et où le goût de la chinoiserie apparaît dans toute sa fleur. Mais il y a un objet présenté par Tamenne, qui appelle une certaine vénération tant par son intense qualité plastique qui va jusqu'à souligner les fosses féminines d'un masque wan-kuille de né que par son ancienne appartenance à Gustave Flaubert le tenant lui-même en cadeau des frères Goncourt (vente Flaubert, Antibes, 1931). De quelques francs des années 1880, sa valeur est passée à 28 000 F. C'est peu en raison des cascades de la dévaluation, c'est beaucoup ? On ne sait plus, c'est sans prix.

Trigano apporte un piment inattendu à cette troisième Biennale avec le travail de César, sympathique sculpteur à l'habu phocéen. Il faut bien ouvrir les portes et ne pas s'en tenir au Grand Siècle. Seulement perçoit-on encore dans cette anthologie « césairienne » la main même du sculpteur, toujours impatient de nouvelles formes en des matières neuves. Il s'agit là de fonte à tirage réutilisé d'œuvres plus ou moins anciennes (du Voltaire aux Expansions en polystyrène devenues bronzes dorés), tirées où se commet peut-être la main du créateur par retouches et opposant une part de surface polie à une surface mate (le Nu), mais on a l'impression d'une absence, à savoir l'efficacité de la main du sculpteur soulant le

fer ou dirigeant la coulée spontanée de polystyrène comme un fil de boussole au naturel. Que l'artiste reprenne de son vivant

Mille fleurs et joaillerie

Sur leur propre terrain et en isolé, Cohen (Turin) et Mitzeloff (Paris) jouent à une marée somptueuse avec tapis et tapisseries : chez Cohen, l'œil agacé note un petit tapis turc en sole de prière (Glorious C. 1700) où une lampe dans le rectangle bleu du mirrah veille sur votre méditation, les pieds déchaussés. On en a bien besoin. Le second habille fort habilement de tapis un cheval de bois ou des mannequins dorés ainsi vêtus des parures de l'Orient. Il y a là une recherche de présentation qui mériterait un développement : se

des œuvres de création directe par l'intermédiaire de la fonte, il y a lieu de regretter l'effet de décoloration.

remarque avant tout une tapisserie Mille Fleurs avec une sorte d'arbre de Jessé surmonté d'un écu armorié. De leur côté, les joailliers, Boucheron et Chaumet, ont déplacé la place Vendôme place du Casino. Ils déversent ainsi diamants, pierres et perles dont l'existence, à part les carats, ne se définit que par une lumière transcendante. Mais ils veulent se montrer aussi dignes des orfèvres renaissants : le premier présente encaissé en fançon en cristal de roche et d'autres préciosités. Le second offre au regard les douze signes

du zodiaque en argent massif posés sur piédestal de roche polie dont le jaspé est piqué de pierres précieuses.

Les bijoux déjà anciens de 1900 à 1920 nous reviennent à la mode rétro par l'entremise de Leighton (New-York). Plongeon nostalgique dans un passé dont la tombe est encore ouverte !

Egalement de New-York l'antiquaire ramène dans une Europe plus ou moins dépeuplée des objets d'époques reculées qu'un pays sans tradition n'a pu faire siens. En fait, ce sont les musées ou fondations qui conservent là-bas ces pieux souvenirs dont les racines retrouvent avec naturel une terre d'origine, que ce soit une mosaïque romaine où le coq d'un perroquet chantant l'insouciance ou un coffret de noces (Italie du Nord) où les

Au Palais des papes

Un Mignard

DANS les provinces méridionales, il arrive que l'espace intérieur un peu gris, un peu étendu, des sanctuaires soit soudain animé par un accent de couleur. Le net à la structure classique semble vibrer comme si elle retenait des trompettes d'un orgue ; la lumière égale s'irise. Cette métamorphose, dont maint visiteur des églises de Provence et du Comtat Venaissin aura l'expérience, est due à l'apparition d'un retable du dix-septième siècle dans quelque chapelle ou au fond du chœur. Dans les cas, du moins, où la Providence, c'est-à-dire le service des monuments historiques ou quelques bonnes associations, aura tiré de la poussière, des gravats et de la crotte des chandelles, qui affligent d'ordinaire ces « grandes machines ».

Tenu pendant des générations pour ennuyeux et encombrant, ces tableaux font depuis quelque dix ans l'objet d'une curiosité active des historiens du « social », en raison, évidemment, des dévotions passées — ou présentes — où s'épanouit la sensibilité commune : à quoi s'est ajouté l'intérêt pour ces grosses et fortes compositions classiques, dont on ne sait jamais très bien si elles appartiennent à la France ou à l'Italie. Les enquêtes des uns aidant la bonne volonté des autres, on eut la surprise de voir que l'on avait là sous la main, si l'on peut dire, des « révélateurs » d'idées, d'éloquence, parfois bizarres, de véritables appareils à pénétrer dans un autre âge, qui nous permettaient de mieux occuper le nôtre. N'est-ce pas, cela la culture ? Une magnifique

exposition a marqué, l'an dernier, au Palais Longchamp de Marseille, cette redécouverte de la peinture provençale classique. Elle promettait des compléments. Voici le premier, le plus important : l'œuvre de Nicolas Mignard, à la grande chapelle du Palais des papes d'Avignon.

Par un de ces paradoxes ironiques et charmants qui ne manquent pas aujourd'hui, c'est dans l'immense chapelle du Palais des papes, quelques mètres au-dessus de la cour où l'on a joué le soir, à gradins comblés, en attendant Godot, que sont accrochées à bonne hauteur les grands tableaux d'autel de Nicolas. Ils répandent d'emblée une forte saveur de piété conforme à la dévotion sûre et bien codifiée de ce que l'on a appelé la Contre-Réforme. Devant la sainte famille avec Saint Joseph offrant une pomme à l'enfant Jésus (Avignon, Saint-Didier), l'étrange Lactation de saint Bernard, savamment balancée (Carpentras), l'éclectique Saint-Bruno (Musée Calvet), chef-d'œuvre qui retenait l'attention l'an dernier à Marseille, le Scapulaire de Saint Simon Stock (Aix-en-Provence), et la singulière Mort de saint Joseph (Avignon, Sainte-Marthe), on comprend vite qu'il ne suffit pas d'avoir à la main le catéchisme du concile de Trente : c'est le traité d'Emile Mâle qu'il faut absolument consulter.

Dans l'Etat pontifical aux nombreux clochers — « l'île sonnante » de Fabeis, — les couvents, et, surtout, les maisons de femmes (carmélites, ursulines), se multiplient à plaisir dans la première moitié du dix-septième siècle.

Peinture

d'après peinture

Patron de la vie simple et de la bonne église, le saint charpentier occupe d'autant mieux une place d'hôte dans la peinture des églises qu'on peut l'associer à beaucoup de scènes, d'apparitions, de prodiges. Dans un superbe tableau de 1644 pour les Petites-Carmes d'Avignon, le blond protecteur assiste à la remise du scapulaire par la Madone à Saint Simon Stock. Scapulaire, dévotion aux âmes du purgatoire, confessions, donations ; la vie religieuse du Comtat au dix-septième siècle habite profondément le style noble de ces images, qui, sur ces hauteurs de pierre, ne manquent pas de dignité.

Il faut les prendre aussi par une autre voie. Ces vingt, vingt-cinq retables proviennent des églises d'alentour. On a judicieusement disposé dans deux

RACINE - 14 JUILLET BASTILLE

CEDDO

film écrit et réalisé par SEMBENE OUSMANE

SORTIE VENDREDI 10 AOUT

JOHN SAVAGE

vous a ému dans

"Voyage au bout de l'enfer,"

Il vous a enchanté dans "Hair,"

Il vous bouleversera dans

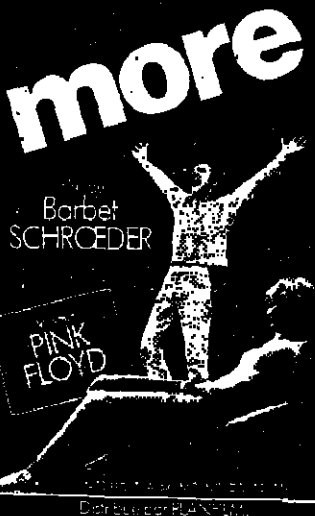
Printemps Perdu "Eric"



PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES (v.o.) BOULMICH (v.o.)

... Course au soleil et descente aux enfers, MORE exprime en images superbes le vertige d'une génération.

Michel LACON L. P. P.



MUSÉE BOURDELLE

26, rue Antoine-Bourdelle (1^{er} Montparnasse)

3 GÉNÉRATIONS D'ARTISTES

Maurice DENIS, Marcel PONCET, Antoine PONCET

T.L.J. sauf lundi de 10 h à 17 h - 40

MUSÉE RODIN

71, rue de Varenne - PARIS (7^e)

RODIN

ET L'EXTRÊME-ORIENT

Prolongée jusqu'au 20 août

T.L.J. (sauf mardi), 10-12 h - 14-18 h

SPACE MÉDIA

Territoire de M2 artistique

ANSERVILLE (Oise)

Fred Forest

CHATEAU DE CARROUGES (ORNE)

PEINTURE

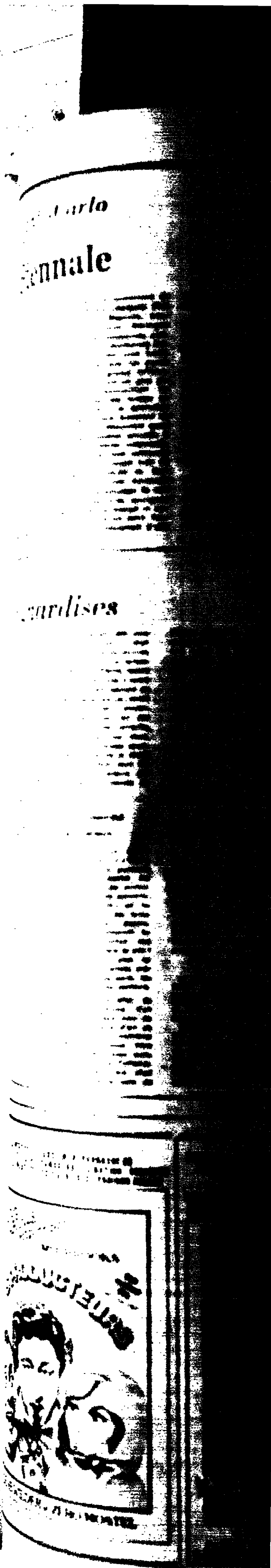
Lucien bouvier

11 juillet - 31 août

T.L.J. sauf mardi

L'art religieux à Venise (1500-1600)

Exposition ouverte jusqu'au 1^{er} octobre tous les jours de 10 h à 19 h, sauf le mardi
MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL
Nice - Tél. (93) 81-75-75



Antiquaires et galeries s horizons élargis

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

et mobilier

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Au Palais des papes Un Mignard

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Peinture d'après-peinture

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

d'art à Monte-Carlo de la Biennale

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

d'Avignon sans mignardises

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

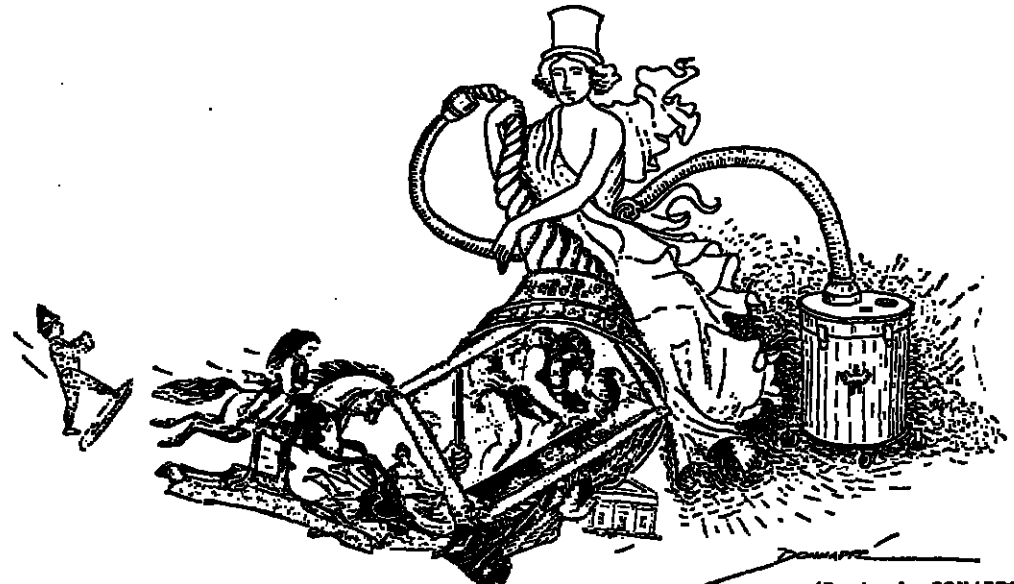
Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.



(Dessin de BONAFFE.)

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Italie, mère des arts

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

Les œuvres de ces artistes, exposées dans les galeries de la Biennale, ont été achetées par le musée de la Ville de Paris.

MUSEE BONAPOLLI
LES COLLECTIONS D'ARTISTES
LES COLLECTIONS D'ARTISTES
LES COLLECTIONS D'ARTISTES

SPACE MEDIA
Travaux de 142 artistes
ANNEE 1978

lucien bouvier
CHATEAU DE CHAMBOIS 1978

L'art religieux à Venise (1500-1600)
Exposition
MUSEE NATIONAL DES BEAUX-ARTS

GEORGE V. GAUMONT OPERA - ABC - MONTPARNASSE 83
GRANDS AUGUSTINS - ECLIPSE PATHE - CAMBROUNE - 3 NATION - FAUVETTE
3 VINCENNES - EVRY GAUMONT - TRICYCLE ASHIERES - PARINOR AULMAY

La plus folle MAGOUILLE imaginée par MEL BROOKS
LES PRODUCTEURS
avec GENE WILDER et ZERO MOSTEL

MERCURY V.A. - PARAMOUNT MAILLOT - LE PASSY - PARAMOUNT OPERA
MAX LINDER - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT MONTMARTRE
CONVENTION ST-CHARLES - PARAMOUNT MONTPARNASSE
PARAMOUNT ORLEANS - PARAMOUNT COBELINS - 3 SEBASTIAN
PARAMOUNT ELYSEE II - PARAMOUNT LA VARENNE - PARAMOUNT OLY - VILLAGE NEUILLY
BOUSSY ST-AUTHRE - CANTO LE PERREUX - MELLES MONTREUIL - CARRIFOUR PARTIN
CYRANO VERSAILLES - ARTIEL VILLENEUVE - ALPHABET ARGENTUIL - JARDINS SARGELLES

LA PERCEE D'AVRANCHES
RICHARD BURTON - ROD STEIGER
ROBERT MITCHELL - CURD JURGENS
Le NOUVEAU film de ANDREW V. MCGLAGLEN

ELYSEES LINCOLN (v.o.)
7 PARNASSIENS (v.o.)
SAINT-GERMAIN HUCHETTE (v.o.)
SAINT-LAZARE PASQUIER (v.o.)
NATION (v.o.)

VENEZ RIRE AVEC EUX
Un film de PIERRE GEMINI
RUPPENHOFER - UGOTOCHAZZI
GASTON MOSCHIN
BERNARD BIER

Mes Chers Amis
DULIO DE PIETE - OLGA KARATOS
SILVA D'ONSO
RANCA TAMANTINI - ANGELO GOODWIN
MELINA VLKOTIC - ADOLFO CEI
BERTRAND TAVERNIER

PARAMOUNT ELYSEES (v.o.)
PUBLICIS SAINT-GERMAIN (v.o.)
PARAMOUNT MAILLOT (v.o.)

LE CHEF D'OEUVRE DE AKIRA KUROSAWA
DERSOU OUZALA

UGC MARBEUF
GAUMONT CONVENTION

LA FIANCEE DU PIRATE
un film de NELLY KAPLAN

05.10.1979

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Pourquoi Sarah Bernhardt ?

D'accord, c'est l'été, on n'a pas envie de se casser la tête devant sa télé, de suivre des cours du soir, de faire des devoirs de vacances. Ce n'est tout de même pas une raison pour nous présenter des « Dossiers de l'écran » mal préparés, mal dirigés, vides, bavards et cancaniers. Surtout s'agissant de Sarah Bernhardt. Elle méritait mieux. Pour la plupart d'entre nous, ce n'était qu'un nom, une légende, l'Alphonse, la jamaïque de bois, les guprads en cage, la boie, la Dame aux camélias, un théâtre placé du Châtelet. Avant l'émission, nous nous sommes arrêtés là ; on n'était guère plus avancé quatre heures après.

On venait de la découvrir, souveraine, capricieuse, géniale, adulée, sous la perruque rousse de Glenda Jackson, dans un téléfilm anglais gentillet, sans plus et truffé d'erreurs, erreurs que personne ensuite n'a songé à relever. Et puis, on a entendu un disque d'elle, une scène de Phédre dite d'une voix ridicule, emphatique, chevrotante, déclamatoire, incroyablement datée. Du coup, on ne comprenait plus rien. Pourquoi cette gloire ? A cause des guprads ? Autour de Guy Dardès, les jeunes comédiens appelés à poser des questions aux invités étaient visiblement perplexes eux aussi. C'était l'occasion ou jamais de nous expliquer, en historien, l'évolution de l'art dramatique entre 1862, date de ses débuts

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DEBATS

JEUDI 9 AOUT
M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, est l'invité du journal d'Antenne 2, à 12 h 45.

● France-Culture proposera, du 13 au 24 août, à partir de 22 heures 30, dix émissions consacrées à l'opéra. Au cours de cette série, plusieurs chanteurs d'opéra (Régine Crespin, Mady Mesplé, Gabriel Bacquier), évoqueront leurs souvenirs et interpréteront des airs d'opéra.

● Dans une question écrite, M. Vincent Porelli, député communiste des Bouches-du-Rhône, attire l'attention du ministre de la culture et de la communication sur le fait que « les télespectateurs situés à l'est d'Hyères (une partie des départements des Alpes-Maritimes) sont dans l'impossibilité de recevoir en couleurs les émissions de TF 1 ».

En conséquence, M. Porelli demande que l'on diminue le montant de la redevance pour les télespectateurs concernés. Contrairement aux autres chaînes, TF 1 n'est pas encore en mesure de diffuser en couleurs ses programmes sur tout le territoire et, selon T.D.F., c'est en 1981 (avec deux ans d'avance sur l'échéance initiale) que tous les émetteurs seront équipés en conséquence.

● Radio-France a accueilli cette année sa participation aux chorégies d'Orange. Neuf concerts sont retransmis sur France-Musique, deux en direct. L'accord passé entre Radio-France et les organisateurs déjà été reconduit pour l'an prochain.

Décès

WLADIMIR WEIDLE

Nous apprenons la mort de M. WLADIMIR WEIDLE, critique et écrivain, décédé à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Né en 1895 à Saint-Petersbourg, en Russie, Vladimir Weidle a conduit une double carrière de critique d'art et de critique littéraire. Agrégé de l'université de Saint-Petersbourg, il devait publier des livres sur les arts. Il retourne à Paris en 1924, il retrouve à Paris nombre d'artistes qui devaient, avec lui, déclencher une remise en cause de l'art.

En 1936, il publie dans la collection de Jacques Maritain, la première version d'un essai qu'il devait romancier en 1934, « Les Amélie d'Aristote », dans lequel il s'interrogeait sur le destin actuel des lettres et des arts. Il s'opposait en particulier à la notion de décadence dans l'art après l'apparition de nouvelles formes.

En 1949, il livre un ouvrage consacré à la « Russie absente et présente », à Goulikov, qui lui valut le prix Rivarot. M. Weidle a aussi publié des ouvrages pour l'UNESCO sur Pouchkine, Goethe, un essai en russe sur Elst-Unit, un autre sur l'art en allemand.

Ami et collaborateur de Jean Paulhan à la NRF, il a écrit aussi dans des revues comme « Miro », « La Vie intellectuelle », « Les Nouvelles Littéraires », « Diogenes », « La Table ronde ».

— Nous apprenons la mort de M. Aldo BENNATI, reporter-photographe à l'Agence France-Press, décédé à l'âge de cinquante ans, dans la nuit du 8 au 9 août.

Les obsèques auront lieu le jeudi 9 août, 9 heures, à l'église Saint-Justin (place d'Estienne-d'Orves, à Levallois-Perret, Hauts-de-Seine).

— Mme Haralambos, son épouse. Sa sœur, ses neveux et nièces, nous prient d'annoncer le décès de M. Constantin HARALAMBOS, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à son domicile parisien, 10, place de la Porte-Champerret.

Ces obsèques ont eu lieu le 4 août, à Grasse.

— Nous apprenons le décès, survenu le 1^{er} août dernier à Grasse, du général Pierre MANCAUX-DEMIAU. Ses obsèques ont eu lieu le 4 août, à Grasse.

Né le 1^{er} août 1896 à Rabastens (Tarn), ancien député de l'Eure, M. Mancaux-Demiou est de 1922 à 1928, élève à l'école supérieure de guerre. Après avoir été chef d'état-major, il est nommé en 1931, à l'étranger, notamment en Tunisie, il est promu commandant en 1940 et sert en 1942, colonel en 1944, il participe à la campagne de France. Attaché militaire français et commandant du secteur de Berlin, puis, en 1954, prend le commandement de la 1^{re} division blindée. Général de division en 1955, il commande en 1956 la division militaire d'Alger puis, de 1957 à 1958, la 1^{re} région militaire. Rémunéré, il est versé en 1959 dans la 2^e section (cadre de réserve). Le général Mancaux-Demiou était grand officier de la Légion d'honneur.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les interventions de « Carnet de Monde », sont priés de joindre à leur envoi de l'argent des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

(Publicité)
MOQUETTE 100 % PURE LAINE T3-T4
à MOITIE PRIX, divers coloris au prix exceptionnel de 98 F le m². Pose par spécialistes et devis gratuits. 334, rue de Valenciennes, Paris-15^e. Métro Convention. Tél. 842-42-62 ou 250-41-85. OUVERT EN AOUT

CLUB DX 131
TOUT LE PRÊT A PORTER MASCULIN
ouvert tous les jours sauf dimanche de 10 h à 18 h 30

OPÉRATION SPÉCIALE
3 costumes 1100 F (2 pièces)
1 costume à partir de 500 F
3 pantalons 350 F
3 chemises 140 F

CLUB DX 131
131, rue du Fg S Honoré 75008
M^{re} St Philippe du Roule

CARNET

— Le 23 juillet 1979, dans sa quatre-vingt-deuxième année, le capitaine de frégate (R.E.) Pierre PEACUELLIER, officier de la Légion d'honneur, s'est endormi dans la paix du Seigneur.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité. De la part de : Mme Pierre Peacueulier et de sa famille. 5, rue François-Coppée, 75015 Paris.

— Mme Jean Simeray, François et Nicole, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean SIMERAY.

Les obsèques ont eu lieu au temple de Clémence-Ferrand, le samedi 4 août 1979. L'inhumation a eu lieu le même jour au cimetière du Ouest (Puy-de-Dôme).

— M. et Mme Gerald Leroy-Terquem, leurs enfants et petits-enfants, nous prient d'annoncer la mort de Mme Madeleine TERQUEM, leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, dans sa quatre-vingt-douzième année.

1^{er} ter, Grande-Rue, 78200 Croissy.

VENTE A RAMBOUILLET
Samedi 11 août 1979 à 21 heures
Hôtel des Ventes de Rambouillet
Archéologie méditerranéenne
Amérique précolombienne
et haute époque
Dimanche 12 août 1979 à 14 h 30
Objets d'Extrême-Orient et du Sud-Est asiatique 16^e, 17^e, 18^e siècle et postérieurs
M^{re} AUDOUIN commissaire-priseur
14, rue d'Angoulême
RAMBOUILLET, tél. 483-01-33.

SPORTS

ATHLÉTISME

Les mauvaises excuses de la France

Il ne faut pas chercher de mauvaises excuses aux athlètes français pour expliquer le comportement de l'équipe nationale à Turin, les 4 et 5 août, lors de la finale de la Coupe d'Europe d'athlétisme (« Le Monde » du 7 août).

C'est, en substance, ce qu'a déclaré le 7 août M. Jean Focuz, directeur technique national de l'athlétisme, au cours d'une conférence de presse. « En fait, dit-il, nous ne sommes pas compétitifs au plus haut niveau international et nous ne pourrions progresser qu'en reconstruisant certaines erreurs et en essayant de remédier à certaines faiblesses. » M. Focuz a répertorié les erreurs dans le calendrier de préparation des athlètes ainsi que les faiblesses dans des disciplines comme les lancers et les courses de haies. La préparation psychologique des compétiteurs peut également être mise en cause.

Reste que la comparaison des résultats des Français avec ceux des Italiens (9^e) et des Allemands (3^e) amène à se poser la question : les structures de l'athlétisme français sont-elles adaptées à ses ambitions ? Avec des programmes scolaires qui laissent plutôt moins de place aux sports qu'en France, et sans concours massifs de pouvoirs publics, la pratique de l'athlétisme en Italie et en R.F.A. apparaît beaucoup plus intensive : quelque quatre-vingt-dix mille licenciés en France pour plus de cent mille pratiquants en R.F.A. L'intérêt manifesté par le public pour les sports en France dans ces deux pays, apparaît plus important. Néanmoins,

l'athlétisme s'y est organisé sur des bases voisines de celles du ski. En Italie, les clubs sont aidés financièrement par un « pool » d'intérêt privé et les entreprises proposent des plans de carrières aux meilleurs éléments qui trouvent ainsi l'occasion de se reconstruire à la fin de leur activité sportive. C'est ainsi que Pietro Mennea, âgé de vingt-sept ans, double champion d'Europe des 100 et 200 mètres à Prague, le premier à avoir battu le Soviétique Bogdan sur le Vieux continent, termine des études de sciences politiques à Bari, mais est sous contrat avec la Fiat, qui lui assure une « rente » annuelle rondelette.

Organisation capitaliste

La situation est analogue en Allemagne fédérale. Certes, les écoliers disposent de leurs après-midis pour s'occuper bénévolement au sport. Toutefois, les clubs sont liés financièrement à des intérêts privés, ces firmes associant leur nom à celui du club. Les athlètes reçoivent des aides dont le montant est directement proportionnel au niveau des performances enregistrées, véritables primes au rendement dont, au vu des résultats, les avantages sont supérieurs aux inconvénients. En outre, presque toute l'équipe est groupée dans un petit nombre de clubs : Wattencheid, Leverkusen, Mynsee et Furth pour les hommes, Dortmund pour les dames.

C'est ainsi que le nouveau prodige du saut en hauteur, Detmar Mögenburg, qui a franchi 2,32 m à Turin, est encore collé — il a dix-huit ans — mais est pris en charge par Leverkusen, qui lui permet de s'entraîner deux fois par jour et de suivre, à printemps, des stages de quatre semaines en Espagne pour préparer la saison estivale. Seul Harald Schmid, le n° 1 au recordman d'Europe du 400 mètres haies ne semble pas apprécier pareille organisation. Il préfère s'entraîner à sa convenance en Espagne.

Au total, sans entrer dans le sempiternel débat de la pureté du sport opposée à la pratique des athlètes de firme ou d'état, il apparaît que les pays dotés d'une organisation pleinement capitaliste du sport sont mieux armés pour rivaliser avec les formations de l'Est. A Turin, la R.D.A. a remporté sept victoires individuelles et la R.F.A. cinq, alors que l'U.R.S.S. ne gagnait qu'un concours. — A. G.

MÉDECINE

● Les nouvelles attributions de M. Daniel Rojoff, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, ont été publiées au Journal officiel du 7 août. Il est chargé de l'ensemble des questions relatives à l'aide et l'action sociale, à l'exception de celles qui concernent la politique familiale et l'enfance.

MERCREDI 8 AOUT

CHAINE I : TF 1

18 h. Evadez-vous avec TF 1 : New-York, New-York : 19 h. Feuilletton : Anne Jour après jour : 19 h. 15. Jeunes pratiques : 19 h. 35. Caméra au poing : 19 h. 55. Tirage du lot : 20 h. Journal.

20 h. 35. L'histoire en jugement : Maxime Weygand d'A. Brissaud, réal. P. Segrist. Curieuse histoire de retour l'histoire que celle d'André Brissaud. Nous savons du 2^e procès de la guerre : 20 h. 45. Journal. 20 h. 55. FILM (chef-d'œuvre du cinéma français) : QUAI DES BRUMES, de M. Carné (1939), avec J. Gabin, M. Morgan, M. Simon, P. Brasseur. Le héros, un soldat de l'infanterie coloniale, déserteur, vit un grand amour sans lendemain avec une fille sur le point de mourir. Un roman de Pierre Mac Orlan, transposé par Jacques Prévert et Marcel Carné dans un univers de brumes et de fatalité. Le « réalisme poétique » et un couple mythique.

22 h. 10. Parlerait : Marcel Carné au la naissance d'un vocable. R. Barthe, réal. Moscou. Il y a eu, en fait, l'homme organisé par la cinématographie française. Aux Etats-

Unis, à Boston, s'ouvre un musée Carné. Des livres paraissent. Ce film biographique, émané de témoignages, retrace l'enfance et la carrière du cinéaste, un de nos plus grands.

CHAINE III : FR 3

19 h. 10. Journal. 19 h. 20. Emissions régionales : 19 h. 40. Pour les jeunes : 20 h. Feuilletton : Les chevaliers du ciel. 20 h. 30. FILM (un film, un auteur) : LE BUISSON ARDENT, de D. Poiré (1959), avec R. Burton, R. Rush, J. Carson, A. Dickinson, J. Dunn, H. Jones.

22 h. 10. Journal. 22 h. 30. Feuilletton : « Le lys et le basilic » : 19 h. 30. Les chemins de la connaissance : la machine et le merveilleux (rediffusion). 21 h. 30. Palais des pupes. Concert donné par l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, direction Ch. Abbado et Sir Edward Heath : « Ouverture de Prométhée » de Beethoven ; « Septième Symphonie en mi majeur » (Bruckner) ; 22 h. 25. Histoire des trois premiers siècles de l'Eglise ; 22 h. 30. Charlie « Bird » Parker.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 1. Musique : 20 h. Informations festival : 21 h. En direct du Festival d'Orange. Nouvel Orchestre philharmonique, direction H. Wijk. Avec S. Mungari, basse ; P. Schreier, ténor ; Concerto n° 4 pour piano et orchestre (Beethoven) ; « Septième Symphonie en mi majeur » (Bruckner) ; 22 h. 25. Histoire des trois premiers siècles de l'Eglise ; 22 h. 30. Charlie « Bird » Parker.

FRANCE-CULTURE

13 h. 30. Feuilletton : « Le lys et le basilic » : 19 h. 30. Les chemins de la connaissance : la machine et le merveilleux (rediffusion). 21 h. 30. Palais des pupes. Concert donné par l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, direction Ch. Abbado et Sir Edward Heath : « Ouverture de Prométhée » de Beethoven ; « Septième Symphonie en mi majeur » (Bruckner) ; 22 h. 25. Histoire des trois premiers siècles de l'Eglise ; 22 h. 30. Charlie « Bird » Parker.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. Extralève. Orchestre philharmonique de Lorraine, direction M. Tabachnik : Ravel, Saint-Saëns, Schumann ; 15 h. 30. Grandeur musical ; 17 h. 15. Les chants de la terre : 18 h. 2. Musique : 19 h. 5. Jazz : 20 h. Informations festival : 21 h. En direct du Festival d'Orange. Nouvel Orchestre philharmonique, direction H. Wijk. Avec S. Mungari, basse ; P. Schreier, ténor ; Concerto n° 4 pour piano et orchestre (Beethoven) ; « Septième Symphonie en mi majeur » (Bruckner) ; 22 h. 25. Histoire des trois premiers siècles de l'Eglise ; 22 h. 30. Charlie « Bird » Parker.

FRANCE-CULTURE

13 h. 30. Feuilletton : « Le lys et le basilic » : 19 h. 30. Les chemins de la connaissance : la machine et le merveilleux (rediffusion). 21 h. 30. Palais des pupes. Concert donné par l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, direction Ch. Abbado et Sir Edward Heath : « Ouverture de Prométhée » de Beethoven ; « Septième Symphonie en mi majeur » (Bruckner) ; 22 h. 25. Histoire des trois premiers siècles de l'Eglise ; 22 h. 30. Charlie « Bird » Parker.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. Extralève. Orchestre philharmonique de Lorraine, direction M. Tabachnik : Ravel, Saint-Saëns, Schumann ; 15 h. 30. Grandeur musical ; 17 h. 15. Les chants de la terre : 18 h. 2. Musique : 19 h. 5. Jazz : 20 h. Informations festival : 21 h. En direct du Festival d'Orange. Nouvel Orchestre philharmonique, direction H. Wijk. Avec S. Mungari, basse ; P. Schreier, ténor ; Concerto n° 4 pour piano et orchestre (Beethoven) ; « Septième Symphonie en mi majeur » (Bruckner) ; 22 h. 25. Histoire des trois premiers siècles de l'Eglise ; 22 h. 30. Charlie « Bird » Parker.

JEUDI 9 AOUT

CHAINE I : TF 1

12 h. 30. Feuilletton : Doris Comédie : 13 h. Journal : 13 h. 30. Série : Daniel Boone : 14 h. 40. Vicky le Viking : 15 h. 10. Adillon et sa bande. 15 h. 15. Le triangle des Bermudes : 15 h. 55. Feuilletton : Anne Jour après jour : 19 h. 15. Jeunes pratiques : 19 h. 35. Caméra au poing : 19 h. 55. Journal.

20 h. 35. Série : Miss, de J. Orpiano, réal. R. Pigaut (Miss et la jeune femme fragile) : avec D. Darrieux, J. Morel, C. Nollier. Rencontre dans la forêt Noire au moment du Carnaval, maladie du héros : intrigue à l'assaut de la mort. 21 h. 35. Série documentaire (Tigre), le voyage surmer de Thor Heyerdahl (3. — Les navigateurs).

22 h. 30. Série, CAMERA-JE : FLAMMES, d'A. Arrietta (1978), avec C. Loch, X. Grandes, D. Massolo, I. Garcia Lorca, P. Gruskopf. Pour une par une, obsession d'innocence, une jeune fille comme un pompier dans sa chambre, au sein de la demeure paternelle. Par un cinéaste de l'underground parisien, une histoire freudienne qui irise le réalisme mais comprend quelques scènes fascinantes. 23 h. 45. Journal.

CHAINE II : A 2

12 h. 30. Quoi de neuf ? : 12 h. 45. Journal : 13 h. 15. Série : 13 h. 35. Feuilletton : Les arpentés verts : 14 h. Aujourd'hui, madame (Sydney Bechet) : 15 h. Série : Sur la piste des Cheyennes : 18 h. C'est nous le Mexique. 18 h. 15. Récré A 2 : 18 h. 30. C'est la vie : 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 55. Les trois caméras : 20 h. Journal. 20 h. 35. Dramatique : Le Tercio de Jack, de R. Kalisky, réal. J.-P. Berckmans. 22 h. Musique : Requiem de Durufé, par l'Orchestre philharmonique de Lille, dir. J.-C. Cassadesu. Chœurs : Ensemble vocal de Provence, dir. H. Guv. avec N. Denize et B. Luxon. Une œuvre de 1947. En neuf parties, moderne et précoce à la fois.

22 h. 45. Fenêtre sur... la nuit chez les enfants, par B. Baillet-Hardy, réal. A. Delarive.

ÉDUCATION

RASSEMBLEMENT NATIONAL DES GUIDES DE FRANCE

Mille « caravelles » dans un hameau du Limousin

De notre envoyée spéciale

Sauvignat-sur-Vige. — Mille jeunes filles sous tentes : on n'avait jamais vu ça à Sauvignat-sur-Vige, près de Sauvignat-sur-Vige en Haute-Vienne. Originaires de toutes les régions de France, et de plusieurs pays étrangers (Italie, Liban, Roumanie...), elles ont « fait la route » par petites unités d'une dizaine : en train, à pied, à bicyclette, et pour certaines, en radeau (la Dordogne en huit jours !). En chemin, elles ont dormi un peu partout : dans les écoles, dans les vestiaires de stade, dans les salles d'attente de gare, dans les granges ou dans les chalets improvisés sous des tentes. Elles ont vu de petits spectacles et des jeux de marionnettes. Les caravelles de quatorze à seize ans, elles sont venues, du 23 au 30 juillet, participer au rassemblement national des Guides de France (1), dans ce petit hameau du Limousin. Occasion d'une grande rencontre, ce rassemblement permet de « retrouver les enthousiasmes », de « vivre ensemble une semaine » au grand air.

A l'écart de la route, en plein champs, à l'orée des bois : dix « sous-camps » aux noms de beaux lieux : *Nacelle, Trémouille, Saint-Paul, La, Sost, Orgueilleux, la vie communautaire classique des scouts* : tentes de patrouille où l'on dort à six, cuisines de fortune avec deux surélévées près

desquelles on mange. Jeux d'équipes, débats et veillées sages de chants et de communion ont occupé journées et soirées. Ce rassemblement a aussi été, pour les responsables des Guides de France, un temps de réflexion et de pédagogie qu'ils appliquent aux pré-adolescents depuis la réforme de 1968 — pédagogie qui favorise l'initiative et le dialogue. — reste d'actualité et répond aux besoins de quatorze-seize ans.

« Embarquement pour l'avenir »

Un grand rallye organisé, quelques jours après leur arrivée, a mis en contact les jeunes caravelles avec la région et ses habitants. Par petites groupes, elles ont visité des usines, des ateliers, des fermes, des villages. Elles ont fonctionné encore, et les traditions, mais sculptées de pierre au nord du lac de Vassivière. Certaines ont confectionné des clafoutis, des pâtés de pomme de terre ou des « galettes » (crêpes au sarrasin) avec des femmes de la région, d'autres ont participé à un concours de pelanne, appris un conte occitan d'un rebouteux

du hameau ou écouté un joueur de vielle. Le temps fort de ce rassemblement a été la préparation d'un grand jeu scénique : *Embarquement pour l'avenir*, qui a mobilisé les énergies durant la plus grande partie du camp. Les mille caravelles en étaient à la fois les auteurs, les acteurs et les spectateurs.

Par groupes de cent, elles ont travaillé sur de grands thèmes se référant à la « loi guide » (paix, justice, vérité...), mais à partir de leurs propres centres d'intérêt, et à travers leurs gestes et leurs langages. Chaque groupe en a cherché un au long du spectacle. Le public a eu plus de mal à entrer dans un jeu qui ne lui était pas vraiment destiné : il restait moins de cinquante invités qu'un brasier final à été allumé.

Les, le drapeau mondial des guides, bleu avec le trèfle doré, été hissé. Dans un espace limité par des oriflammes, où étaient inscrites les devises de leur âge, pendant tout le spectacle, « Nous avons mis en scène des jeunes filles prisonnières de filets ou traînées de lourds boulets — symboles de nos doutes et de nos angosses. Nous avons parlé de l'école et de la famille, de l'amitié et de la justice. Nous avons exprimé nos attentes et nos engagements ». Tout est achevé par un appel qui reprend chacun des grands thèmes développés dans le jeu.

Pour les responsables, ce spectacle a été une confirmation du bien-fondé de leur pédagogie. Chaque camp, les caravelles ont passé, spontanément, des phrases entières étaient reprises en chœur tout au long du spectacle. Le public a eu plus de mal à entrer dans un jeu qui ne lui était pas vraiment destiné : il restait moins de cinquante invités qu'un brasier final à été allumé.

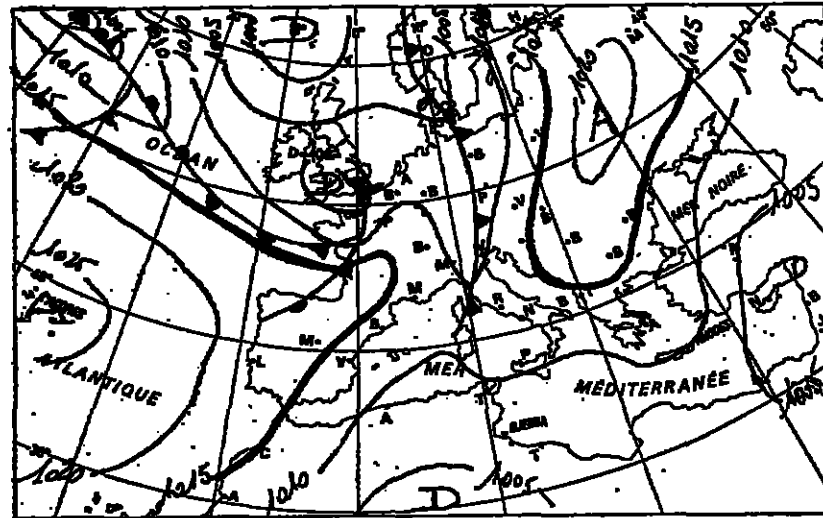
CLAUDE BARAF.

(1) Guides de France. Mouvement du scoutisme féminin catholique, 25, rue de la Glacière, 75013 Paris.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 9 AOÛT À 6 HEURES (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 8 août à 6 heures et le jeudi 9 août à 6 heures :
Le front froid situé mercredi matin sur la France achèvera de traverser l'Est et le Sud-Est en cours de nuit. Il sera suivi d'une dépression tempétueuse par une perturbation venant de l'Atlantique atlantique des mercredi soir le mercredi 8 août.
Sur la moitié sud du pays, il fera assez beau, mais des orages éclateront encore des Alpes à la Corse. Les vents seront en force de secteur nord, dans la vallée du Rhône ; ils resteront faibles ailleurs. Les températures du temps seront peu par rapport à celles de la veille.
Mercredi 8 août, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, de 1013 millibars, soit 756 millibars au niveau de la mer.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 août ; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8) : Alais, 28 et 18 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rouen, 27 et 17 ; Strasbourg, 30 et 21 ; Toulouse, 30 et 21 ; Valenciennes, 30 et 21 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Clermont, 18 et 12 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 21 et 15 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 28 et 18 ; Marseille, 34 et 25 ; Nancy, 28 et 14 ; Nantes, 23 et 14 ; Paris, 30 et 22 ; Rou

envisage quelques « coups de pouce » en faveur des familles (prime de rentrée ?) et des « smicards ». Des projets sont également étudiés en direction de l'industrie du bâtiment et des travaux publics et de certains investissements. Même si elles sont prises, ces décisions, qui interviendront bien tard, et dont on ignore encore l'ampleur, n'auront qu'un impact limité sur la conjoncture en 1979.

GILBERT MATHIEU.

majorations « sauvages » décidées par un certain nombre de pays producteurs aux mois de mai et juin.

● **LES PRIX EN FRANCE DES PRODUITS PETROLIERS**

Le renchérissement des produits pétroliers s'est évidemment moindre que celui du pétrole brut, car dernier n'entrant, par exemple, que pour 25 % environ dans le prix du supercarburant et de l'essence. Avant la hausse du 1^{er} août, les taxes sur les produits étaient de l'ordre de 64,50 % du prix de vente à la pompe. En revanche, elles n'étaient que de 54,90 % sur le gazole et de 28,26 % sur le fuel domestique, qui sont donc les plus fortement touchés proportionnellement — lorsque l'augmentation du « brut » est uniformément répartie sur les différents produits, comme ce fut le cas la semaine dernière.

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	61/16	61/16	61/8	61/2	55/16	61/16	61/16	71/16
S. E.-O.	31/32	31/32	10 1/2	1/2	10 1/2	10 7/8	10 1/2	10 1/2
France	1	1	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
Finl.	1	1	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
It.	1	1	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
Gr.	1	1	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
Bel.	1	1	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
E.	1	1	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
Fr. franc.	10 1/8	10 7/8	10 3/8	11 1/8	14 1/8	13 5/8	14 7/8	15 1/8

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils sont indiqués en fin de semaine par une grande banque.

D'AIDE FINANCIÈRE

Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a décidé de libérer 100 millions de dollars financiers en faveur de ses 133 pays membres, et notamment des pays exportateurs de matières premières, pour leur permettre de régler le balance des paiements en raison d'une baisse temporaire de leurs exportations.

Le F.M.I. accorde aux pays membres de l'organisation des crédits équivalant à 100 millions de dollars.

Le F.M.I. se sera assuré préalable, au cas où la totalité de crédits demandés et de ceux de cette organisation ne suffisent pas, que le quart du demandeur, que le dernier « a coopéré avec lui dans la mesure de ses possibilités financières appropriées aux difficultés de se balance des paiements ».

Le F.M.I. n'accepte jusqu'à présent que des crédits à court terme.

DETENU échangerait avec magistral cellule meublée contre quatre pièces cuisina, salle de bains et téléphone dans le 15^e.

Editions CANDEAU

du fuel domestique a ainsi augmenté de 33,7 %, celui du gazole de 23,45 %, celui de l'essence de 14,5 % et celui du supercarburant de 13,8 %.

Compte tenu du relèvement purament fiscal du 3 janvier (de l'ordre de 2,5 % pour essence, super et fuel et de 5,8 % pour le gazole) et de la revalorisation de la marge de certains distributeurs, ces mouvements reflètent bien l'évolution du coût en francs de l'approvisionnement pétrolier français. Ce n'est

été décidé d'appliquer mécaniquement — pour la fixation des prix des produits — une formule qui prend en compte le coût

du brut et l'évolution du dollar. Cette formule a-t-elle été appliquée dès le début de 1973, l'essence et le supercarburant auraient baissé dans le courant de l'année. M. Monory avait d'ailleurs envisagé une telle éventualité en septembre, mais le gouvernement avait préféré consacrer au financement des économies d'énergie la ception constituée grâce à la dévalorisation du dollar. — B. D.

de son effort pour trouver une solution appropriée aux difficultés de sa balance des paiements », a déclaré M. L. Desautels jusqu'à présent le principal bénéficiaire du crédit de 200 millions de dollars. Le genre et dans les mêmes conditions qu'à concurrence de 75 des quotes-parts.

Le Fonds monétaire précise en outre que les pays membres du FMI recourent à cette facilité pourront désormais s'ils le désirent faire entrer en ligne de compte, dans le calcul de la balance des paiements, les recettes découlant du tourisme et des transferts financiers effectués par les nationaux travaillant à l'étranger.

ÉTRANGER

Au Danemark

LA DETTE EXTÉRIÈRE CROÎT
A UN RYTHME INQUIÉTANT

(De notre correspondant.)
Copenhague. — La dette extérieure danoise (privée et publique) ne cesse de croître et commence à être préoccupante. Au 1^{er} juillet, elle avait atteint 70 000 milliards de couronnes (1) (56 milliards de francs) — soit près du quart du produit national — contre 55 milliards de couronnes au 1^{er} janvier (44 milliards de francs). Au début de 1978, le Danemark ne devait à l'étranger que 11 milliards de couronnes (8 milliards de francs) et, déjà, les experts s'inquiétaient.

En juin, au moment où le Parlement, lors d'une session extraordinaire, étudiait les mesures d'urgence à prendre pour tenter de procurer au Trésor quelques ressources supplémentaires, l'hebdomadaire danois conservateur *Weekendavisen* révélait qu'une délégation du Fonds monétaire international, de passage à Copenhague pour superviser avant d'octroyer des prêts, avait déclaré de sévères avertissements aux responsables de Christiansborg.

Le ministre des finances, Mr. Knud Hjeltnes, avait alors déclaré à ses collègues qu'il se proposait de quitter son poste si les choses continuaient à évoluer dans le même sens, c'est-à-dire si les emprunts extérieurs devaient se poursuivre et si les économies indispensables n'étaient pas réellement imposées aux services publics. Ces économies indispensables, le gouvernement et les représentants des différents partis vont en discuter en août.

CAMILLE OLSEN.

(1) Au début de 1978, le produit national danois s'élevait à 308 milliards de couronnes.

Aux États-Unis

LES RÉSULTATS DU PROGRAMME
DE MODÉRATION
DES PRIX ET DES SALAIRES

Le conseil pour la stabilité des prix et des salaires a recommandé, dans un rapport publié mardi 7 août, que la hausse des salaires aux États-Unis soit limitée à 15,5 %, au cours de la période de deux ans, qui commencera le 1^{er} octobre prochain. Actuellement, la hausse annuelle des salaires est limitée à 7 % dans le cadre du programme de modération volontaire, entré en vigueur le 1^{er} octobre 1978 pour un an. Les hausses des prix, quant à elles, doivent être au moins inférieures de 0,5 % à ce qu'elles ont été entre octobre 1978 et octobre 1977.

Le Conseil pour la stabilité des prix et des salaires estime que la fixation d'objectifs sur deux ans, au lieu d'un, permettrait une plus grande justice. Les salaires pourraient ainsi, lorsqu'ils seraient bénéficiaires d'une augmentation inférieure au plafond annuel la première année, se rattraper l'année suivante. Le Conseil souligne dans ce rapport que le programme de modération volontaire des prix et des salaires a déjà beaucoup contribué à freiner la hausse des prix industriels et le coût de la main-d'œuvre. La politique gouvernementale de modération des prix et des salaires est, depuis quelque temps, vivement combattue par les syndicats américains, qui s'inquiètent de voir les prix augmenter d'environ 14 % par an. L'A.F.L.-C.I.O. a d'ailleurs soutenu dernièrement, sans succès, une action en justice entreprise par le Syndicat des ouvriers de caoutchouc visant à faire déclarer cette politique inconstitutionnelle.

AFFAIRES

Quand le disque français tourne mal

(Suite de la première page.)

La France ne fait pas exception, bien au contraire. Présentant, il y a quelques jours, le bilan annuel de la SACEM, son directeur général, M. Tournier, tirait — très officiellement — la sonnette d'alarme. « Depuis quelques mois, nous constatons un net tassement des ventes de disques et de cassettes des producteurs français », dit-il. Les chiffres précis manquent encore, on estime, au Syndicat national de l'édition phonographique et audiovisuelle (SNEPA), que les premiers mois de l'année ont vu une baisse moyenne des ventes d'environ 20 %.

Le phénomène est d'autant plus durement ressenti que l'industrie du disque était habituée, depuis une vingtaine d'années, à jongler avec des taux de croissance annuelle de 20 %, 25 %, voire 30 %.

1978 fut encore une bonne année. Selon certaines estimations, on aurait vendu dans le monde (hors pays socialistes) plus de 700 mil-

lions de 45 tours, 1 100 millions de 33 tours longue durée, environ 300 millions de cassettes, le tout représentant un chiffre d'affaires au total (T.T.C.) de plus de 50 milliards de francs. Cinq groupes industriels se partagent près des trois quarts du marché : un européen, Polygram, trois américains, Warner, C.B.S. et R.C.A., et un « demi-britannique », EMI.

En France, on a vendu en 1978 200 millions de phonogrammes contre 140 millions en 1976, pour une valeur comprise entre 3 et 3,5 milliards de francs. « Chiffre, ajoutent les professionnels, qui inclut une T.V.A. au taux de 33,33 %, le disque étant considéré comme un produit de luxe. « Voilà déjà une des raisons purement françaises du marasme du marché », explique-t-on. « Il faut nous adapter sur le long terme, qui ne supporte, lui, qu'un taux de 7 %, reprennent en chœur les professionnels. Pour-tant, ce régime fiscal, effectivement anormal, n'explique pas tout.

Trop cher

cul en pourcentage des marges des détaillants (40 à 45 % du prix de vente au consommateur). A la FNAC — près de 10 % du marché français du disque —, on cite plusieurs exemples de hausses entre décembre 1978 et juillet 1979. En musique classique (15 % environ des ventes), les tarifs sont passés en moyenne de 41 à 47 F, soit près de 15 % d'augmentation correspondant à la hausse des prix de gros. Dans le domaine des variétés, les disques 33 tours C.B.S. ont bondi de 31 à 41 F, certaines collections ont enregistré des majorations de 20 à 25 F. Une hausse spectaculaire est souvent citée en exemple : celle d'un coffret de treize disques de musi-

que classique édité en souscription par Phonogram, passé de 235 F à 590 F.

La situation varie en fait selon les éditeurs et les catégories de disques. Chez Polygram, la hausse moyenne des prix sur le marché français a été de 11 %. « Il peut y avoir des hausses plus importantes, mais ce sont des cas isolés », estime le P.-D.G. de la filiale française du groupe, M. Easan. « Il faut également tenir compte des baisses intervenues sur certains disques. En outre, la libération a été l'occasion pour les éditeurs d'une remise en ordre des catalogues, qui a pu entraîner des reclassifications de disques dans des catégories plus chères. » Et puis,

La piraterie

T.V.A. trop élevée, libération des prix... A ces raisons purement françaises, s'ajoute un phénomène mondial : la piraterie. L'industrie du phonogramme est, en quelque sorte, victime de la technologie, la législation n'ayant pas évolué assez vite que le progrès technique.

Avec le magnétophone — et demain le magnétoscope pour l'image — n'importe qui peut enregistrer une émission, un opéra, une symphonie sans avoir à verser de droits. Cette copie privée se généralise. On compose ses programmes musicaux avec des cassettes vierges. C'est autant de manque à gagner pour l'industrie. On estime que sur quatre cassettes vierges vendues, trois serviront à un réenregistrement musical. Pour un disque, on enregistre trois fois pour un usage privé. On enregistre les opéras et concerts diffusés sur France-Musique. Or l'investissement des éditeurs dans ces disques classiques est lourd. Il faut un marché minimum pour l'amortir. « Si ce marché n'est pas garanti, la piraterie, prise de vitesse, entrave le réenregistrement d'un concert, pressage très rapide et clandestin, distribution avant la mise en vente par les maisons qui ont acheté les droits d'enregistrement. On ne peut plus moins saturer dès le départ, les grandes maisons n'éditeront plus de tels répertoires, sauf à des prix exorbitants réservés à une super-élite. Est-ce cela que l'on veut ? », se demande un éditeur.

En outre, la France n'ayant pas ratifié la convention internationale de Rome, qui protège les droits des auteurs et éditeurs pour les retransmissions et retransmissions, les radios refusent de verser des redevances aux éditeurs pour la diffusion des disques. Le tableau serait incomplet si l'on n'y ajoutait la piraterie organisée. Des industriels de la fraude ont monté des circuits parallèles. Ils achètent les cassettes vierges par millions, copient divers morceaux et revendent le tout à des prix allant de 10 à 20 F. Ils acquièrent aussi des cassettes de redevances et que les frais sont très faibles. Ces cassettes pirates couleront à l'industrie officielle de millions de dollars. En France, elles représentent déjà 70 % du marché et 50 % en Italie. En France, elles étaient limitées jusqu'à présent à la musique arabe, mais elles gagnent d'autres secteurs et représenteraient 5 % du marché.

En Allemagne fédérale, on avait pu enrayer le phénomène en instituant une redevance de 5 % sur le prix de vente des magnétophones, dont le produit est reversé aux ayants droit (auteurs, compositeurs, musiciens, éditeurs). La mesure se révèle inéficace. En France, on s'orienterait donc vers l'instauration d'une redevance sur les cassettes vierges. Les pouvoirs publics étudient un projet de loi dans ce sens qui irait de pair avec la ratification de la convention de Rome.

Ces mesures, aussi importantes soient-elles, risquent d'être pour-tant sans effet sur cet autre mal de l'industrie française du phonogramme : les importations parallèles. Dans le domaine des variétés, l'époque des Beatles est bien revenue. Le marché américain est devenu si important que les éditeurs français ne risquent plus, à terme d'être laminés, ravalés au rang d'un folklore réservé à quelques indigènes. La question se pose d'autant plus que les éditeurs français disparaissent les uns après les autres et ne couvrent plus qu'une dizaine de pour-cent du marché français. Ce n'est le passage de Barclay dans l'orbite de Polygram.

Ici comme ailleurs, le marché importe en fait, avec ses concentrations, ses rationalisations, où seule la grande série d'origines américaines a des chances de survivre. Aujourd'hui le disque et la T.V. avec les séries d'Amérique. Demain le film ? Après-demain le livre ?

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) A la fin de 1978, il avait été versé 22 millions d'euro de Grouse et plus de 25 millions pour Saturday Night Fever, Record historique.

● La Banque de l'Union européenne (B.U.P.) a pris le contrôle d'une banque de Francfort, la Dibeas-Bank AG au capital social de 7 millions de deutschemarks. La Banque parisienne, qui détient jusqu'à présent 20 % du capital, de la Dibeas, a porté cette participation à 80 %. Parallèlement, la B.U.P. s'est séparée de sa participation dans une affaire de Francfort, la Burgart Nottelbohm, qu'elle a revendue à la Royal Bank of Canada. — (A.F.P.)

IMI ISTITUTO MOBILIARE ITALIANO

Assemblée des participants du 24 juillet 1979

Le 24 juillet s'est déroulée à Rome, sous la présidence de M. Giorgio Caputo, l'Assemblée des participants au capital de l'Institut Mobiliare Italiano (IMI) pour l'approbation du bilan et du compte profits et pertes de l'exercice.

Le rapport du Conseil d'Administration — lu par M. Caputo — souligne que pendant cette période caractérisée par une faible croissance des investissements en termes monétaires, accompagnée d'un fléchissement en termes réels, et par une inflation des mesures d'assouplissement, l'IMI a enregistré une baisse de ses opérations stipulées au cours de l'exercice, mais une amélioration par rapport aux autres instituts mobiliers. Les opérations ont été marquées par la réalisation de 2 250 milliards de lire, soit une diminution de 15 %. Les nouveaux contrats stipulés ont été financés à 94,2 % par des fonds propres, à 5,2 % par des fonds C.B.S. et à 0,6 % par des fonds gérés par le Comité de l'IMI et le Comité de l'IMI. Ce fléchissement est entièrement imputable à la diminution de 22 % qui a affecté les investissements destinés aux investissements, tandis que les crédits à l'exportation ont augmenté de 14 %.

Au 31 mars 1979 les opérations en cours se montaient à 12 331 milliards de lire (dont 11 088 milliards financés par des fonds IMI et le reste par des fonds de l'IMI) et les opérations en cours de la Loi 184 — et de la C.B.S. — qui, représente une augmentation de 7,5 % par rapport à la clôture de l'exercice précédent. A la même date, la répartition des opérations en cours par grandes catégories d'intervention était la suivante :

— Financements pour investissements 8 564 milliards (+ 8,5 %) — Crédits à l'exportation 2 301 milliards (+ 14 %) — Crédits aux pays étrangers 18 milliards (+ 25,5 %) — Financements aux non-résidents 138 milliards (+ 21,0 %) — Les opérations de crédit à l'exportation ont enregistré un accroissement sensible au cours de l'exercice, qu'il s'agisse des crédits fournisseurs ou des crédits financiers. La valeur des opérations stipulées dans ce secteur est passée à 756 milliards de lire contre 691 milliards lors de l'exercice précédent, ce qui représente 34 % du total des opérations stipulées.

Parmi les principales opérations ayant caractérisé cette activité de l'Institut au cours de l'exercice, le rapport rappelle au premier lieu l'engagement de l'IMI pour réunir les fonds destinés à la construction du grand canal de l'Égypte, pour lequel l'IMI a obtenu un accord conjointement avec l'Institut de crédit à moyen terme, aux financements destinés à la Vneshtorgbank (U.R.S.S.) et à la Banki Rossiya polonaise ainsi que l'octroi de prêts IMI à la Régie nationale des pétroles.

Pour ce qui touche aux crédits fournisseurs, signaux en particulier les fonds octroyés à des sociétés italiennes pour la fourniture à l'Algérie de machines et d'installations destinées à l'exploitation de ses ressources énergétiques.

Rappelons en outre que les négociations menées avec la Bank of China ont abouti à la conclusion d'un accord de crédit à moyen terme de 1 milliard de dollars par l'IMI et d'autres importants instituts italiens de crédit à moyen terme.

L'examen de l'activité de l'Institut montre ensuite qu'au cours du 4^e trimestre l'IMI a placé pour 1 445 milliards d'obligations en lire, contre 1 397 milliards au cours du précédent exercice.

En 31 mars 1979 le total des obligations en circulation en lire et en devises se montait à 3 322 milliards, soit une augmentation de 728 milliards (+ 8,5 %) par rapport au 31 mars 1978. La promulgation tardive des lois réglementant l'utilisation des sources de financement étrangères en devises pour l'octroi de crédits à l'exportation a des conditions de faveur, ainsi qu'une amélioration générale des conditions appliquées sur le marché international pour les financements à moyen terme en dollars, ont incité l'Institut à renouer à la tranchée inutilisée de 100 millions de dollars au titre du prêt coordonné par la Morgan Guaranty Trust de New York et à rembourser avant terme la tranchée de 100 millions de dollars déjà utilisée.

En ce qui concerne les opérations en lire, l'IMI a placé pour 1 445 milliards de lire, destinées au financement des investissements dans le sud de l'Italie, pour les secteurs de la construction automobile, des téléphones, de l'électronique et des industries pharmaceutiques.

Le rapport du Conseil d'Administration illustre ensuite le programme d'investissement du Groupe IMI-Banques : son objectif est d'opérer le rétablissement économique, productif et financier de ce groupe, afin de permettre la mise en valeur de l'important patrimoine industriel déjà développé. La solidité patrimoniale de l'IMI est grandement accrue pendant l'exercice écoulé grâce, d'une part, à l'augmentation de capital et, d'autre part, aux résultats financiers de ce même exercice. L'augmentation de capital, qui passe de 1 milliard à 3 000 milliards de lire, a été commencée pendant le dernier mois de l'exercice et se poursuit encore. Les résultats obtenus jusqu'à présent sont très satisfaisants. En ce qui concerne le bilan de l'exercice, le bénéfice net de 16,6 milliards de lire a été enregistré.

Malgré l'ampleur des affectations budgétaires déjà opérées, le Conseil d'Administration a proposé de ne distribuer aux actionnaires que 2,2 milliards (équivalant à 5 % du capital versé) et de destiner 14,4 milliards de bénéfices à la réserve statutaire.

Après lecture du Rapport des Commissaires aux comptes l'Assemblée des participants a approuvé le bilan et le compte profits et pertes du 4^e trimestre ainsi que les propositions du Conseil d'Administration concernant la répartition des bénéfices nets.

Au chiffre exceptionnel de 1 311 milliards de lire, le montant des ressources patrimoniales de l'IMI à la fin du 4^e trimestre constitue la meilleure garantie d'avenir pour les activités de l'Institut.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DU BILAN AU 31 MARS 1979

(47^e exercice)

ACTIF	(En lire)	PASSIF	(En lire)
Participants - leur dette en compte capital	223 933 500 000	Capital souscrit	434 130 000 000
Fonds et réserves après déduction des provisions	1 089 857 324 368	Réserves et fonds spéciaux	880 595 688 101
Titres en portefeuille	1 151 053 272 205	Fonds pour risques divers	30 696 444 922
Prêts et avances	1 421 388 071 395	Attributions de l'IMI étudié par l'art. 5 de la loi no 184 du 22-3-1971	138 935 250 000
Biens immobiliers et mobiliers	57 578 261 000	Fonds d'amortissement de biens immobiliers et mobiliers	7 844 253 732
Comptes de régularisation de l'actif	416 554 542 779	Fonds d'amortissement de la répartition au personnel	31 408 232 671
Emprunts et obligations	542 419 234 182	Différences en circulation	9 322 482 729 058
Divers	2 008 222 708	Emprunts et dettes diverses	514 787 487 000
Droits de recours sur cautions	74 240 897 390	Comptes de régularisation de passif	3 987 129 383 067
		Engagements sur cautions	542 458 638 888
Comptes d'ordre :		Engagements sur cautions	61 411 320 358
Engagements, titres et effets en cours et après déduction des provisions	5 485 709 921 796	Bénéfices nets de l'exercice	16 578 847 338
Banques spéciales et financières	2 818 880 773 308		
	24 426 127 100 609	Comptes d'ordre :	
		Engagements, titres et effets en propre et à tiers	5 485 709 921 796
		Banques spéciales et financières	2 818 880 773 308
			24 426 127 100 609

COMPTE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE AU 31 MARS 1979

CHARGES ET PERTES	(En lire)	PRODUITS ET PROFITS	(En lire)
Frais généraux d'administration	40 677 321 244	Intérêts sur prêts, financements, avances et comptes courants	1 354 555 814 622
Intérêts passifs et autres charges sur les obligations	942 773 579 437	Intérêts et autres bénéfices sur titres en propre	75 493 327 978
Intérêts passifs sur prêts et dettes diverses	282 310 615 830	Bénéfices divers	25 843 201 725
Amortissements	1 454 541 765	Utilisation de fonds spéciaux	6 689 522 127
Moins-values sur titres en propre	1 351 278 890	Utilisation de l'actif de l'Etat pour couvrir la perte de profits en exercice, faite par la loi no 184 du 22-3-1971	35 328 706 336
Pertes de gestion sur participation visée par la loi no 184 du 22-3-1971	130 114 750 000		
Impôts et taxes relatifs à l'exercice (fonds de réserve y compris)	77 200 577 682		
Impôts et taxes relatifs aux exercices antérieurs	33 591 753 075		
Charges diverses	4 789 545 485		
Fonds pour risques des crédits et fluctuations des titres	24 118 538 183		
Fonds pour risques divers	100 000 000 000		
Fonds pour risques des crédits, visés au P.P. (décret pris. Rép.) no 170 du 22-3-1978	50 888 444 922		
Bénéfices nets de l'exercice	1 648 136 345 218		

déjeunez dans un jardin...

le bonaventure

à l'ALMA 225.02.58

15 RUE JEAN GOUSSON - PARIS 8

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 7 AOUT

Nouvelle hausse

La fête continue. Décidément infatigable, malgré l'annonce du marché de Paris, le pourcentage de hausse en progression, en l'occurrence même de façon sensible, et en clôture l'indice a enregistré une avance supérieure à 1,5 % contre moins de 1,5 % la veille.

Les valeurs restées au second plan lundi ont été le relais de la hausse et en première ligne se détachent Générale de fonderie (+ 6,5 %), Priol (+ 6 %), Darty (+ 5,2 %), Saint-Louis (+ 4,9 %), S.A.T. (+ 4,8 %) et L'Oréal (+ 4,7 %).

En total, sur les 206 actions cotées à terme, plus de deux tiers ont monté (+ 1,7 % en moyenne) et seulement une quarantaine ont baissé.

Est-ce bien raisonnable ? confie un professionnel à l'un de nos visiteurs ? De fait, l'indicateur optimiste, dans la Bourse semble faire preuve de sens et mûrises apparaît dérivant dans l'environnement présent, surtout avec les perspectives de relâchement conjoncturel pour le second semestre et les difficultés de tous ordres auxquelles les entreprises seront confrontées à la rentrée. La spécialité se vend en tête de liste. Si malgré tout, elle garde la tête haute, l'aurait-elle ses raisons que la raison ignore ?

A dire vrai, d'ailleurs encadré depuis des mois, le marché n'a guère eu l'occasion ces derniers temps de s'exprimer vraiment. Mettant à profit la période des vacances, les organismes de placement continuent tranquillement de faire leurs emplettes en prévision d'un retour de la demande particulière à la rentrée dans le cadre de la loi Monory. Savoir si cette attitude sera fidèle au rendez-vous.

Baisse brutale du lingot d'or, qui est retombé de 41 990 F à 41 750 F. Le franc suisse, seul perdant, est passé de 250 F à 277,50 F.

LONDRES

Le marché poursuit son avance, encouragé en cela par la relance du mouvement de la croissance monétaire, et à midi, l'indice des industrielles a enregistré un gain de 6,4 points à 473,06. Hausse des mines d'or. Les fonds d'investissement sont soutenus. Irrégularité des pétroles.

Or (ouverture) (dollar) 287 1/2 contre 283 7/8

VALEURS	CLOTURE	DIFF.
British Petroleum (100)	127 1/2	+ 1/2
Shell (100)	127 1/2	+ 1/2
Imperial Chemical	127 1/2	+ 1/2
Glaxo (100)	127 1/2	+ 1/2
Unilever (100)	127 1/2	+ 1/2
British Airways	127 1/2	+ 1/2
British Telecom	127 1/2	+ 1/2
British Airways	127 1/2	+ 1/2
British Telecom	127 1/2	+ 1/2

En dollars U.S., net de prime sur le dollar britannique.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

GENERAL MOTORS. - Au titre du troisième trimestre de l'exercice en cours, la firme va distribuer, le 10 septembre prochain, un dividende de 1,15 dollar par action (contre 1 dollar l'an dernier).

C.G.E. - Pour le premier semestre de 1979, le chiffre d'affaires consolidé réalisé par les sociétés du groupe (11,83 milliards) avec les sociétés affiliées, contre 9,63 milliards un an plus tôt.

SAATCHI & SAATCHI. - Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, le chiffre d'affaires consolidé des sociétés du groupe a atteint 1,2 milliard de francs (1,2 milliard de francs) contre 963 millions de francs l'an dernier.

SAATCHI & SAATCHI. - Pour l'exercice clos le 31 mars 1979, le bénéfice d'exploitation est passé de 207,5 millions de francs à 221 millions de francs. Le bénéfice net, hors intérêts minoritaires mais avant pertes et profits exceptionnels, est passé de 162,5 millions de francs à 172,5 millions de francs.

SAATCHI & SAATCHI. - Le chiffre d'affaires consolidé des sociétés du groupe a atteint 1,2 milliard de francs (1,2 milliard de francs) contre 963 millions de francs l'an dernier.

NEW-YORK

Nouvelle et forte hausse

Le mouvement de hausse s'est poursuivi et même nettement accéléré mardi à Wall Street. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles, un moment en terrain de plus de 13 points, a terminé à 2.551,12. Le marché a été accablé de 45,7 millions d'actions ayant changé de mains contre 28,23 millions la veille.

Sur 1.892 valeurs traitées, 1.138 ont monté, 411 ont reculé et 344 sont restées inchangées. Les valeurs d'investissement, électroniques et matérielles ont pris la tête d'un mouvement dont il est toujours difficile d'apprécier les raisons profondes. Le programme de lutte contre l'inflation se poursuit encore deux semaines au moins. « Il semble illusoire de croire à son abandon », dit-on à la Maison Blanche. Une réponse, en quelque sorte, à ceux qui l'espèrent après l'annonce d'une faible progression des demandes de crédits au cours du mois de juin.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 29 oct. 1978)

INDICES	7 AOUT	6 AOUT	DIFF.
Valeur française	110,5	110,4	+ 0,1
Valeur étrangère	112,5	112,5	0
Indice général	111,5	111,5	0

BOURSE DE PARIS - 7 AOUT - COMPTANT

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du coupon	% du coupon		Cours précéd.	Dernier cours		Cours précéd.	Dernier cours		Cours précéd.	Dernier cours
3 %	35 50	2 595	S.P.E.S.	228	234	Localnet	227	218 98	Comptons	159	159
3 %	2 575	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	St. Louis, Ind.	159	159
3 % 1979-1980	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1980-1981	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1981-1982	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1982-1983	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1983-1984	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1984-1985	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1985-1986	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1986-1987	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1987-1988	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1988-1989	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1989-1990	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1990-1991	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1991-1992	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1992-1993	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1993-1994	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1994-1995	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1995-1996	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1996-1997	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1997-1998	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1998-1999	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 1999-2000	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2000-2001	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2001-2002	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2002-2003	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2003-2004	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2004-2005	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2005-2006	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2006-2007	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2007-2008	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2008-2009	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2009-2010	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2010-2011	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2011-2012	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2012-2013	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2013-2014	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2014-2015	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2015-2016	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2016-2017	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2017-2018	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2018-2019	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2019-2020	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2020-2021	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2021-2022	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2022-2023	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2023-2024	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2024-2025	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2025-2026	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2026-2027	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2027-2028	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2028-2029	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2029-2030	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2030-2031	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2031-2032	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2032-2033	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2033-2034	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2034-2035	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2035-2036	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2036-2037	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2037-2038	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2038-2039	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2039-2040	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2040-2041	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2041-2042	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2042-2043	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2043-2044	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2044-2045	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2045-2046	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2046-2047	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2047-2048	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2048-2049	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2049-2050	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2050-2051	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2051-2052	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2052-2053	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2053-2054	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2054-2055	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2055-2056	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2056-2057	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2057-2058	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2058-2059	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2059-2060	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2060-2061	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2061-2062	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2062-2063	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2063-2064	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2064-2065	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2065-2066	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2066-2067	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2067-2068	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2068-2069	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2069-2070	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2070-2071	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2071-2072	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2072-2073	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2073-2074	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2074-2075	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2075-2076	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2076-2077	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2077-2078	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2078-2079	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2079-2080	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158
3 % 2080-2081	151	2 575	Alcatel	228	233	Localnet (Suisse)	227	218 98	OFM&S	158	158

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
— ENERGIE : Pour « une poignée de fils du désert », par Salah-Eddine Tharfi ; « Vers une troisième guerre mondiale ? », par Marcen Felden.

3-4. ASIE
— L'accueil des réfugiés du Sud-Est asiatique.
— L'offensive diplomatique du Japon.
— Les tribunaux contre Mao (II), par Jean de la Guérinière.

4. DIPLOMATIE
— Au Quai d'Orsay, la « direction des Français à l'étranger » est organisée pour répondre à de nombreux besoins.

5. AFRIQUE
— La fin de la conférence de Lusaka : les pays du Commonwealth continuent vivement la « politique d'apartheid ».

6. EUROPE
— Espagne : un projet de statut d'autonomie de la Catalogne est approuvé par le gouvernement et les formations politiques catalanes.

7. AMERIQUES
— EQUATEUR : le retour des civils au pouvoir. « Mon gouvernement ne plaira pas à l'oligarchie », nous déclare le Président Koldas.
— NICARAGUA : le lauréat de l'aide internationale accroit les difficultés du nouveau gouvernement.

8. PROCHE-ORIENT
— La crise israélo-arabe.

9. EQUIPEMENT
— TRANSPORTS : calculés au franc constant, les tarifs aériens d'été ont diminué depuis trente ans.

10. SOCIÉTÉ
— CATASTROPHES : sur la Côte-Bretonne, vingt-deux personnes décèdent dans un incendie de la suite de l'éruption de l'Etna a repris après deux jours d'accalmie.

LE MONDE DES ARTS
ET DES SPECTACLES
PAGES 9 A 13
MUSIQUE : L'opéra au centre Académie d'Art - en France, par Gérard Condat.
THEATRE : « Antigone » à Bruxelles, par Mathilde la Baronnelle.
REVUES : Études sur les « fonctions de l'art », par Thomas Perrenet.
VENTES : Antiquaires et galeries d'art à la Biennale de Monte-Carlo, par Pierre Granville.
EXPOSITIONS : un Mignard sans mignardise, par André Chastel.

17. EDUCATION
— Rassemblement national des jeunes de France : mille « corvées » dans un hameau du Languedoc.
— Qui a peur des normaliens ? : libre opinion par Claude Ribbe.

18. RELIGION
— DEFENSE MEDICINE
— 19-20. ECONOMIE
— ENERGIE : prix du brut et facture pétrolière.
— SOCIAL : la C.G.T. lance des opérations spectaculaires après le 15 août.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (16)
Annonces classées (16) : Carnet (16) ; Aujourd'hui (17) ; Journal officiel (17) ; Météorologie (17) ; Mots croisés (17) ; Bourse (17).

(Publi-Info)
ACHATS
TABLEAUX SUISSES
Vallotton - Glimm - Bonnard - Anker - Giacometti - Calame - Borel - Bachelard - Boccioni - Rodin - Picasso - etc. ainsi que gravures, sculptures, vitraux anciens, livres et objets d'art.
Au cas où vous désirez vendre vos œuvres ou objets d'art, nous sommes à votre disposition.
Faites nous connaître vos œuvres et nous vous enverrons gratuitement un catalogue.
Offres ARTS ANCIENS
3222 BEVAUX, SUISSE
Tél. 0241/24.11.23 ou 0241.11.15

A B C D E F G

AU CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs communications devaient être présentées, ce mercredi 8 août, au conseil des ministres. M. Raymond Barre devait dresser un bilan de l'action gouvernementale en Corse. Mme Alice Saunier-Seïte, ministre des universités, devait exposer la situation des écoles normales supérieures et proposer un plan de « restructuration ». M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, devait, de son côté, soumettre au conseil un certain nombre de mesures destinées à renforcer la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme.

Corse

Un bilan de l'action économique

Lors de son voyage dans l'île au mois de juin 1978, le président de la République avait présenté « une nouvelle politique pour la Corse ». Ce plan, composé de quarante et une mesures, repartait en partie les grandes lignes de la « charte de développement » votée, au mois de juillet 1975, par le conseil régional.

Dans une lettre au premier ministre, M. Giscard d'Estaing avait fixé des son retour de Corse, trois orientations à la politique gouvernementale : « poursuivre la politique de développement économique ; conduire une politique de formation des hommes ; prendre en compte les problèmes propres à l'insularité ». Il souhaitait que les ministres concernés prennent « la responsabilité personnelle des actions à mener ». Depuis un an, une dizaine de membres du gouvernement se sont rendus dans l'île et certains d'entre eux plusieurs fois, notamment M. Joël Le Theule, ministre des transports, qui eut à régler la délicate question de la desserte maritime et aérienne.

De son côté, M. Barre, qui avait mission du chef de l'Etat d'aller constater sur place la bonne application de ces orientations, visita la Corse au mois de décembre dernier. Il confirma, à cette occasion, que « tout ce qui avait

Écoles normales supérieures

Un plan de « restructuration »

Le ministre des universités constatant que les écoles normales supérieures (11 accueillent environ trois mille étudiants avec un corps enseignant de trois cent vingt et un professeurs, estime d'ailleurs que l'enseignement des « supérieures aux besoins » et qu'une « restructuration » s'impose.

Les cinq écoles actuelles seraient maintenues, mais leurs missions seraient « redéfinies ». Il s'agit, dit-on au ministère des universités, d'une opération de rationalisation des compétences. Ainsi, les écoles de la rue d'Ulm et du boulevard Jourdan (ex-Sèvres) seraient spécialisées dans les humanités classiques pour les sections lettres et se verraient confier des missions de recherche plus approfondies pour les sections scientifiques (notamment en biologie).

Alcoolisme

Un programme de lutte décennal

Le ministre de la santé et de la Sécurité sociale devait présenter les moyens nécessaires à une meilleure application de la législation actuelle visant à réduire les tabac et l'alcool. Il proposait des mesures pour renforcer la lutte contre la consommation excessive d'alcool. Ainsi, dans un groupe de travail, dont la présidence sera confiée au professeur Jean Bernard, sera chargé de préparer un programme décennal de lutte contre l'alcoolisme, qualifié par le président de la République, dans une lettre aux participants du congrès de

CRÉATION D'UN COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA FAMILLE

Par un décret en date du lundi 6 août publié au Journal officiel du mercredi 8 août, est institué un comité interministériel de la famille. Ce comité, indique l'article 1 du décret, est chargé de définir la politique du gouvernement en faveur de la famille, de débattre sur toutes les questions y rapportant et d'assurer la coordination des actions mises en œuvre par les différents ministères dans ce domaine.

Le comité est présidé par le premier ministre ou, par délégation, par le ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la condition féminine. Il comprend le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre du travail et de la participation, le ministre de l'environnement et du cadre de vie, les ministres de l'éducation, de la santé et de la Sécurité sociale, de la jeunesse, des sports et des loisirs, enfin le ministre de la culture et de la communication. Son secrétariat est assuré par les soins du secrétaire général du gouvernement. Le comité se réunit chaque fois qu'il est nécessaire, et au moins deux fois par an.

NON PAYÉ DEPUIS AVRIL

Le personnel d'un bureau d'études de Lyon expose des plans du surrégénérateur de Creys-Malville

Le cabinet Dumoulin, le plus grand bureau d'études du génie civil de la région Rhône-Alpes qui avait acheté le février dernier par la société SEMCO puis mis en liquidation judiciaire, est occupé depuis le 8 juillet par cent trente-cinq salariés. Ces derniers, qui n'avaient pas été informés des tractations entre le cabinet Dumoulin et la société SEMCO située à Bagnolet (Seine-Saint-Denis) et qui n'ont pas été payés depuis deux mois d'août, ont affiché le mardi 7 août les plans de certaines installations du surrégénérateur de Creys-Malville (Isère).

Les plans concernent la station de pompage ; le système de refroidissement et des locaux annexes sont ainsi affichés sur les murs intérieurs et extérieurs et les fenêtres des bureaux. Le personnel ajoute que tous les plans sont à la disposition du public. Les renseignements généraux et les services de police sont venus constater les faits mardi 7 août.

En août 1977, pour protester contre la construction du surrégénérateur une importante manifestation avait eu lieu. A la suite d'affrontements avec les forces de l'ordre, on avait dénombré un mort et une centaine de blessés.

DANS UNE PROPRIÉTÉ DE L'AUDE

Une année de réclusion volontaire

Voilà maintenant une année entière que le baron Gaston Fourn est retranché dans sa propriété de la Tour de la Badoc, à Limoux (Aude). Depuis le 6 août 1978, il attend, recluse volontaire, que la justice se prononce et qu'elle fasse droit à sa plainte, déposée le 4 août 1978 (le Monde des 13-14 août 1978 et 24 avril 1979), pour entraves et tentatives d'entraves à la liberté des enchères.

Il désire simplement que son domaine soit vendu à un prix honorable, afin qu'il puisse payer ses dettes et comblet donc les enchères publiques du 11 juillet 1978 qui ont attribué son bien à M. Jean Basset, directeur de la Cave coopérative de blanquette. Il accuse le maire de Limoux, M. Robert Badoc, d'avoir faussé ces enchères.

Depuis un an, rien ne s'est passé ou presque, sur le plan

judiciaire. Puis, le 26 avril dernier, la chambre criminelle de la Cour de cassation a désigné la chambre d'accusation de la cour d'appel de Toulouse « qui pourra être chargée de l'instruction ». Cette dernière juridiction s'est prononcée le 20 juin et a estimé qu'il résultait de l'enquête préliminaire des présomptions suffisantes contre Robert Badoc d'entraves à la liberté des enchères et elle a ordonné l'ouverture d'une information.

Aiors le baron Fourn a repris quelque peu confiance. Il a, dit-il, « levé l'obstacle symbolique qui marquait l'accès à sa propriété (une charrette) tout en maintenant un vigilant dispositif ».

Il s'est constitué partie civile. Mais il attend toujours pour pouvoir, enfin, « tourner une page et la dérive d'une famille qui appréciera de penser ses blessures dans un convenable anonymat ». — M. B.-R.

A Paris

CENT CINQUANTE PERSONNES MANIFESTENT CONTRE LES PROJETS DE RÉFORME DU C.N.R.S.

Environ cent cinquante personnes se sont rassemblées, mercredi 8 août dans la matinée, devant le siège du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), rue de Lille, à Paris, pour protester contre les projets de réforme de cet organisme. Elles avaient été empêchées de pénétrer dans le grand hall de l'organisme, où les organisations syndicales de la recherche de la Fédération de l'éducation nationale, de la C.G.T. et de la C.F.D.T. les avaient à une assemblée. Une délégation syndicale n'a pas pu obtenir d'être reçue par la direction générale.

M. Robert Wisner, député communiste de l'Isère, Mme Hélène Luc, sénateur communiste du Val-de-Marne et M. Louis Mexandeau, député socialiste du Calvados, ont été reçus par les responsables du C.N.R.S. Le soutien des groupes parlementaires communistes et socialistes.

NOUVELLE BAISSE DE LA LIVRE STERLING REMONTÉE DE L'OR

La livre sterling a continué de baisser mercredi matin 8 août sur les marchés des changes internationaux, s'inscrivant à 9,35 francs (contre 9,303 francs) à Paris 4,05 DM (contre 4,056 DM) à Francfort et à 3,21 dollars (contre 3,223 dollars). La forte hausse des prix de gros en Grande-Bretagne, en juillet, qui fait craindre une recrudescence de l'inflation est à l'origine de ce recul amorcé lundi.

L'or, de son côté, a vu s'accroître sa reprise, son cours atteignant 287,15 dollars l'once à Londres au premier fixing de la journée contre 286,10 dollars mardi en fin d'après-midi et 282,39 dollars le matin même. Les experts attribuent ce redressement à des causes essentiellement techniques, survenant après la forte baisse de ces derniers jours.

Le rachat de National Airlines

Le département de la justice américain a recommandé le mardi 7 août au bureau de l'aéronautique civile (CAB) de rejeter la demande faite par « Eastern Airlines » de prise du contrôle de « National Airlines ». Ce serait contraire aux principes de la loi antitrust. Si le CAB se prononce dans le même sens, la compagnie Pan American aura le champ libre pour fusionner avec « National », qu'elle contrôle déjà à 51,4 %. — (A.F.F.)

ARCHEOLOGIE

Voyages archéologiques et culturels accompagnés par des conférenciers des Musées nationaux

CEYLAN 14-20 septembre

SYRIE - JORDANIE 15-29 septembre

MALTE - SICILE 1-16 octobre

Docteurs et renseignements à

TERRE ENTIÈRE 15, rue du Cardinal-Lemoine 75005 PARIS - Tél. 325-57-10 Léo 904 A

En Union soviétique

LE PROCÈS DE M. RECHAT DJEMILEV, DÉFENSEUR DES TATARS DE CRIMÉE, S'EST OUVERT A TACHKENT.

Moscou (A.F.P. U.P.I.). — Le procès de M. Rechat Djemilev, l'un des porte-parole des Tatars de Crimée, s'est ouvert mardi 7 juillet à Tachkent, en Asie centrale, à l'annonce à Moscou M. André Sakharov.

M. Rechat Djemilev, ingénieur âgé de quarante-sept ans, avait été arrêté le 7 avril dernier et inculpé de « diffusion de documents calomnieux », délit pour lequel il avait déjà été emprisonné de 1969 à 1973. Il est cousin de M. Mousapha Djemilev, le plus célèbre des militants de la cause des Tatars de Crimée, condamné le 6 mars à quatre années de réclusion pour avoir enfreint les règles de l'assignation à résidence à laquelle il avait été astreint après avoir passé dix ans en camp.

Quatre cent mille Tatars de Crimée, accusés collectivement de collaboration avec les troupes nazies, avaient été déportés, à la fin de la guerre sur l'ordre de Staline, en Ouzbékistan. Ils restent en vain, depuis, de regagner leur pays et, selon les milieux dissidents, les autorités se préparent à prendre de nouvelles mesures contre eux.

M. Rechat Djemilev risque cinq ans de camp de travail. Aucun de ses proches n'a été autorisé à assister à l'ouverture du procès qui, après une suspension, doit reprendre jeudi.

En Chine

DES PAYSANS ONT MANIFESTÉ A PÉKIN

Le Drapeau rouge, mensuel du parti communiste chinois, annonce dans son numéro d'août un certain nombre de mesures en vue d'améliorer le sort des « jeunes insulaires » envoyés dans les communes rurales. Tout en affirmant que l'abandon de cette politique, lancée dans les années 60, est impossible, Pékin reconnaît que cette « politique » a été « fautive pour les paysans ». Les jeunes Chinois ne seront plus désormais envoyés dans des communes rurales, mais dans des entreprises d'Etat ou dans des fermes spéciales administrées par le gouvernement. Un nouveau mode de rémunération, plus stable, devrait être mis en place.

Ces mesures semblent avoir été prises devant le mécontentement enregistré ces derniers mois. Des manifestations rassemblant des « jeunes insulaires » et leurs parents avaient eu lieu en effet à Shanghai, Canton, et dans d'autres villes du pays. Ce mouvement de revendications, sans doute favorisé par les appels à la liberté d'expression individuelle lancés par la presse officielle chinoise, touche aussi certains paysans. Une trentaine d'entre eux ont manifesté silencieusement, mardi 7 août, à Pékin, devant le siège du parti, pour protester contre les « cyniques » qui les frappent. Un groupe de six autres paysans campe depuis une semaine au bout de l'ancien « Mur de la démocratie », réclamant du travail en ville. — (A.F.F.)

FABRICANT - VENTE DIRECTE
COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE
Orfèvre 25 ans d'expérience
FRANOR 70 R. AMELOT 75011 PARIS
Tél. 700.87.94 - Ferme le samedi

Vous vous destinez à la gestion des entreprises

Suivez le programme de formation polyvalente ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE.

Intensif, concret, résolument pratique, il offre les avantages exclusifs suivants :
• études de courte durée (9 mois seulement, d'octobre à juin) ;
• travail en petit groupe (30 stagiaires admis par session) ;
• accès au diplôme de « Maîtrise en Administration d'Entreprise » ;
• formation assurée exclusivement par des praticiens, tous cadres, dirigeants ou conseils d'entreprises ;
• contenu couvrant tous les domaines de la gestion moderne : techniques de base, secrétariat général, ressources humaines, finances et comptabilité, organisation et production, marketing et publicité ;
• contrôle systématique et continu des connaissances et performances ;
• études en Suisse, dans un milieu réellement international.

Conditions minimales d'admission : 21 ans, niveau d'études supérieures. Coût total du programme à plein temps : FS 18'000.-. Documentation complète en retournant le coupon ci-dessous au Secrétaire de l'Ecole.

Ecole de Cadres de Lausanne

Centre international de formation et perfectionnement en administration d'entreprise, fondé en 1963
Rue du Bignon 4
CH-1005 Lausanne (Suisse)
Tél. (021) 22.13.11

Pour ceux qui veulent apprendre le maximum dans le minimum de temps : découpez et retournez ce coupon à l'Ecole de Cadres de Lausanne (adresse ci-dessus) ; vous recevrez une documentation complète sur le programme « Administration de l'Entreprise » 1979/80.

M